

UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE DROIT

LES ENFANTS ASSISTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Juin 1928

PAR

A. BRACHET

Sous-Inspecteur de l'Assistance Publique des Vosges

Président : M. RENARD, Professeur ;

Assesseurs { M. BROCARD ;
M. TROTABAS.

ÉPINAL

Imprimeries Robert KAHN

1928

UNIVERSITÉ DE NANCY

FACULTÉ DE DROIT

LES ENFANTS ASSISTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Juin 1928

PAR

A. BRACHET

Sous-Inspecteur de l'Assistance Publique des Vosges

Président : M. RENARD, Professeur ;

Assesseurs { M. BROCARD ;
M. TROTABAS.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. MICHON (☉ I).

Doyen honoraire: M. GÉNY (*, ☉ I).

Professeurs honoraires: MM. MAY (*, ☉ I);

BOURCART (O *, ☉ I).

CARRÉ DE MALBERT (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (☉ I).

MM. GÉNY (*, ☉ I), professeur de Droit civil.

MICHON, (☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (☉ I), professeur d'économie politique.

SENN (☉, ☉ I), professeur de droit romain.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public.

HENRY (☉ I), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☉ A), professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÖELL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ A), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (☉, ☉ A), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

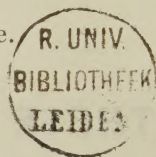
VOIRIN (☉), professeur chargé des cours de Droit civil (1^{re} année) et de Droit civil (capacité).

TROTABAS (☉), agrégé, chargé des cours de Droit administratif (2^e année) et de législation financière.

P. R. DUVAL, docteur en droit, chargé des cours d'économie politique (1^{re} année) et doctorat.

MÉLIN (☉ I), docteur en Droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.



La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières des candidats.

INTRODUCTION

A toutes les époques de l'Histoire et dans tous les pays du monde la souffrance des enfants a particulièrement attiré l'attention publique et motivé dès le XVIII^e siècle les campagnes des philanthropes, encyclopédistes, plus tard des généreux conventionnels.

Successivement la charité individuelle, les institutions privées, enfin l'Assistance Publique ont étendu leurs bienfaits sur les petits êtres, dont l'innocence et la faiblesse, qui sont au fond une seule et même chose, ont inspiré de la générosité et de la pitié.

Jusqu'à la Révolution il n'y a pour ainsi dire aucune législation sur l'enfance malheureuse.

Le clergé, les communautés d'habitants s'occupent tant bien que mal des petits abandonnés, orphelins.

Le bon Vincent de Paul ému de leur détresse, organise le sauvetage des petites épaves en créant le premier orphelinat de Paris, îlot de charité dans l'universel oubli d'un élémentaire devoir humain.

Avec la Révolution, l'idée d'assistance éveillée, affirmée dans la Constitution du 3 septembre 1791, va son chemin et aboutit aux décrets des 9 janvier, 15 février et loi du 28 juin 1793 qui ont posé les principes de haute justice et d'humanité restés à la base de notre législation sur le service des enfants assistés.

Malheureusement la plupart de ces dispositions législatives ou autres ne furent pas appliquées à cause de la situation financière du pays. Aussi les enfants restaient-ils sans nourrice et ne tardaient pas pour la plupart à succomber. Les décès à la maison de la « Couche » atteignirent en 1797 le chiffre de 92 %, en fait il ne survivait pas plus de 3 ou 4 % de pupilles.

(Cité par Alcindor: les enfants assistés — 1912, page 6).

Advint l'Empire avec la loi du 4 février 1805, le décret du 19 janvier 1811.

Puis de 1815 à 1860, c'est en France comme dans l'Europe entière l'époque peu féconde en législation infantile.

Les abus, les scandales indignent l'opinion. Une commission est instituée. Enquêtes — Etudes — Rapports.

La loi du 5 mai 1869 qui fait de l'assistance un service départemental et intercommunal voit le jour.

Les lois du 23 décembre 1874, 24 juillet 1889 et enfin la loi organique du 27 juin 1904 amendent, complètent l'œuvre de régénération physique et morale entreprise: elles n'épuisent pas le champ des améliorations nécessaires à une organisation plus scientifique et plus humaine de l'assistance aux petits.

« Pour faire une grande nation ce n'est pas du territoire qu'il faut, c'est des hommes; ce n'est pas une multitude qu'il faut, mais des hommes mûrs (Ruskin) ».

La meilleure méthode pour unir les hommes, c'est de les faire communier sous les espèces du beau et du bien. Dans un même idéal, le cœur suit l'esprit et se met à l'unisson de l'intelligence.

C'est donc faire acte de psychologie fine et profonde que de pratiquer avec les déshérités la fraternité, de leur faire partager les plus nobles plaisirs de l'esprit en les attirant dans les régions de l'idéal.

Lorsqu'ils sont livrés à eux-mêmes, sans secours matériel et moral, les enfants sans famille, en général, poussent au hasard comme ils peuvent, ils sont courbés dans tous les sens par toutes les brises qui passent; ils se déforment comme les arbustes rabougris qui végètent dans les dunes sous l'incessante morsure des vents du large. Au physique et au moral, ce sont des avortons que le vice guette et que le crime attend. Toute occasion de tomber est pour leur débilité une cause inévitable de chute.

Dans une communication qui a été faite à la Société d'Economie sociale en 1900, M. Gaufrès racontait que sur 7.700 enfants détenus dans les colonies pénitenciaires, 1.047 seulement ont des familles normales et complètes, les autres sont des orphelins ou des demi-orphelins qui sont partis des ruisseaux de la rue pour échouer dans les cellules et les cabanons (1).

D'après le rapport de l'exercice 1926 du Patronage de l'enfance et de l'adolescence de Paris (Patronage Rollet) ayant pour objet la protection des enfants en danger moral, sur les 3,594 pupilles existant au 1^{er} janvier 1927: 1132 sont des demi orphelins; 260 des orphelins, 218 des fils de divorcés.

(14^e annuaire de l'Assemblée générale du 27 octobre 1927, page 99).

En tous pays, l'enfant sans famille, livré à lui-même, est un candidat au vice ou au crime et fournit un ample contingent aux statistiques criminelles aussi bien dans l'ancienne Russie qu'en Angleterre. En Russie 52 % des jeunes détenus sont des orphelins; en Angleterre, les 4/5 des filles publiques sont aussi, dit-on, des orphelines. (1)

Toutes les sociétés protectrices de l'enfance abandonnée et l'Administration de l'Assistance publique notamment, pour laquelle on se montre parfois injuste, font donc du bien et beaucoup de bien.

Leur action malheureusement est souvent tardive, soumise à des conjonctures, elles ne recueillent généralement pour les moralement abandonnés d'âge avancé que des enfants contaminés alors que la cure serait bien plus aisée, efficace, si l'on pouvait saisir l'enfant lorsqu'il est tout petit et qu'il n'a point été déformé par le développement d'instincts héréditaires et par les enseignements du milieu, l'immoralité des parents.

Une considération plus générale c'est celle-ci : que tous ces enfants qui viennent à l'Assistance Publique ou autres œuvres bienfaisantes, quand ils ne sont pas sauvés de la mort, sont sauvés d'une éducation perverse qui les voue au malheur, à la révolte contre une société dont ils sont les ennemis naturels et à qui ils rendent les malédictions qu'ils en ont reçues.

(1) Journal La République Française, n° 2414, 1900: Les Enfants sans famille.

Comment sont placés les enfants ? Des instructions existent à ce sujet. Ils sont à peu près tous placés à la campagne et, comme les avantages de cette pratique sont indiscutables à tous points de vue, il n'y a qu'à s'incliner. L'« O fortunatos nimium sua si bona norint, Agricolas... » du Cygne de Mantoue a sans doute quelque exagération; il ne faut pas examiner bien profondément la vie des champs pour y découvrir des imperfections. Mais exagération n'est pas inexactitude et, dans ses *Géorgiques*, Virgile a eu raison de célébrer les charmes de la vie champêtre comme Tolstoï le retour à la terre dans son livre « le Travail », méditation du Moujik Boudareff.

Là, plus que partout ailleurs, on rencontre la vie de famille.

Quid des pensionnats ou autres établissements d'éducation de cet espèce.

Certains s'élèvent avec force contre eux; d'autres les croient indispensables. In medio stat Virtus, il y a de l'exagération de part et d'autre.

Pour les enfants d'âge scolaire, des placements partiels en orphelinats entretenus, dirigés exclusivement par le service de l'Assistance Publique, auraient des effets heureux sur nombre d'enfants à l'égard desquels l'éducation pourrait varier ses moyens et qui saurait créer une pédagogie plus complète pour chaque âme nouvelle.

Enfin, en dehors du bien-être matériel susceptible d'être réalisé. A ces établissements pourraient être annexés une école de métiers où les pupilles seraient initiés à l'exercice d'une profession tant à l'école même qu'à l'extérieur.

Ainsi l'orientation professionnelle des enfants, leur instruction, leur éducation seraient moins en défaut.

Pour conclure, le premier des intérêts de l'enfant est son droit de vivre. Il faut d'abord sauver cet enfant, puis ensuite l'élever convenablement. Si l'on ne veut pas qu'un jour il pèse dans « la rue », il faut l'entourer d'une sollicitude empreinte de sagesse et de sens pratique et s'attacher à ne pas lui faire maudire sa naissance.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES ENFANTS ASSISTÉS

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

SECTION I.

L'Antiquité romaine

L'antiquité romaine n'a pas connu l'assistance avec ses caractères modernes d'institution permanente et il semble que celle-ci ait été extrêmement dure pour les enfants. L'infanticide était admis par les lois et la pratique des abandons ou expositions étaient passées dans les mœurs. Les parents avaient le pouvoir de vie et de mort sur leurs enfants et ce pouvoir était exercé à l'exclusion de l'autorité publique (1). Quant aux enfants trouvés, ils devenaient la propriété de ceux qui voulaient les recueillir « in manu (2) ».

Une loi attribuée à Romulus oblige le père de famille à élever tous ses enfants mâles et l'aînée de ses filles. Elle lui défend de tuer aucun enfant avant l'âge de 3 ans (une exception motivée par des raisons d'ordre religieux est admise pour les enfants monstrueux ou difformes; mais le fait doit être constaté par 5 voisins. Les douze tables autorisent également le père à faire disparaître les enfants monstrueux).

Cette loi fut inspirée par une raison politique bien plus peut-être que par une raison d'humanité: l'Etat était intéressé à avoir le plus possible de citoyens pour imposer aux peuples voisins son autorité par la force des armes.

La sanction de la loi consiste dans la confiscation de la moitié des biens au profit du trésor, ce qui prouve qu'elle a été édictée dans un intérêt public. Le contrevenant encourait d'autres peines dont Denys ne fait pas connaître la nature mais qui étaient sans doute des peines sacrées destinées à apaiser les dieux protecteurs de la vie humaine.

La loi des douze tables défend au père de tuer ses enfants en bas âge (3).

(1) C'est à tort qu'on attribue généralement au père un « droit » de vie et de mort. Les textes emploient le mot *potestas*, et non le mot *jus*. La remarque a son importance pour déterminer l'origine du pouvoir du père: ce n'est pas une création de la loi. Vers la fin de la République, le caractère primitif de la *potestas* a été altéré. La loi n'ayant plus confiance en ceux qui étaient investis de la puissance paternelle, en a réglementé l'exercice. Au temps d'Hadrien, la puissance paternelle était considérée comme un privilège que l'empereur pouvait accorder ou refuser. Dès lors les juriconsultes classiques parlent d'un *jus potestatis*. On trouve néanmoins chez quelques uns d'entre eux des vestiges de la distinction primitive de *jus* et de *potestas* dans la locution *jus ac potestas*.

(Cf. *Les Institutions juridiques des Romains*, tome I, 1904, pages 45 et 47).

(2) La main, qui dans l'homme est l'organe de la force et symbolise aux yeux des Romains le droit du maître.

L'acception du mot *manus* se retrouve dans le mot *mancipation*, qui exprime l'acquisition du droit de maître sur les personnes et les choses composant la famille.

(3) Les *leges*, dont parle Tertullien, sont sans aucun doute les douze tables. Les Romains disent volontiers « les lois » pour désigner l'œuvre des décemvirs. C'est une autre question de savoir si l'on a, à toute époque, tenu la main à l'exécution de la loi. Tertullien affirme que, de son temps, au III^e siècle de notre ère, il n'y avait pas de loi qui fût plus impunément éludée. C'est là ce qui explique comment les conciles durent, à plusieurs reprises, intervenir pour condamner ce crime, déjà réprouvé par des lois que les magistrats étaient impuissants à faire observer.

On ignore la peine édictée par les décemvirs lorsque l'infanticide a pour auteur le père de famille; commis par un étranger, il devait être traité comme un meurtre (1).

Quant à l'exposition des enfants les douze tables n'ont pas du reproduire la prohibition des lois royales car l'usage d'exposer les enfants existait sous la République (2).

(Lactance donne aux parents un conseil qui rappelle la loi de Malthus (Divin. Inst. VI, 20).

Avec le christianisme qui proclame l'amour du prochain, la solidarité, ces odieuses coutumes sont condamnées, les canons des conciles, les décrétales des papes prescrivent aux évêques des secours publics. Désormais c'est principalement la bienfaisance et l'amour désintéressé du prochain qui présideront à l'établissement de la charité publique.

« Trajan (98 à 117) le premier, se préoccupe d'assurer aux enfants des secours efficaces. Pour y arriver, il imagine la combinaison suivante: l'Empereur prête à de simples particuliers, à des propriétaires ruraux une somme considérable, garantie par une hypothèque au moins décuple, et à charge par les emprunteurs d'employer l'intérêt, fixé à un taux fort minime, à l'entretien des enfants pauvres de la ville. Par ce moyen, le prince donnait à sa fondation la sûreté d'un contrat entre particuliers, la garantie de la justice civile et la perpétuité d'une rente immobilière. L'intérêt devait être remis par les propriétaires à des magistrats spéciaux, soumis à une organisation hiérarchique. Un questor alimentorum, choisi parmi les personnages ayant rempli les plus hautes fonctions, était, dans chaque cité, chargé de répartir les secours entre les enfants. Au dessus de ce questor alimentorum, probablement dans chaque région, se trouvaient les curatores, ou procuratores alimentorum, qui obéissaient à leur tour au proefectus alimentorum, placé immédiatement au-dessous de l'Empereur. Le secours est assez bien proportionné pour assurer à peu près la subsistance de chaque enfant, sans dispenser sa famille de travailler pour lui fournir les autres choses nécessaires à la vie. (Ern. Desjardins, De tabulis alimentaris, pars II, cap. 1, p. 5).

L'exemple de Trajan est suivi par ses successeurs. Maintenant les libéralités de son prédécesseur, Hadrien, après avoir augmenté le chiffre de la pension annuelle, régla en outre différents points qui ne l'avaient pas encore été. Il fixa à 18 ans pour les garçons et à 14 ans pour les filles, l'âge où devaient cesser les secours; c'était une faveur puisque la puberté, c'est-à-dire la fin de l'enfance, arrivait à 14 et 12 ans. (Digeste, De alimentis vel cibariis legatis, L. 14, parag. 1, livre XXXIV, tit. 1) (3) ».

Antonin le Pieux voulut également accroître les fondations alimentaires de Trajan: il existe des médailles des années 150, 160, 161 où les pueri et puellae Faustianiani rendent grâce à l'Empereur qui les nourrit. Marc-Aurèle alla encore plus loin. (C. Martha, Les moralistes sous l'empire romain: Marc-Aurèle, p. 262). Il inaugura son règne en augmentant le nombre des enfants pauvres secourus en Italie, et il introduisit dans l'administration des secours publics beaucoup d'améliorations.

Mais après l'époque bienfaisante des Antonins, la décadence romaine arrive. Commode

(1) Le droit du Bas Empire a fait disparaître les derniers vestiges du pouvoir de vie et de mort du père et de son droit de disposer de ses enfants.

(2) La loi royale citée par Denys comme restreignant ce droit n'est qu'une disposition religieuse sans sanction positive.

L'usage de l'exposition des enfants nouveau-nés est commun aux Romains, aux Grecs, aux Germains et aux Hindous. (Voir Schrader, pages 563 et 55).

Girard: *Manuel élémentaire de droit romain*, 4^e édition, 1906, page 135.

(3) *Pandectes Françaises de Rivière*: 1890, tome 9, Assistance publique, nos 15 à 18.

ose s'attribuer la rente des fondations pieuses faites par ses prédécesseurs, et Pertinax, empereur en 193, qui lui succède, trouve un arriéré de neuf ans que, pendant son règne de quelques mois, il n'a pas le temps de solder. (Capitolin, in Pertinace, IX).

Au III^e siècle on constate par les œuvres du juriste Julius Paulus, qui faisait partie du conseil d'Alexandre Sévère et de Caracalla, un appel en faveur de l'enfance misérable.

« On doit considérer comme meurtrier, non seulement celui qui tue l'enfant, mais aussi celui qui l'abandonne, celui qui lui refuse les aliments et celui qui l'expose dans un lieu public, le confiant ainsi à la pitié étrangère, pitié que lui-même n'a pas le cœur d'avoir ».

Dioclétien, en 284, interdit aux parents de vendre leurs enfants.

Constantin, dès l'an 315 déclare déchu de son droit de propriété le maître qui abandonne des esclaves nouveau-nés. (Chénou : *Histoire générale du droit français public et privé*, tome I, 1926, page 59) et recommande par une *mandata* aux officiers publics de l'Empire de recueillir et d'élever les enfants indigents. « Si un père ou une mère vous apporte son enfant qu'une extrême indigence empêche d'élever, les devoirs de votre charge sont de leur procurer et la nourriture et les vêtements sans nul retard, parce que les besoins d'un enfant qui vient de naître ne peuvent être ajournés. Le trésor de l'Empire et le mien indistinctement fourniront à ces dépenses ».

En 322, il étendit cette disposition à l'Afrique. Puis en 329, pour alléger la charge qu'elle imposait au fise, il autorisa la vente des nouveau-nés par leurs parents (1) avec faculté de les reprendre en remboursant le prix (2).

En 334, il permit à ceux qui recueillent un enfant exposé et l'élèvent à leurs frais d'acquérir sur lui, à leur choix, la puissance paternelle ou dominicale (3).

En présence des mesures prises pour ôter aux parents tout prétexte, la loi put se montrer rigoureuse à l'égard du père qui tuait son enfant: Constantin le soumit à la peine du parricide. (Cuq: *Les Institutions juridiques des Romains*, tome 2, 1904, p. 816).

En 374, un rescrit impérial de Valentinien I^{er} dispose que si, à l'insu du maître, l'enfant de la fille esclave a été exposé, le maître peut le réclamer mais, dans ce cas, il doit rembourser à celui qui l'a recueilli les dépenses qui ont été faites pour l'élever. Si au contraire l'enfant a été exposé par le maître lui-même, celui-ci n'a plus le droit de le revendiquer car dit le rescrit « en exposant l'enfant, le maître lui a fait courir le danger de la mort, la pitié a inspiré la personne qui a bien voulu le recueillir, et il est juste que le maître ne puisse réclamer comme sien l'enfant qu'il a délaissé périssant ». Il est dit pareillement que chacun nourrisse ses enfants. S'il se permet de les exposer, il devra porter la peine de son crime (4). Puis vint Justinien 527-565 qui contre ce crime édicte des peines sévères en même temps qu'il affranchit de la servitude les enfants délaissés, disant « celui qui a recueilli ceux-ci n'en peut pas être le possesseur, car il n'a dû agir que par un mouvement de charité et non d'intérêt ».

« Vers le IV^e siècle sont fondés des établissements destinés à recueillir des orphelins

(1) C'était en effet, pour beaucoup de familles, le seul moyen d'empêcher que parents et enfants ne mourussent de faim par suite de la misère affreuse de l'époque.

(2) Théodose II excepte le cas où l'enfant aurait, par son travail, dédommagé celui qui l'a élevé.

(3) Cette décision bien dure pour les enfants de naissance libre fut corrigée par Justinien: l'enfant sera toujours libre et ingénu. (Voir infra).

(4). Valentinien I^{er} fit une distinction entre le meurtre d'un nouveau-né et le meurtre d'un enfant adulte: l'infanticide devint un crime spécial qui fut puni, non plus comme un parricide mais comme un homicide; la circonstance aggravante résultant de la parenté fut écartée.

(orphanotrophia) et les enfants pauvres et délaissés (brephotrophia). Les orphanotrophes, c'est-à-dire les directeurs de ces asiles, étaient les curateurs de ces adolescents et les tuteurs de ces enfants, mais ils n'étaient pas tenus de rendre des comptes. (Code Justin, *De episcopis et clericis, et orphanotrophis et brephotrophis*, loi 32).

Le premier hôpital fondé pour les malades, à Rome, fut ouvert par la célèbre chrétienne Fabiola. (Sanct. Hyéron., Epist. 84 Ad. Oceanum). En Orient, saint Basile avait bâti près de Césarée, pour les malades et les voyageurs, un immense palais appelé la Basiliade; bientôt on y ajouta des ateliers pour les pauvres sans ouvrage. A Constantinople, saint Chrysostome fonda de nombreux hôpitaux et leur donna une règle commune et précise. Enfin, tous les indigents recevaient des aliments dans ces maisons communes pour les pauvres, appelées dans l'Occident « diaconie », dans l'Orient « ptochotrophia », où les diacres leur fournissaient tout ce qui leur était nécessaire. (Ducange, Glossaire, v° Diaconie). Enfin, on avait créé pour les Vieillards des asiles spéciaux, appelés les « gerontocomia (1) ».

Le Code de Justinien (534) donne des renseignements assez précis sur les nombreux asiles et hôpitaux qui existaient à la fin de l'Empire.

SECTION II.

En Gaule. — Au Moyen-Age et sous la Monarchie.

En Gaule, à l'époque des barbares, la loi des Germains défendait l'avortement; celle des Francs punissait d'une amende l'abandon des enfants (1). Théodoric II, roi des Wisigoths (426-466) publia une lex infligeant la peine de mort à tout auteur de tentatives pour faire avorter les femmes enceintes (2). En outre, quiconque était convaincu d'avoir exposé un enfant de condition libre, devenait esclave à sa place. En fait de législation, on ne trouve guère à cette époque que celle des Conciles, car dit M. Guizot du IV^e au XIII^e siècle « c'est l'Eglise qui a marché la première dans la carrière de la civilisation ». (Histoire de la civilisation en France, titre 1, leçon 12).

En 512, il est ordonné aux évêques, par le deuxième concile d'Orléans, de fournir aux infirmes et aux indigents de la nourriture et des vêtements, à ceux qui, debilitate faciente, non possunt suis manibus laborare. (Acta concil., Labbé II, col. 1008). Le 2^e concile de Tours, en 537, pose le principe de l'assistance régionale et du domicile de secours.

Il est certain que dès le règne de Charlemagne, existaient en France des maisons de recueil pour les enfants abandonnés. Un capitulaire de l'an 809 impose en effet aux cités l'obligation de nourrir leurs pauvres, défend aux mendiants d'errer dans le pays, etc. (Capitularia reg. Franc., Ed. Baluze, 1^{er} capit. de 809, c. 12; 5^e capit. de 809, lib. I., c. 115, etc...)

Confirmant les décisions des conciles, Charlemagne charge le clergé de pourvoir à l'entretien des pauvres; le patrimoine des pauvres, qui est confondu avec celui de l'église, est administré sous la surveillance des évêques; toujours par ordre de Charlemagne, les prêtres tiendront des tables où les pauvres seront admis, et des moyens de vivre leur seront fournis par les monastères, qui leur offriront également un lieu de

(1) *Pandectes Françaises*, 1890, 9. nos 24 et 25: Assistance publique).

(1) A l'époque franque, les ventes d'enfants, motivées par la misère, la famine, les dettes étaient fréquentes (Rozière, Form., 43 et suiv. Thévenin, Nos 12, 156, 157, etc.).

(2) Brissaud: Histoire du droit français 1898, tome 2 page 1100.

refuge. Dans un capitulaire de 877, Charles-le-Chauve ordonnait au pouvoir civil de veiller lui-même à l'accomplissement de ces prescriptions.

Quelques unes des conceptions qui aujourd'hui constituent le fondement de l'organisation des secours publics commencent à apparaître dans les capitulaires; par exemple, le principe de l'assistance locale ou communale.

«Après la mort de Charlemagne, la féodalité rend impossible toute disposition de législation générale en matière d'assistance publique, le territoire se trouvant divisé en une multitude de fiefs.

La plupart des établissements de charité étaient dus à des fondations faites par des particuliers. Un grand nombre de ces actes de donation en faveur des pauvres, de 759 à 1197, sont rapportés et cités par Muratori. (Muratori, Dissertation 37, ant. ital.).

Après s'être ralentie et même affaiblie au douzième siècle, l'assistance charitable augmente au treizième siècle dans des proportions considérables; on fonde dans toute la France un grand nombre de Maisons-Dieu. Saint-Louis agrandit l'Hôtel-Dieu de Paris et fonde lui-même beaucoup d'hôpitaux. (Muratori, Dissertation 17, pr. Ant. ital.) (1) ».

Il faut remonter à 1204 d'après Rebeillard et Chevillet, pour voir le pape Innocent III destiner principalement un hospice considérable bâti à Rome sur le modèle de celui des frères Guy de Montpellier, fondé en 1198 pour recevoir les enfants exposés et abandonnés par leurs parents.

Puis sous l'inspiration de l'évêque 88^e de Paris, Jean de Meulent en 1362, sous le règne du roi Jean II se crée, à Paris, le premier hospice pour enfants, dénommé Hôpital du Saint Esprit, mais ne recevant que les enfants orphelins, procréés en légitime mariage.

Enfin c'est en 1534, les « Enfants Rouges », fondés par François 1^{er}, et la maison de « La Couche » dont il a été fait allusion (Introduction).

Dans les campagnes, les enfants étaient recueillis, le plus généralement, par les seigneurs, les établissements ecclésiastiques, les communautés d'habitants.

Sous la monarchie absolue apparut Saint Vincent de Paul (1576-1660) admirable philanthrope auquel on doit avec le concours de Louise de Marillac, l'hospice des enfants trouvés de Paris, lequel fut subventionné, sur les biens du domaine royal et reconnu d'utilité publique, par un édit de Louis XIV en 1670. A cet égard, saint Vincent de Paul a mérité le titre de père des enfants trouvés, dont de son vivant on l'avait surnommé.

« En ce temps-là, dit Omer Talon, on voyait un déplorable effet de la détresse des familles et de la dépravation des mœurs; on exposait dans les places publiques et à val les rues de la capitale, les enfants abandonnés en naissant; on les vendait pour une pièce de vingt sous; les pauvres surtout les achetaient à vil prix comme des instruments de pitié pour exciter la commisération. On les portait beaucoup à Notre-Dame et il était permis à ceux qui les voulaient de les prendre, ce qui donnait lieu à de grands abus; des gueux les prenaient et les estropiaient, leur coupant un bras ou une jambe pour exciter davantage la compassion, quelquefois même on les dépeçait pour faire servir leurs entrailles aux opérations de la magie (2) ».

De la province, au cours du XVIII^e siècle, 2.000 enfants annuellement étaient dirigés sans précaution et nourris au vin le plus souvent, sur la maison des enfants trouvés de

(1) *Pandectes Françaises*, 1890, 9, n^{os} 34, 35, 36.

(2) Cité par MM. Béranger et Théodore Roussel.

Paris, par des voituriers publics, généralement accaparés par leurs intérêts et obligés d'être longtemps en route. Sur ces enfants, les 9/10^e périssaient de consommation, avant l'âge de 3 mois. C'est alors que Louis XVI dut prohiber leur entrée dans la capitale.

En 1780, il existait 10.634 enfants à la charge de l'hôpital des enfants trouvés, savoir: 8.255 en nourrice ou en sevrage, 1.656 placés en pension dans les campagnes et 723 dans les maisons de Notre-Dame et du Faubourg Saint-Antoine, indépendamment de tous ceux qui, en égard à leur âge plus avancé, étaient envoyés à la Pitié et à la Salpêtrière.

Dans les provinces, la désignation d'un hôpital pour recueillir les enfants trouvés, appartenait à l'Intendant. L'établissement était rétribué par une contribution imposée aux habitants. L'abandon se faisait, le plus souvent, par l'exposition dans un lieu public. Pour réduire le nombre des abandons, la recherche de la paternité était permise.

L'exposition qui, au dire de Lallemant dans son Histoire des enfants abandonnés ou délaissés (Paris 1885, p. 108) a été universellement pratiquée, jusqu'au XVIII^e siècle, était punie, en principe. Suivant que l'abandon avait eu lieu dans une église, sur une place publique, devant la porte d'une maison religieuse ou d'un hôtel, ou enfin dans un lieu isolé, le délinquant était passible du fouet, de l'amende honorable ou du bannissement.

SECTION III.

Les enfants trouvés pendant la période révolutionnaire.

La situation des enfants trouvés fut l'objet de vœux nombreux, lors de la rédaction des cahiers des Etats Généraux de 1789.

Les campagnes des philanthropes, des encyclopédistes, de Voltaire, plus tard de généreux conventionnels, attirèrent l'attention publique sur ces déshérités. La Constitution du 3 septembre 1791, dans son titre 1^{er}, décida que les enfants abandonnés seraient élevés aux frais de la Nation.

Quelle était la législation à l'époque de la Révolution ? Une délibération du bureau de l'Hôpital, du 4 mai 1788, va la rappeler. On poursuivait les mères qui exposaient leurs enfants; quand la mère était connue, on tentait de lui remettre l'enfant; si elle refusait, on la dénonçait au procureur du Roi. On voit que la législation primitive subsistait toujours, et l'on peut affirmer que, jusqu'au dernier jour de l'ancien régime, exposer les enfants et les abandonner était un crime dans toute la France. Du tour, il n'était pas question. Un arrêt du conseil souverain du 7 septembre 1784, ordonne que l'on poursuive les femmes et les filles qui cèlent leur grossesse et leurs enfants. (V. édit de Henri II de 1566. Déclaration, février 1703. E. Semichon, op. cit. p. 155).

A ce moment, les hôpitaux consacrés à Paris aux enfants assistés étaient au nombre de onze: 1^o l'Hôtel-Dieu; 2^o la Couche; 3^o les Enfants trouvés du faubourg Saint-Antoine; 4^o l'hôpital du Saint-Esprit; 5^o la Maison des Enfants-Rouges; 6^o la Salpêtrière; 7^o Bicêtre; 8^o la Pitié; 9^o Sainte-Pélagie (spécialement affectée aux filles de mauvaise vie); 10^o l'hospice de Vaugirard; enfin, 11^o la maison du Mont-de-Piété: bien qu'on n'y logeât ni pauvre, ni enfant, cette maison dépendait de l'administration hospitalière et servait aux bureaux et aux ventes; le bénéfice qu'en retirait l'administration montait chaque année à environ cent cinquante mille écus. (E. Semichon, op. cit., p. 156).

L'Assemblée constituante se préoccupa de la réorganisation de l'Assistance publique. M. de Gérando nous dit : « Séculariser complètement les secours publics, consacrer les droits de l'indigence dans sa plus grande étendue, ramener à l'unité la direction des secours publics en les envisageant comme une dette nationale, tels furent les trois principes fondamentaux sur lesquels les vues politiques de cette époque firent reposer l'ensemble du système. Appliqués dans de sages limites, ils eussent produit les résultats les plus désirables; portés à l'exagération, appliqués d'une manière absolue, ils n'ont pu résister aux épreuves de la pratique. La législation, découragée par ses propres essais, a gardé le silence du doute ou de l'indifférence, et a laissé la pratique agir suivant les traditions ou les circonstances(1) ». (De la bienfaisance publique, tome 4, page 1).

A cette époque le nombre des enfants trouvés s'élevait à 40.000 en France.

Un nom domine toute cette période, c'est celui du duc de Liancourt, député de Clermont (1747-1827) chargé par l'Assemblée Nationale de s'occuper de la question de l'enfance et qui posa les principes de haute justice et d'humanité restés à la base de notre législation sur le service des enfants assistés en inspirant notamment les décrets des 9 janvier, 15 février et loi du 28 juin 1793 sur l'entretien des enfants trouvés, la dépense des hôpitaux pour ceux-ci, l'organisation des secours. Malheureusement le manque d'argent devait empêcher la Convention de réaliser ces généreuses intentions.

Il est intéressant de relater une préoccupation des Conventionnels de sauvegarder l'amour propre des enfants abandonnés jusque dans leur dénomination en prescrivant que désormais ils seraient désignés sous le titre d'orphelins, toutes autres qualifications étant formellement prohibées, art. 2.

Modalité des placements sous la Révolution.

Le secret des abandons est alors comme aujourd'hui prévu; les enfants sont placés chez les personnes qui offrent des garanties pour cela; les nourrices doivent être munies d'un certificat médical; les enfants doivent fréquenter l'école primaire et enfin, dès qu'une nourrice ne veut plus ou ne peut plus garder l'enfant, celui-ci est reconduit à son domicile légal qui est l'hospice dépositaire (2).

Après la loi du 28 juin 1793 la Convention, par un décret du 19 août 1793, s'occupa

(1) *Pandectes Françaises*, 1890, 9, n°s 614, 615, 58.

(2) Jusqu'au dix-huitième siècle, l'enfant sortant de nourrice était ramené à l'hospice. A Paris, notamment, les enfants ramenés étaient réunis en grand nombre aux hospices de St-Antoine, de la Pitié, etc.... On se préoccupait avant tout de leur faire remplir leurs devoirs religieux; on les employait à des convois funèbres (ce qui était une source de revenus pour l'hospice); on leur faisait aussi la classe, mais on ne les préparait pas à l'exercice d'un métier; aussi l'administration faisait-elle de vains efforts pour placer ses pupilles au dehors dans des ateliers. — (Compte rendu du congrès international d'assistance de 1889, p. 143).

Il en était de même en province. (Lallemand, Histoire des enfants abandonnés, p. 242). Ce fut seulement en 1751 que l'hôpital de Nantes décida qu'en présence des avantages du mode de placement à la campagne, tous les enfants y seraient maintenus. A Arras, où les pauvres abandonnés étaient à la charge de la ville, on payait la pension jusqu'à quinze ans; passé cet âge, ils restaient chez leurs parents nourriciers sans aucune rétribution de la part de la municipalité. Le métier auquel on soumettait le plus fréquemment les enfants maintenus ou ramenés dans les villes était la bonneterie qui offrait des débouchés faciles, tout en demandant peu d'apprentissage. On rencontrait cependant des administrateurs intelligents qui comprenaient que ce système ne pouvait qu'assurer très imparfaitement l'avenir des pupilles. Ainsi, à Beaune, on exerçait les orphelins à la cordonnerie et à la tonnellerie, le bureau de la charité ayant considéré, en 1741, que la draperie était si fort tombée dans cette ville que l'Hospice ne l'y pouvait relever; que, d'ailleurs il était regrettable d'enfermer dans un ouvroir, jusqu'à l'âge de 20 ans, des jeunes gens uniquement occupés à corder ou filer des laines, ce qui faisait des paresseux » (Compte rendu du congrès international d'assistance de 1889, p. (114).

de fixer le taux des indemnités à accorder aux individus chargés des enfants abandonnés, sur la base des journées de travail dans chaque département. Désormais, la Nation devant assumer la charge des enfants « naturels de la Patrie », la Convention par un décret du 15 octobre 1793 détermina leur domicile de secours, afin de pouvoir répartir les crédits les concernant, d'après la population de chaque municipalité.

Le Directoire ne s'occupa pas moins de l'enfance indigente, en s'attachant, par un arrêté du 23 juin 1796, à régulariser les paiements aux nourrices et à augmenter leurs salaires, réduits par les variations successives du signe monétaire à un taux disproportionné au prix des denrées.

Cet arrêté fut suivi par celui du 20-3-1797, dont de nombreux articles reproduits dans la loi du 27 juin 1904, sont toujours en vigueur concernant la manière d'élever et d'instruire les enfants abandonnés et décidant que l'hôpital n'est qu'un lieu de passage.

SECTION IV.

Les Enfants sous le Premier Empire.

La loi du 4 février 1805 est restée, jusqu'à 1904, la loi fondamentale sur les enfants assistés; se plaçant dans le domaine du droit civil, elle détermine leur statut, précise dans l'article 1^{er} l'organisation de leur tutelle en confiant l'exercice de celle-ci à un membre de la commission administrative des hospices, les autres membres formant le conseil de tutelle; dans les articles 7 et 8 la gestion des biens par le receveur des hospices; la dévolution aux hospices des revenus et capitaux des enfants, jusqu'à leur majorité, émancipation et attribution en propriété de leurs biens en cas de décès à défaut d'héritier. L'art. 9 dispose que les héritiers qui se présenteront pour recueillir la succession d'un enfant décédé avant sa majorité ou émancipation, seront tenus d'indemniser l'hospice des dépenses faites pour le de cujus pendant le temps qu'il sera resté à la charge de l'administration, sauf à faire entrer en compensation jusqu'à due concurrence, les revenus perçus par l'établissement dépositaire.

Toute cette législation laissait encore de côté la question délicate de la détermination précise des enfants à secourir et la fixation de règles générales pour supprimer les abus se manifestant par une admission trop facile des enfants dans les hospices (80.000 enfants abandonnés existaient à cette époque). Chevillet relate que des mères obtenaient l'inscription de leurs enfants au nombre des abandonnés et venaient les chercher ensuite pour les élever avec la rétribution que l'on accordait aux nourrices; des ouvriers s'éloignant de leur région ne trouvaient rien de mieux que de conduire leurs enfants dans les hospices; on délivrait des certificats de vie pour des enfants morts afin de continuer un salaire qui n'était plus dû; parfois on arrivait à substituer des enfants légitimes à des enfants trouvés dont on dissimulait le décès.

C'est alors que sur le rapport de ses Ministres, Napoléon s'émut de ces abus, ordonna des enquêtes et fit paraître le décret du 19 janvier 1811. Ce décret divise en trois catégories, les enfants qui peuvent être confiés à la Charité publique et sont : les enfants trouvés, les enfants abandonnés, les orphelins pauvres.

Il fixe les modalités de leur admission, entretien et éducation, en prescrivant que les enfants seront jusqu'à 6 ans, placés en nourrice ou sevrage et ensuite mis en pension chez des cultivateurs ou des artisans, jusqu'à 12 ans, époque à laquelle les garçons seront mis à la disposition du ministre de la Marine et subsidiairement mis en

apprentissage chez des laboureurs ou artisans et les filles chez des ménagères, des couturières ou autres ouvrières ou dans les fabriques (1).

Ceux des enfants qui ne pourraient être mis en apprentissage, les estropiés, les infirmes, qu'on ne trouverait point à placer, resteraient à la charge des hospices où des ateliers seraient établis pour les occuper. Les uns et les autres restant sous le contrôle de l'Assistance Publique, jusqu'à 25 ans.

Le décret fixait, en outre, les règles relatives à la reconnaissance et à la réclamation des enfants trouvés, par les parents, lorsque ceux-ci en avaient les moyens, subordonnant la remise des enfants au remboursement des dépenses faites par l'Administration publique.

Par un décret du 30 août 1811, Napoléon créa un régiment à 8 bataillons de pupilles de la garde, composé de 6.000 enfants de plus de 15 ans, recrutés dans les hospices de l'Empire et pour lesquels il eut une particulière sollicitude. Une circulaire du 30 juin 1812, confirmée le 8 février 1823, régla sagement les noms et prénoms à donner aux enfants trouvés, rappelant qu'il convient de rejeter toute dénomination indécente ou ridicule ou propre à suggérer, en toute occasion, que celui à qui on l'a donné est un enfant trouvé.

SECTION V.

Les Enfants assistés du Premier Empire à la République de 1848.

Il faut aller jusqu'à la circulaire du 8 février 1823 pour retrouver dans notre législation, des mesures au profit des enfants assistés. Cette circulaire laisse le soin aux Préfets, de désigner un ou plusieurs hospices dépositaires dans leur département, sans cependant qu'il y en ait plus d'un par arrondissement. Elle maintient l'établissement des tours. Elle réglemente les noms et prénoms à donner aux enfants trouvés (Confirmation de la circulaire du 30 juin 1812). Elle approuve les colliers, comme signes de reconnaissance, pour empêcher toute substitution. Elle porte qu'aucun enfant abandonné ne peut être admis s'il a atteint sa douzième année, elle prescrit de vacciner les enfants dès leur admission à l'hospice, ou chez leur nourrice, à moins que l'état de santé des enfants ne s'y oppose.

Elle exige sagement des nourrices un certificat de bonnes vie et mœurs. Elle ordonne la fréquentation scolaire, l'instruction morale et religieuse des enfants. Quant aux pupilles vicieux et indisciplinés, la circulaire ordonne qu'ils devront être conduits dans les hospices, où l'on prendra les mesures utiles à leur égard.

Elle insiste enfin sur la surveillance des enfants par des commissaires spéciaux, tenus de faire des visites imprévues.

Durant cette période, une notable augmentation des abandons est constatée. Le nombre des enfants est passé: de 98.000 successivement en 1826, à 122.000; en 1836, à 130.000.

Aussi une circulaire du 21 juillet 1827 constatant que la réglementation des admissions n'est pas suffisamment observée, que des substitutions d'enfants sont pratiquées, que les Administrations des Hospices favorisent les fraudes ou les commettent, préconise le déplacement des enfants pour détruire les nombreux abus introduits dans ce service et, par suite, ordonne l'échange d'enfants d'un département dans un autre.

(1) Le décret de 1811 a consacré législativement le système qui était suivi dans quelques provinces.

Cette mesure rendue publique, devait en dépitant les parents sur la trace de leurs enfants, les faire réfléchir avant de consommer des abandons, qui souvent ne restaient plus tels, à cause de la facilité de communiquer avec des nourriciers connus.

L'application de cette décision suscita de violentes campagnes de presse, d'ardentes polémiques, dans lesquelles se distingua alors notamment le poète Lamartine, dont un discours sur les enfants trouvés du 30 avril 1838, est resté une page d'histoire, et plus tard, M. Monod, Directeur de l'Assistance au Ministère de l'Intérieur.

Le 24 août 1838 fut créé l'Inspection générale des Etablissements de bienfaisance, avec pour attribution d'après l'arrêté du 14 juin 1839 :

de vérifier les comptabilités, espèces et matières des hôpitaux et autres établissements publics ;

d'examiner toutes les parties du service des enfants ;

de réclamer l'exécution des Lois, règlements et instructions ministérielles ;

de contrôler les titres d'admission des enfants trouvés et abandonnés et de signaler aux Préfets, pour radiation, les enfants indûment admis à la charge des départements ;

de s'assurer des conditions d'existence matérielle et morale des enfants.

Le 12 mars 1839 une circulaire ministérielle prescrivit la nomination par les Préfets, d'un Inspecteur départemental chargé du service des enfants assistés. Sa mission était surtout d'examiner, de recueillir les faits, et de les signaler aux Préfets, mais sans pouvoir propre de décision.

Le 31 janvier 1840, nouvelle circulaire qui relate en substance :

« Le sort de ces malheureux les rend bien dignes de l'intérêt et des soins des administrations préposées à la direction des hospices. Mais ce n'est pas tout que de les secourir matériellement, il faut surtout chercher à les mettre à même de se créer des ressources pour l'avenir et de devenir des membres utiles de la société. Ils peuvent et doivent recevoir dans l'hospice, l'instruction élémentaire s'ils ne peuvent pas d'ailleurs, être conduits à l'école communale. Il convient de les faire travailler, quand ce ne serait que pour les y habituer et lors même que l'établissement ne retirerait aucun profit de leur travail ».

« Le placement des enfants trouvés et abandonnés chez des cultivateurs ou chez des artisans, est encore un objet fort important pour eux comme pour les hospices. Placés chez des cultivateurs, ils y resteront sans doute à leur majorité s'ils y ont été conservés jusqu'alors ; et leur sort sera assuré de la manière la plus honorable par le travail. Mis en apprentissage chez des ouvriers, ils y acquerront l'indépendance puisque avec un métier ils pourront se suffire partout ».

Le 12 janvier 1842 pour remédier aux substitutions d'enfants faites par des nourrices, qui percevaient pour leurs propres enfants, les rétributions payées par l'administration aux petits abandonnés, décédés à l'insu de l'administration, le ministre de l'Intérieur Duchâtel prescrivit l'usage de colliers et ensuite de boucles d'oreilles en argent se scellant de manière à ne pouvoir se détacher sans être coupés.

Cette mesure, utile alors, tombée depuis en désuétude, avait l'inconvénient de différencier les pupilles des autres enfants. Or, éviter cela est devenu le grand et généreux principe de l'Assistance Publique de notre pays.

Le gouvernement de Louis-Philippe s'est largement intéressé aux questions de l'enfance et améliorations à apporter au service.

C'est ainsi qu'une décision ministérielle du 17 mars 1843, ordonne l'admission gratuite des enfants trouvés dans les écoles communales, en application de la loi du

22 juin 1833 jusqu'alors discutée et peu observée et qu'une commission fut instituée pour examiner les questions relatives aux enfants trouvés, dont le nombre et par suite les dépenses en résultant s'accroissaient sans cesse.

L'œuvre de cette commission interrompue par la Révolution de 1848, fut reprise par le Ministre Dufaure qui, dans une circulaire du 8 novembre 1848 aux Préfets, mis en lumière la situation des enfants et du service à cette époque, suggérant les remèdes et améliorations susceptibles d'être tentés « réduire le nombre des expositions annuelles et des abandons, tout en prenant les mesures nécessaires, pour qu'il ne s'ensuive aucun accroissement des infanticides; améliorer la condition physique et morale des enfants trouvés, tout en s'opposant à l'élévation de la dépense de leur entretien: tel est le double but que nous devons avoir constamment en vue et vers lequel doivent être dirigés tous les efforts des administrations locales.

« De nombreux essais ont été faits dans ces derniers temps pour obtenir ces résultats, il en est auxquels des inconvénients imprévus ont dû faire renoncer; il en est d'autres, au contraire, qui sembleraient avoir reçu la sanction d'une satisfaisante expérience et que, peut-être, il serait utile d'ériger en mesures législatives.

« Le moment est venu de discuter mûrement ce qui a été fait et ce qui est à faire, d'étudier toutes les questions relatives aux enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres et de reconnaître s'il n'y aurait pas lieu d'apporter certaines modifications à la législation existante.

Les conseils généraux devront donc, dans leur prochaine session délibérer :

1° Sur le maintien ou la suppression des tours prévus par le décret du 19 janvier 1844.

2° Sur l'attribution de secours temporaires aux filles mères et aux mères en vue de prévenir les abandons.

3° La division de la dépense des enfants trouvés.

4° La tutelle de ces derniers (question très importante qui se lie à l'exécution juridique des contrats et détermine aussi le lieu où les enfants doivent être inscrits en vue du recrutement de l'armée).

5° La condition des enfants trouvés après l'âge de 12 ans.

6° La création de colonies agricoles.

7° L'inspection des enfants et son maintien.

Aucun pays de l'Europe, est-il ajouté, ne peut soutenir la comparaison avec la France pour le nombre et le régime des établissements de bienfaisance; en nulle autre contrée, le principe de la charité n'a obtenu des applications plus diverses et plus fécondes ».

SECTION VI.

Les Enfants assistés de la 2^e à la 3^e République.

Chaque régime politique a apporté sa pierre à la construction de l'édifice social et marqué sa sollicitude à l'égard de l'enfance malheureuse. Parmi les préoccupations des gouvernants et philanthropes de l'époque, retenons celle de sauvegarder la vie de l'enfant, même avant la naissance.

« Conserver son état-civil, en retrouver la trace, renouer par l'exhortation et même par le secours la chaîne interrompue de la famille; en créer une image aussi fidèle que possible au défaut de la réalité qui peut échapper aux efforts les plus assidus: faire à l'enfant une tutelle de conseil et d'action, lui trouver une place utile pour lui

et pour les autres, dans une quasi adoption qu'il rémunère grâce à la charité, avant même de la conquérir par son travail, en un mot, constituer à l'enfant abandonné un droit civil, qui comble pour lui la lacune laissée par la famille absente et qui le rattache, par tous les points de son existence, aux lois qui régissent la grande famille et doivent le saisir lui-même pour l'obliger en le protégeant, voilà ce qui a été cherché ».

Thiers, en 1850, dans un rapport à l'Assemblée législative a écrit : « Si l'on arrête ses yeux sur l'enfance et qu'on examine ses nombreux besoins, il sera facile de découvrir ce que la bienfaisance privée ou publique peut faire pour elle. La mère qui porte l'enfant dans son sein n'a souvent pas de quoi se nourrir, se vêtir, pendant que livrée aux douleurs de l'enfantement, elle est dans l'impossibilité de travailler pour gagner sa vie. Quelquefois pour cacher la faute qui l'a rendue mère, elle abandonne à la charité publique l'enfant qu'elle a mis au jour et il faut que cette charité le recueille pour qu'il ne périsse pas.

« Si elle a voulu rester mère de cet enfant dû à des relations légitimes, elle ne peut ni l'allaiter, ni le soigner, ni le surveiller; toujours condamnée à travailler de ses mains pour sustenter sa vie. L'enfant ainsi délaissé, exposé à tous les périls, aux sociétés les plus dangereuses, ne reçoit ni les soins physiques, ni les soins moraux qui lui seraient nécessaires. D'autres fois, des parents avides, trop pressés de tirer de ses faibles bras quelque bénéfice, l'astreignent à des travaux qui abrutissent son intelligence et empêchent le développement de son jeune corps. Bientôt arrivé à l'âge d'apprenti, il ne sait pas défendre ses intérêts quand il traite avec le maître qui le prend à son service et doit lui donner l'instruction pour prix de son travail. Si, enfin, entraîné par l'inexpérience de son âge, sans être né pour le mal, il y tombe passagèrement, les prisons de l'Etat loin d'être pour lui un lieu de régénération morale, deviennent un lieu de corruption. Finalement cet enfant privé quelquefois d'un sens, pourrait vivre encore tolérablement, se suffire à lui-même si on lui apprenait à suppléer aux organes qui lui manquent, en développant davantage ceux qui lui restent.

« Ainsi, recueillir l'enfant abandonné dont la mère se dérobe et lui tenir lieu de famille; aider celle qui ne cache pas sa qualité de mère, l'aider pendant qu'elle est en couches, l'aider encore après que son enfant est né, l'allaiter pour elle quand elle ne le peut pas, le surveiller pendant le temps qu'elle est obligée de s'adonner au travail, empêcher qu'on abuse des forces naissantes de cet enfant, l'instruire, le conseiller lorsque trop jeune pour se défendre, il traite avec le maître qui consent à employer sa jeunesse; veiller sur ses premiers égarements; enfin corriger non seulement ses imperfections morales, mais aussi ses imperfections civiles: tels sont les soins que doit à l'enfance et à l'adolescence, une société charitable et prévoyante.

« C'est ainsi entendu que l'humanité sera féconde. Mais si nous cherchons dans ce qui existe des raisons d'être justes envers la société et des enseignements sur la vraie manière d'opérer le bien, prétendons-nous affirmer que si tout a été imaginé, entrevu, commencé, tout ait été achevé? Assurément non! On voudra nous le faire dire, mais nous ne le disons pas. « Tout a été inventé et commencé, rien n'a été fini et nous le prédisons à tous les siècles, aucun n'aura l'honneur de finir. La veille même du jour où notre univers cessera d'être, il restera encore du bien à faire que le zèle le plus ardent n'aura pu accomplir ».

Sous le second empire, il faut aller jusqu'à la loi du 5 mai 1869 pour retrouver dans notre législation des mesures au profit des enfants assistés.

Au point de vue économique, il est indispensable de relater un essai de colonisation de l'Algérie, par des pupilles, tenté en 1852 et qui échoua pour des raisons d'ordre matériel et sentimental.

De même un don de 200.000 francs, fait par Napoléon III à son avènement : don destiné à faciliter le retrait par leurs familles des enfants trouvés et abandonnés dans les hospices de France et qui témoigne des dispositions de l'Empire à l'égard des enfants assistés.

C'est ensuite l'enquête générale de 1860, qui révéla l'existence à cette époque de 148.754 pupilles, dont 10.333 dans les établissements dépositaires. Dans certains hospices, les enfants assistés formaient le 1/3 du contingent et se mêlaient avec les infirmes et les adultes. De là une promiscuité fâcheuse et des dépenses inutiles, des charges toujours croissantes et injustifiées.

Aussi une circulaire du 1^{er} avril 1861 prescrivit d'éloigner des hospices les enfants auxquels il faut de bonne heure les fortes habitudes de la vie de famille, de travail et surtout de travail agricole. Chacun reconnaît que la vie agricole favorise, plus que toute autre, le développement de ces sentiments, de ces liens, de ces habitudes qui conviennent surtout à l'enfant assisté. Dans les hospices, l'enfant, trop habitué à compter sur les autres, s'y prépare mal aux labeurs, aux privations, à la responsabilité qui l'attendent; et plus tard lorsqu'il doit recourir à sa propre initiative, cette initiative lui fait défaut ».

L'enquête de 1860 et les travaux de la commission constituée après elle, purent faire réaliser deux progrès importants, la suppression des tours et l'institution des secours temporaires, destinés non seulement à prévenir les abandons, mais encore à réintégrer l'enfant dans sa famille, en lui conservant son état civil.

Loi du 5 mai 1869. — Cette loi exclusivement financière a eu pour conséquence d'enlever aux hospices la charge effective des enfants, pour l'attribuer aux départements. D'incorporer dans les dépenses départementales, celles résultant des secours temporaires, qui recevaient ainsi une consécration légale. De réagir sur le fond même du service en en concentrant mieux les détails. D'imputer à l'Etat les frais d'inspection et de surveillance. Sur cette dernière disposition, on lit dans un décret du 31 juillet 1879 signé d'Eugénie de Montijo, toutes améliorations apportées à l'organisation de cet important service de l'Inspection, tourneront au profit immédiat des pupilles de l'Assistance Publique et ce n'est pas une dépense improductive et stérile que celle qui doit avoir pour résultat de protéger plus efficacement la vie des pauvres enfants abandonnés et de leur assurer avec une surveillance plus vigilante, les meilleures garanties d'éducation et de bien être. Même au point de vue économique, une organisation solide de l'Inspection est le plus sûr moyen d'arriver à l'allégement des sacrifices des départements, des communes et de l'Etat. Elle seule peut, en effet par un contrôle sérieux des admissions, prévenir les abus et veiller avec une intelligente fermeté, à la bonne administration du budget de la bienfaisance publique.

CHAPITRE II.

Le Tour et son Histoire

Le système du tour était un moyen employé autrefois pour abandonner, sans être vu, les enfants dans les hospices.

A cet effet, une espèce d'armoire ronde et tournante posée dans l'épaisseur d'un mur et placée à l'entrée des hospices d'enfants trouvés, était destinée à recevoir ces enfants.

C'est un décret du 19 janvier 1811, qui consacra le système des tours : décret aux termes duquel, tout hospice désigné par l'autorité compétente pour recevoir les enfants trouvés, devait posséder un tour. A partir de 1830, une réaction se produisit sur l'opportunité du système et l'administration cédant à un courant d'opinion, autorisa la suppression des tours, par une circulaire du 27 juillet 1838. En 1860 cette suppression était consommée. Par la suite cependant, certains conseils généraux ayant rétabli le système des tours, ce système ne fut en réalité aboli que par la loi du 27 juin 1904. Notons cependant que dans la législation actuelle, telle qu'elle résulte de la loi du 10 août 1871, il est loisible aux conseils généraux des départements de statuer définitivement sur les questions relatives au tour.

En 1826 il existait en France 217 tours. De 1825 à 1853 on en a supprimé 165. En 1856 il y en avait encore 54. Aujourd'hui il n'y a plus aucun tour.

L'institution du tour est liée étroitement à l'histoire des enfants assistés.

C'est en 1471, au pape Sixte 4 qui avait entrepris la réfection de l'hôpital du Saint-Esprit à Rome, que l'on fait remonter la création et par suite l'appellation du « tour ».

Un auteur Hélyot, dans une histoire de ce temps, écrit à ce sujet :

« Au dehors de cet hôpital, il y a un tour, avec un petit matelas dedans pour recevoir les enfants exposés. On peut hardiment les mettre en plein jour, car il est défendu sous de très graves peines et même de punition corporelle, de s'informer qui sont ceux qui les apportent, ni de les suivre ».

Le système des tours eut d'ardents défenseurs, comme aussi d'acharnés détracteurs, qui en définitive le firent supprimer.

Il est incontestable que si le système du tour ne diminua pas les infanticides, il sembla diminuer les expositions et par voie de conséquence, la mortalité effrayante des pauvres enfants qui succombaient aux intempéries et aux longs abandons dans les lieux solitaires. D'un autre côté le système du tour offrait l'avantage de la simplicité et celui de l'abandon des enfants sans être vu, en sorte que mieux valent les tours, que l'admission réglementée seule, mais par contre mieux vaut l'admission moderne, à Bureau ouvert, que les tours.

Ce sujet a fait dire à M. Nicolas, membre de la commission d'assistance de 1850 : « La question de conservation ou de suppression des tours est décourageante, lorsque l'on veut en sonder toutes les difficultés.

Dans la réalité qu'est-ce que le tour ?

C'est un exutoire en quelque sorte, et un égout, mais un exutoire et un égout nécessaires pour sauver l'enfant de la mort ou de la perversité, la mère... du crime, la société... du scandale. Si vous le supprimez, ne croyez pas pour cela que vous supprimerez le mal, vous le ferez refluer dans l'intérieur du corps.

Il faut se garder de l'empirisme !

Là où le tour n'existe pas, croyez vous que le mal soit moins grand, les abus moins graves ? non, sans doute ! seulement le mal est plus confondu dans la masse et l'infecte plus librement.

Le tour n'enfante pas le mal ; il n'est pas la cause du mal ; il ne fait que le dégager. Le tour et sa perspective ne déterminent pas les dérèglements, dont l'enfant trouvé est le fruit et la victime. Sa suppression ne détruirait pas le nombre de ces conceptions désordonnées.

Le tour ne fait pas la honte : ce sont les mœurs, la honte après tout n'est qu'un hommage rendu aux mœurs publiques ; elle est d'autant plus farouche et impitoyable que les mœurs sont plus pures ; tellement qu'il est avéré par toutes les statistiques que les pays, que les provinces où il y a le moins d'enfants illégitimes sont ceux où il y a relativement le plus d'infanticides et d'expositions. Cela se conçoit et doit être pris en grande considération ».

En regard et pour la suppression du tour, relatons ce que dit M. Victor Lefranc. « Le tour ferme les yeux à la lumière ; il ferme la bouche aux témoins, il désarme l'enfant qui cherche sa mère ; il désarme la mère qui cherche son enfant ; il désarme l'Etat qui doit sa protection aux deux.

Le tour confond les enfants légitimes avec les enfants naturels. Il est en réalité l'abandon facile, prémédité, il est l'abandon aveugle, l'abandon inépuisable, permanent. Ajoutons, il est préventif du secours temporaire ».

Dans un traité sur la bienfaisance publique, le baron de Gérando écrivait lui aussi :

« Qu'est-ce qu'un tour ? c'est un avis donné au public, une affiche apposée dans la rue et portant : Quiconque veut se débarrasser du soin d'élever son enfant pour en donner la charge à la société, est invité à le déposer ici et sera dispensé de toute justification ».

SECTION I.

Résultats positifs du système du tour.

A l'origine, l'application du système fut un progrès, auquel on doit une notable diminution des expositions, mais à côté de cet avantage, combien d'infanticides le tour n'a-t-il pas couvert ; que de crimes auxquels il a assuré l'impunité. Des mères qui avaient tué leurs enfants, répondaient à la justice qui informait, avoir mis l'enfant au tour. Qui pouvait prouver le contraire quand dans la même journée, plusieurs enfants y avaient été apportés. Sans insister sur ce qu'il ne rejetait rien, confondant en une même absorption les vivants, les mourants et les morts, il a mérité le nom dont il a été flétri, de « boîte aux infanticides ».

A l'époque, des sages-femmes ou autres femmes faisaient le métier de porter les enfants au tour et le tour « aveugle et muet » suivant l'expression de Lamartine, recevait ce qu'on lui donnait, même les cadavres (Thèse Lenoir, Paris, 1907, page 34).

Il n'est pas inutile de rappeler non plus qu'à la faveur de ce système les suppressions d'état étaient considérables, sans compter les substitutions d'enfants.

CHAPITRE III.

Les Enfants assistés sous la 3^e République

La loi du 10 août 1871 sur les Conseils généraux, leur donne le pouvoir de prendre des délibérations définitives sur le service des enfants assistés, ainsi que sur la p^{ar}ti de la dépense à mettre à la charge des communes et la répartition à faire entre elles.

Un décret du 23 septembre 1885, rappela la nécessité du contrôle sur place, des soins maternels donnés aux enfants. Deux autres décrets du 8 mars 1887 et du 23 avril 1900 fixèrent les cadres du personnel de l'Inspection des enfants assistés.

Loi du 24 juillet 1889. — Le législateur de 1889 s'est proposé, par cette loi, de mettre un terme aux abus des parents indignes.

Dans le titre 1^{er}, elle permet de prononcer contre eux la déchéance de la puissance paternelle et de soustraire l'enfant à leur influence néfaste.

Dans le titre 2^e, elle assure la protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention des parents.

1^o DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE :

Elle est prononcée par les tribunaux de première instance, tantôt obligatoirement à la suite de condamnations graves, telles qu'excitations des mineurs à la débauche, crimes commis sur ses enfants, tantôt facultativement: parents condamnés à une peine criminelle ou condamnés deux fois pour vagabondage, abandon d'enfants ou ivresse publique.

Même en dehors de tout crime les parents peuvent être déchus, quand leur inconduite notoire et les mauvais traitements infligés à leurs enfants, compromettent la santé de ces derniers, leur sécurité ou leur moralité.

2^o DÉLÉGATION JUDICIAIRE DE LA PUISSANCE PATERNELLE :

C'est le dessaisissement volontaire, homologué par le tribunal en chambre du Conseil, à des particuliers ou administrations publiques de droits de puissance paternelle abandonnés par les parents. L'exercice de ces droits peut être confié à l'établissement ou aux particuliers gardiens de l'enfant, mais la tutelle en dehors des parents et ascendants ne peut être déléguée qu'à l'Assistance Publique (art 17).

Il faut remarquer à ce sujet, que les parents déchus ou dessaisis de leurs droits de puissance paternelle peuvent, après l'expiration d'un délai de 3 ans, être réintégrés dans l'exercice de ces mêmes droits, en présentant une requête à cet effet au tribunal du domicile légal de la tutelle, c'est-à-dire du Préfet. L'avis du Conseil de famille est obligatoire (art. 16).

Toute demande rejetée ne peut plus être réintroduite, si ce n'est par la mère, après la dissolution du mariage.

La loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants moralement abandonnés, a été complétée:

1^o Par le décret du 12 avril 1907 relatif à la surveillance des enfants confiés à des particuliers ou à des associations de bienfaisance. (*Journal Officiel* du 1^{er} mai 1907).

2° Par la loi du 5 août 1916 portant adjonction de 3 paragraphes à l'article 20.

3° Par celle du 15 novembre 1921 qui a réalisé les innovations suivantes :

A) Aux causes de déchéance de la puissance paternelle (condamnations aux travaux forcés; excitation de mineurs à la débauche, mauvais traitements, ivrognerie habituelle ou inconduite notoire), elle ajoute le « défaut de soins et le manque de direction nécessaire ».

B) Elle admet la divisibilité des droits de puissance paternelle. D'après la loi de 1889, la déchéance portait sur l'ensemble de ces droits; d'après la nouvelle loi, au contraire, la déchéance peut porter sur tout ou partie des droits. Par exemple, le père peut être privé du droit de garde mais conserver le droit d'émancipation, de consentement au mariage, etc..

Que le retrait soit partiel ou total, les conséquences de la déchéance sont les mêmes: incapacité d'être tuteur, curateur ou membre d'un conseil de famille.

C) Dans le cas de retrait partiel des droits des père et mère, il n'y a pas lieu à organisation de la tutelle; les droits dont le retrait a été prononcé sont, à défaut de maintien, des droits de la mère, délégués par le tribunal à des parents, à des associations de bienfaisance reconnues d'utilité publique ou à l'Assistance Publique.

Une loi du 23 juillet 1925 (*J. O.* du 29 juillet) a mis en concordance avec celle du 19 juin 1923 sur l'adoption certaines dispositions des lois du 24 juillet 1889, modifiée par celle du 15 novembre 1921 et celle du 27 juin 1904, modifiée par la loi du 18 décembre 1906 sur le service des enfants assistés, dont les références aux anciens articles du Code Civil n'avaient plus de sens et portaient à faux ainsi que cela est apparu à la suite des commentaires soulevés par un arrêt de la chambre civile de la Cour de Cassation, rendu le 27 février 1924 (la loi du 27 juin 1924) et cassant un arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux, rendu le 21 juillet 1922 (la loi du 23 avril 1923). Dans cette affaire M. Julien Bonneau, professeur à la faculté de Droit de Bordeaux, avait donné une consultation, résumée par le *Journal des arrêts* de la Cour de Bordeaux (1). Une autre loi du 17 juillet 1927 a modifié l'alinéa 1 de l'art. 1 de celle du 24 juillet 1889.

La loi du 24 juillet 1889 s'applique aussi bien aux enfants légitimes qu'aux enfants naturels reconnus ou non reconnus. A l'égard de ces derniers, les parents qui ont vocation à la puissance paternelle peuvent être déchus de leurs droits: Arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 20-4-1905 (*Revue des établissements de bienfaisance* 1905, page 337). Tribunal civil de Dreux du 22-11-1904; de Mircourt (Vosges) du 31-7-1914.

Loi du 19 avril 1898. — Cette loi assure la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis par enfant ou envers des enfants.

Dans tous les cas de délits ou crimes commis par enfant ou sur des enfants, le juge d'instruction saisi peut art. 4 et 5, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désigne, ou enfin à l'Assistance Publique.

Les enfants ainsi confiés sont désignés sous le nom d'enfants en garde. Ils forment une catégorie spéciale car les parents conservent sur eux, jusqu'au jugement définitif, tous les attributs de la puissance paternelle, sauf le *droit de garde*.

(1) Les Lois Nouvelles. — Revue de législation page 746. 3^e partie, 1925..

En application de la loi du 19 mars 1917 les enfants en garde sont assimilés aux pupilles de l'Assistance Publique pour la gestion de leurs biens.

En vertu de la loi du 22 juillet 1912, complétée par celle du 26 mars 1927, modifiant les articles 21 et 23 de celle-ci sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée, subsistent les dispositions de l'article 4, de la loi de 1898, dans tous les cas de crimes ou de délits commis sur des mineurs.

Par contre, dans tous les cas de crimes ou de délits *imputables* à des mineurs de 13 à 18 ans, si le magistrat instructeur peut, en tout état de cause (art. 16), ordonner que la garde du mineur sera confiée provisoirement à sa famille, à un parent, à une personne digne de confiance, à une institution charitable reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral ou à l'Assistance Publique, le jugement à intervenir ne peut décider que le mineur sera maintenu dans le service de l'Assistance Publique. L'art. 21 ne mentionnant pas celui-ci parmi les établissements auxquels la garde d'un mineur de 13 à 18 ans pourra être confiée et doit donc être annulé l'arrêt qui a confié à l'Assistance Publique une fille mineure de 17 ans, acquittée comme ayant agi sans discernement.

Cr. C.: 14 mai 1914 D.P. 1914-1-274. Voir aussi la note de M. Nast, D.P. 1914-2-81.

Quant aux enfants victimes de délits ou de crimes, la minorité de 21 ans reste en vigueur.

Loi du 27 juin 1904. — Le service des enfants assistés est régi par la loi organique du 27 juin 1904. Cette loi a eu pour but de combler les lacunes de la législation antérieure, c'est-à-dire la loi du 15 pluviôse an 13, le décret du 19 janvier 1811 et la loi du 5 mai 1869. Il avait été suppléé à l'insuffisance de ces textes par des règlements administratifs, mais des améliorations sérieuses ne pouvaient être apportées que par voie législative. D'où la nécessité de la loi actuelle qui avait été nettement mise en lumière dès 1889 par M. Henri Monod. Dans un rapport au Ministre de l'Intérieur M. Monod s'exprimait ainsi : « Notre législation sur les enfants assistés appelle ces réformes. Elle n'est pas homogène, elle est incomplète; plusieurs des textes qui la constituent n'ont pas été appliqués ou sont tombés en désuétude, plusieurs autres s'ils ne se contredisent pas expressément procèdent de principes différents sinon opposés. Enfin cette législation ne répond qu'imparfaitement à notre conception du devoir social envers la classe des déshérités la plus intéressante: les enfants abandonnés ».

Ce rapport examiné en 1891 par le Conseil supérieur de l'Assistance Publique a été transformé par lui en un projet de loi dont s'inspira en 1898 Roussel, rédacteur du nouveau projet qui est devenu la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés, suivie de celle du 28 juin 1904 relative à l'éducation de pupilles difficiles ou vicieux.

Quelques améliorations, adjonctions, ont été depuis apportées à ces textes par les lois du 22 avril 1905, art. 44, du 18 décembre 1906, modifiant les art. 13 à 15 de la loi du 27 juin 1904, du 13 juillet 1911, art. 99; du 19 mars 1917 modifiant l'article 15 précité. Décrets du 19 mai 1909 sur la gestion des biens pupillaires; du 4 novembre 1909, sur l'éducation des pupilles difficiles.

Effectif des Pupilles.

D'après les rapports de l'Inspection générale des services administratifs, la totalité des Services de France comptait au 31 décembre des années 1900: 137.532 pupilles;

1901: 141.266 pupilles; 1910: 155.546 pupilles se répartissant comme suit en 1911 (Hauriou, 1921, page 554) *Journal officiel* du 6 août 1912.

Enfants trouvés	6.855
Abandonnés	106.352
Orphelins	14.695
Moralement abandonnés	22.156
En garde et en dépôt.....	5.488

En 1924, sur 146.096 enfants passés dans l'année, il restait au 1^{er} janvier 1925: 124.628 pupilles: voir tableau n° 1. Dans les Vosges: voir tableau n° 2, comme dans toute la France d'ailleurs, l'effectif des pupilles diminue régulièrement depuis quelques années. De 1268, au 31 décembre 1913, il est passé à 1263 au 31 décembre 1920 et à 986 au 31 décembre 1927. Cette décroissance continue de l'effectif est liée à la diminution de la natalité, à l'application des différentes lois d'assistance et aussi à la remise de nombreux pupilles de l'Assistance Publique au service des pupilles de la Nation créé en 1917.

CHAPITRE IV.

Du rôle de l'Etat en matière d'assistance

« En présence des maux indéniables qui résultent de la misère et de l'indigence, on s'est demandé si la société devait intervenir et, par un sacrifice volontaire ou forcé, apporter l'appoint de ses secours aux individus qui ne peuvent se suffire à eux-mêmes: le problème de l'assistance publique s'est posé du jour où des hommes se sont groupés en un corps régulièrement organisé ».

« L'assistance donnée aux pauvres se conçoit sous deux formes différentes: elle peut être fournie par la collectivité des citoyens, par l'ensemble de la société, à ses membres indigents. C'est alors l'Assistance Publique dont sont chargés l'Etat et les subdivisions administratives, Département ou Commune. Elle peut encore émaner de l'initiative privée, c'est-à-dire que des particuliers, soit isolément, soit exerçant une action collective, se chargent de soulager certaines infortunes; c'est alors l'assistance privée ou charité privée qui s'exerce ».

Cette dernière prête à l'Assistance Publique un précieux concours, surtout à Paris. Ses manifestations sont très diverses: elles comprennent tous les actes dont le but est le soulagement de la misère, depuis l'acte charitable isolé ou aumône proprement dite, jusqu'à la création de sociétés et d'établissements de bienfaisance disposant quelquefois de ressources considérables et reconnus d'utilité publique. Il n'y a pas à s'occuper ici de ce genre d'assistance; mais seulement d'examiner les caractères généraux de l'Assistance Publique, c'est-à-dire de l'assistance fournie par l'Etat, les Départements ou les Communes.

« Le premier point à étudier est la question de savoir si la société a l'obligation d'intervenir, par les organes qu'elle a constitués, dans les œuvres de charité, si elle ne sort pas de son rôle en transformant en service public, en fonction administrative, ce qui semble, au premier chef, relever de la compétence des particuliers ».

« La solution de cette difficulté appartient plutôt à la morale et à l'économie politique qu'au droit proprement dit. Cependant, le législateur doit s'en préoccuper.

puisque à lui seul est confié le droit de dire si, dans un pays, l'assistance doit être fournie par la communauté des citoyens, ou abandonnée à l'initiative privée ».

Deux opinions bien tranchées sont en présence : d'une part, celle qui, voyant dans la collectivité un être bienfaisant, cherche à élargir le plus possible sa sphère d'action ; de l'autre, celle qui, persuadée que l'action de l'Etat est, de sa nature, pernicieuse, limite son intervention aux seuls cas où elle est indispensable. Sans doute la charité privée possède un avantage incontestable ; le secours matériel qu'elle donne se double d'un secours moral ; ceux qui la distribuent sont poussés par un sentiment généreux qui leur permet d'exercer sur l'indigent une influence salutaire. Néanmoins, la charité privée ne saurait suffire à tout. Elle peut avoir ses défaillances, se laisser guider par des idées étroites, répandre les secours comme condition d'une communauté d'idées religieuses ou politiques. Il y a certaines branches d'assistance, comme le traitement des malades, qui exigent une organisation matérielle bien conçue, disposant de ressources financières abondantes. La charité individuelle elle-même, dans la difficulté où elle est de s'exercer en parfaite connaissance de cause, est heureuse de trouver un organe de transmission constitué par les pouvoirs publics pour recueillir ses offrandes et les faire parvenir, par une voie sûre et éclairée, au soulagement des misères qu'elle a en vue. Ce sont là des raisons sérieuses d'admettre, en matière d'assistance, l'intervention des pouvoirs publics. (Fleury-Revarin, de *l'Assistance communale en France*, introduction, p. 3 et 4).

Une question qui se lie intimement à celle qui vient d'être examinée, est celle de savoir si l'indigent a droit à l'assistance. De vives discussions, dans le détail desquelles il serait superflu d'entrer ici, ont été soulevées à ce sujet. La Convention avait proclamée d'une manière absolue le droit aux secours en faveur des pères et mères chargés d'enfants, des enfants abandonnés, des vieillards et des infirmes. (Déclaration des droits de l'homme, art. 21 ; décrets des 19 mars et 28 juin 1793).

La Constitution de 1848 (art. 13) disait : « La Société... fournit l'assistance aux enfants abandonnés, aux infirmes et aux vieillards sans ressources, et que leurs familles ne peuvent secourir ». « Cet article, disait le rapporteur de la loi du 13 janvier 1849, impose de grands devoirs au gouvernement de la République ». (Rapport de M. Frichou, 22 décembre 1848, *Monit.* des 2 et 3 janvier 1849 (1).

Il est bon de remarquer que, même au temps de la Convention, le droit aux secours n'était revendiqué que pour ceux que l'âge ou les infirmités mettaient dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins : ni à cette époque, ni en 1848, il ne fut question de secours obligatoires à fournir à l'indigent valide. Le droit à l'assistance doit être compris de la façon suivante : « *L'assistance est pour la société un devoir inviolable et sacré* ; mais ce devoir social a pour corrélatif le devoir de chaque individu de travailler (Béquet, op. cit., n° 37).

Même ainsi restreint, le droit à l'assistance n'est pas admis par tout le monde. On objecte qu'il inspire une fausse sécurité et développe les habitudes d'imprévoyance. (V. sur ce point Bathie, Dr. adm., t. 5, p. 243). D'autres, au contraire, y voient le meilleur remède à la misère. (V. Louis Blanc, *Organisation du travail*, p. 179 et suiv.). D'après les économistes de l'école classique l'assistance doit avant tout être une œuvre privée. De plus, l'Etat doit se contenter de suppléer à l'insuffisance des ressources des particuliers par des subventions en argent. Enfin l'assistance ne doit pas cesser d'avoir le caractère d'un don et d'une libéralité ; on ne saurait y voir la source d'une obligation formelle pour l'Etat, ni la cause d'un droit pour les individus.

(1) *Pandectes Françaises de Rivière*, 1890, tome IX, nos 89 à 98 : Assistance publique.

Bastiat 1801-1850 malgré sa loi de solidarité ou plutôt à cause même de cette loi, repousse énergiquement l'assistance légale même celle pour les enfants abandonnés. Dunoyer qui a précédé Bastiat a développé la même conception. C'est également la thèse qu'à soutenue de nos jours M. de Molinari (1).

Principes de la législation actuelle.

Jusqu'à ces dernières années, l'Assistance Publique présentait deux caractères essentiels; elle était facultative et elle était communale; ces deux caractères tendent à s'effacer sous l'action des lois les plus récentes. L'Assistance Publique tend à devenir de plus en plus obligatoire (et ses services sont de plus en plus confiés au département).

A) *Au point de vue théorique.* — Cette évolution s'est opérée sous l'influence de la civilisation qui fait dominer l'idée de charité et de secours dans l'organisation de l'Assistance Publique. Enfin, c'est une idée de justice distributive et de commune obligation qui vient avec le progrès des idées (Doctrines socialistes et solidaristes) présider au fonctionnement de ce grand service public.

Ce que nous enseignent aujourd'hui les solidaristes et ce sur quoi ils veulent fonder une morale nouvelle (Gide et Rist, page 404, *Histoire des doctrines économiques*, 1926).

C'est que chaque individu devant à autrui tout ce qu'il a de bien et de mal, sa richesse ou sa misère, ses vertus ou ses vices, a le devoir de rendre aux autres, aux déshérités le bien qu'il a reçu et le droit aussi de réclamer aux privilégiés une compensation au mal qu'il subit, et de là, on déduit l'obligation légale de l'assistance.

Par ailleurs, dit-on en substance la société est responsable des inégalités choquantes qui font que l'un a en abondance tout ce dont il a besoin pour vivre, tandis que l'autre manque du plus strict nécessaire.

B) *Au point de vue des faits.* — Si on examine maintenant les causes qui ont contribué depuis un demi-siècle au développement des lois sur les enfants assistés et lois d'assistance en général, ces causes sont les suivantes :

1° Accroissement considérable de la classe ouvrière et surtout des ouvriers de l'industrie par suite du développement de la grande industrie;

2° Suffrage universel et avènement d'un régime démocratique;

3° Création de nombreux syndicats professionnels ouvriers et action de ces associations auprès des pouvoirs publics;

4° Progrès des idées d'interventionnisme et déclin de l'école libérale classique.

CHAPITRE V.

Organisation actuelle du Service des Enfants assistés

La législation actuelle sur le service des Enfants Assistés a pour assises la loi organique du 27 juin 1904. Cette loi éminemment protectrice de l'enfance par l'extension des secours temporaires et l'instauration de l'admission à bureau ouvert a de plus le grand mérite d'avoir définitivement uniformisé cette assistance au point de vue administratif et financier.

La loi de 1904 en même temps qu'elle est une loi d'assistance est aussi une loi, de police et de sûreté, donc applicable aux enfants étrangers sous réserve et jusqu'au jour du rapatriement.

(1) *Histoire des doctrines économiques*: Gide et Rist, 1926, page 405.

Les points principaux d'organisation sur lesquels le législateur a innové sont les suivants :

- 1° La détermination des enfants assistés;
- 2° Le régime des pupilles de l'Assistance Publique;
- 3° La réorganisation de la tutelle des enfants assistés;
- 4° L'organisation générale du service;
- 5° Le règlement des dépenses du service.

Détermination des Enfants Assistés. — Fait l'objet du titre 1^{er} de la loi.

Les enfants assistés comprennent trois catégories :

- 1° Les enfants secourus et en dépôt;
- 2° Les enfants en garde;
- 3° Les pupilles de l'Assistance.

SECTION I.

Enfants secourus.

Ce sont des enfants que le père, la mère ou les ascendants ne peuvent pas nourrir ni élever, faute de ressources et pour lesquels est accordé un secours temporaire et révocable en vue de prévenir leur abandon (art. 3 et 7 de la loi de Finances du 22 avril 1905). Ce secours destiné en principe à prévenir l'abandon ne doit pas être limité aux cas où cet abandon est à craindre. C'est un devoir d'humanité et aussi une question d'intérêt social que de soutenir une mère qui veut bien, malgré sa pauvreté, ou sa solitude garder et élever un enfant.

Le mode, la quotité, la périodicité et la durée du secours sont réglés par le Conseil Général; mais tous les 5 ans la loi de Finances fixe un tarif minimum (art. 55).

Les secours préventifs sont réservés dans la plupart des départements aux enfants âgés de moins de 3 ans. Cependant dans quelques cas particuliers des enfants orphelins par exemple, recueillis par des parents ou amis peuvent bénéficier jusqu'à l'âge de 13 ans de secours temporaires. A cet égard, la diversité la plus complète règne et quand des Inspecteurs cherchent parfois à apporter un peu d'ordre, ils se heurtent aux conseils généraux qui entendent rester les maîtres de leurs dépenses.

Dans certains départements (1) les secours sont détournés de leur véritable but et attribués aux familles indigentes ayant au moins 5 enfants. Ces enfants sont considérés par l'assemblée départementale comme étant toujours sous la menace d'un abandon en raison du manque de ressources des parents. Les secours temporaires leur sont ainsi accordés parce qu'ils font rentrer dans la famille des ressources supérieures à celles que donneraient les allocations d'assistance aux familles nombreuses. Cette interprétation tendancieuse de la loi du 27 juin 1904 est à mon avis des plus louable. C'est un devoir en effet, pour les collectivités, d'aider par tous les moyens matériels les parents nécessiteux qui peinent, se sacrifient pour élever de leur mieux une nombreuse famille et, en l'espèce, quoi de plus efficace, qu'une augmentation ou attribution d'allocation pécuniaire (2).

(1) Rapport de l'Inspection générale des services administratifs, 1926, page 134.

(2) La pratique des départements en cause ne constitue pas un détournement de pouvoir susceptible de donner ouverture à recours pour excès de pouvoir de la part d'un contribuable.

Il résulte en effet des travaux préparatoires de la loi de 1904 et de deux circulaires du Ministre de l'Intérieur en date des 12 juillet 1905 et 25 avril 1906 que tout enfant en danger d'abandon a droit au secours.

Certains termes de la circulaire du 12 juillet 1905 ayant même paru trop restrictifs à des mem-

Conditions d'attribution du secours.

La loi de 1904 n'accordait ce secours qu'à la mère. Cette disposition a été étendue au père et aux autres ascendants par la loi de Finances du 22 avril 1905.

La condition mise à l'attribution du secours est en principe le danger d'abandon; en pratique le secours en cas de danger d'abandon ne joue aujourd'hui que très rarement et on peut affirmer que les secours sont donnés, dès l'instant qu'il s'agit d'un enfant nécessiteux.

L'appréciation de la privation de ressources des parents est faite d'ailleurs de la manière la plus large dans beaucoup de départements: la Meurthe-et-Moselle, par exemple, sous la direction de M. Perrière.

Dans l'opinion publique on considère le secours comme une sorte d'assistance due dans tous les cas aux enfants illégitimes.

« Les secours sont donnés après enquête mais, sauf dans quelques villes où le personnel de l'Inspection a la possibilité d'examiner sur place, lui-même, la situation des postulantes, l'enquête est purement administrative et est effectuée par les mairies. L'avis du maire est exigé mais cet avis, et c'est normal puisque le maire est un agent élu est rarement défavorable. Il arrive même que certains maires donnent au moment de l'enquête un avis favorable alors que s'ils ont l'occasion de passer dans les bureaux de l'Inspection, ils font connaître que leur avis est sans valeur et que la situation matérielle de l'intéressée n'est pas si critique que l'enquête le fait apparaître. C'est ce qui a été relevé si souvent en matière d'application des lois d'assistance qu'il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure » !

« Dans les villes les secours sont en général donnés à bon escient; dans les campagnes par contre, ils sont distribués avec plus de facilité. Une mère abandonnée vivant avec sa famille est considérée comme privée de ressources au même titre que la mère vivant seule dans un faubourg de ville. Et cependant la situation matérielle est loin d'être la même. Les sondages effectués par les Inspecteurs Généraux. (Rapport de 1926, application de l'art. 15 du règlement d'administration publique du 19 janvier 1923 non encore publié à l'*Officiel* ont permis de relever de nombreux cas où les mères secourues restaient dans leurs familles de cultivateurs très aisés ayant un cheptel appréciable et ne pouvaient être considérées comme nécessiteuses ».

Personnellement je puis relater le cas typique d'une femme mariée des Vosges qui a bénéficié de l'assistance aux femmes en couches et primes d'allaitement qui possède des biens immeubles sis sur le territoire de 7 communes et d'une valeur approximative de 100.000 francs. Cette femme qui est fille unique et n'a plus que sa mère recueillera dans la succession de celle-ci une fortune que j'apprécie à 150.000 francs, ce qui, en l'occurrence est quelque peu scandaleux et de la part « d'élus » de regrettables complaisances.

Dans quelques départements afin d'enrayer les trop nombreuses demandes émanant de mères ayant des ressources suffisantes pour élever leurs enfants, il est obligatoire-

bres du Parlement, M. Forest proposa un article additionnel à la loi de finances de 1906 ainsi conçu :

« L'article 3 de la loi du 27 juin 1904 est ainsi modifié :

« Est dit enfant secouru, l'enfant menacé d'abandon que ses parents ne peuvent nourrir, ni élever faute de ressources et pour lequel est accordé le secours temporaire en vue de prévenir l'abandon ».

Il a été retiré par son auteur, le Ministre de l'Intérieur, M. Etienne ayant déclaré que le Gouvernement était d'accord avec la Chambre pour reconnaître le droit au secours à tout enfant menacé d'abandon.

ment joint au procès-verbal de l'enquête, l'extrait des impositions payées par les parents: Vosges. C'est là une pratique excellente. Mais en fait, presque partout, ainsi que l'ont indiqué les inspecteurs départementaux, dans les milieux ruraux le secours fait passer l'éponge sur la faute de la mère et fait accepter la situation créée par la naissance de l'enfant. Dans ces conditions, une rigueur poussée à l'excès aboutirait à des résultats tout à l'opposé de ceux qui sont recherchés. Et puis en matière de secours, n'existe-t-il pas que des cas d'espèces nécessitant chacun une enquête, une étude particulière et méritant une solution d'espèce? Il ne faut donc pas expressément regretter, qu'en définitive le secours ne soit plus exactement ce que le législateur voulait qu'il fût et qu'aujourd'hui il ne soit en somme qu'un moyen d'assistance maternelle et infantile.

Pour réduire la dépense en cette matière une large application de la loi du 16 novembre 1912 sur la recherche de la paternité me paraît opportune avec faculté pour l'administration d'agir aux lieu et place d'une mère qui tomberait avec son enfant à la charge de l'Assistance Publique dans le cas où cette mère n'intenterait pas l'action qu'elle est en droit d'exercer contre le père. Le tout, même après l'expiration des délais prévus à l'article 340 du Code civil (1).

Les secours temporaires aux mères abandonnées seraient en effet moins nombreux si les pères des enfants s'acquittaient envers eux de leur dette alimentaire. Les constatations faites à cet égard dans les départements d'Alsace-Lorraine sont particulièrement édifiantes. Dans le Haut-Rhin par exemple, l'effectif des secourus est passé de 337 en 1922 à 622 en 1924. Tant que la loi allemande sur la recherche de la paternité était appliquée, tant que les pères d'enfants illégitimes étaient judiciairement condamnés à participer aux frais d'entretien et d'éducation des enfants; les demandes de secours étaient moins nombreuses qu'elles ne le sont aujourd'hui. Le jour où la recherche de la paternité sera d'usage en France comme elle l'est dans la majeure partie des pays civilisés, il sera possible de réduire les dépenses de secours temporaires (2). Faudra-t-il

(1) Un amendement avait été proposé dans ce sens par M. Louis Martin, sénateur, lors de l'élaboration de la loi du 16 novembre 1912, mais devant la résistance de la Commission, cet amendement a été abandonné par son auteur. (R. E. B.: 1910 page 285).

(2) D'après l'article 340 du Code civil, la recherche de la paternité naturelle était en principe interdite.

La jurisprudence avait essayé de corriger dans la pratique les conséquences fâcheuses qui résultaient de l'application de cet article. Les recueils d'arrêts fournissent de nombreuses décisions sur ce point. Mais elles ne s'entendaient pas toutes sur le procédé à employer. Certains arrêts accordaient à la mère une indemnité basée sur un quasi délit civil commis par l'auteur de la séduction en s'appuyant sur l'article 1382 du Code civil. (Cassation 26 juillet 1864, D. 64. 1.347). D'autres, plus nombreux, se bornaient à valider et à sanctionner l'engagement écrit pris par le père de l'enfant envers la mère de pourvoir à ses besoins. (Cassation, 3 avril 1882, D. 82. 1.404). On ne pouvait qu'approuver ces décisions dictées par un sentiment de justice et d'humanité. Mais on devait regretter l'inconséquence d'une législation qui autorisait les tribunaux à condamner un séducteur à payer une pension alimentaire à la mère de son enfant et qui leur défendait de reconnaître la paternité.

Réforme du Code civil: Loi du 16 novembre 1912. — D'après la loi du 16 novembre 1912.

La paternité peut-être judiciairement établie dans cinq cas.

1. Enlèvement ou viol.
2. Séduction.
3. Aveu formel.
4. Concubinage.
5. Entretien et éducation de l'enfant.

Par contre, la recherche de la paternité peut-être écartée pour deux causes:

1. Inconduite de la mère.
2. Impossibilité physique de cohabiter.

L'indication de ces deux fins de non recevoir n'a pas pour but de limiter à ces deux seules causes les exceptions qui peuvent être opposées à l'action en recherche de la paternité naturelle. Il résulte,

encore subsidiairement faire une large application de la loi du 7 février 1924 réprimant le délit d'abandon de famille (*J. O.* du 10 février 1924), modifiée par celle du 3 avril 1928 (1) et amender la procédure de la saisie arrêt réglementée par la loi du 27 juillet 1921 en ce qui se rapporte aux créances de cette nature pour aboutir à des réalisations positives.

La nationalité étrangère de la mère n'est pas un motif de refus de secours d'autant que l'enfant né en France de parents étrangers est Français sauf la faculté de répudier cette qualité, art. 2, 3, 4 de la loi du 10 août 1927 (*J. O.* du 14 août). Certains départements à cet égard ne font aucune différence entre mères françaises et étrangères. Des départements du Sud-est secourent des mères italiennes; des départements du Sud-ouest des mères espagnoles. A ce titre, les répercussions financières des secours sont parfois considérables dans les départements où il est fait appel dans une large mesure à la main-d'œuvre étrangère. Quelques départements toutefois ne donnent aux mères étrangères que des ressources en nature (layettes et berceaux) d'autres, leur donnent des secours inférieurs à ceux fixés pour les mères françaises, d'autres les excluent en pratique de tout secours.

Cette dernière manière de procéder qui est illégale quand il s'agit de mères appartenant à des pays ayant passé avec la France des traités internationaux d'assistance réciproque. Tels: la Belgique, l'Italie, le Luxembourg, la Suisse, fait souvent peser sur le département la charge d'abandons supplémentaires.

Il faut se convaincre en effet que mieux vaut donner des secours que d'admettre des enfants comme pupilles de l'Assistance Publique.

Le cumul des secours temporaires avec les allocations qui peuvent être versées au titre de la loi du 14 juillet 1913, aux familles nombreuses et de la loi du 17 juin 1913 aux femmes en couches, est prohibé. Par contre, il est permis avec les primes d'allaitement

en effet, des termes de la loi que le tribunal jouit en cette matière d'un pouvoir d'appréciation absolu.

En droit allemand, art. 1717: « Bürgerliches Gesetzbuch für das Deutsche Reich », est considéré comme le père de l'enfant naturel celui qui a cohabité avec la mère pendant la période de la conception, à moins qu'une autre personne n'ait, pendant la même période, aussi cohabité avec elle. Le texte ajoute qu'on ne doit pas prendre cette cohabitation en considération, si, d'après les circonstances il est impossible manifestement que la mère ait conçu l'enfant par suite de cette cohabitation.

Dans son ensemble, la loi du 16 novembre 1912 a réparé une injustice, laquelle dégageait le père de toute responsabilité et faisait retomber tout le poids de la faute sur la mère.

Enfin cette loi a remédié à une des causes de la dépopulation dont notre pays souffre si profondément. Les filles-mères abandonnées ne reculant pas toujours devant l'avortement ou l'infanticide pour échapper à une maternité trop lourde à supporter seules.

Une enquête faite en 1923 par le Ministère de la Justice sur l'application de la loi du 16 novembre 1912 a donné les résultats suivants :

NOMBRE DES DEMANDES

Années	Formées	Accueillies	Rejetées
—	—	—	—
1920	745	502	243
1921	913	689	224
1922	734	434	300

1) Suivant renseignements fournis, ad rem le 7 mai 1928 par le Ministère de la Justice, 2.575 personnes ont été poursuivies devant les tribunaux correctionnels pour « abandon de famille » tant en France qu'en Algérie et en Tunisie depuis la mise en application de la loi du 7 février 1924 jusqu'au 31 décembre 1925.

Les statistiques afférentes aux années 1926 et 1927 ne sont pas encore établies.

Dans les Vosges, les jugements ad-hoc rendus par le tribunal correctionnel d'Epinal se sont élevés à 4 en 1924 ;

9 en 1925 ;

12 en 1926 ;

13 en 1927 ;

4 au 1^{er} mai 1928.

ment. Sur ce dernier point certains départements ne l'admettent pas, alors que rien dans la loi de 1919 ne l'interdit. Au surplus, primes d'allaitement et allocations des femmes en couches ne sont plus, à proprement parler, des mesures d'assistance. Elles restent plutôt dans le cadre d'une protection générale de la maternité et de l'enfance.

L'admission aux secours est prononcée par arrêté préfectoral pris sur la proposition de l'inspecteur de l'Assistance Publique.

Quotité et durée du secours.

C'est au Conseil Général, art. 7, qu'il appartient de déterminer la quotité et la durée du secours. La délibération prise en cette matière par les assemblées départementales est définitive au sens de l'art. 46 de la loi du 10 août 1871 et du décret de décentralisation et d'extension des pouvoirs des Conseils Généraux et municipaux du 5 novembre 1926.

Le secours est accordé pour une année renouvelable généralement jusqu'à ce que l'enfant ait 3 ans révolus; au delà, seuls les orphelins ou enfants de parents invalides peuvent en bénéficier le plus souvent jusqu'à 13 ans.

Nature du secours.

Le secours est donné en argent ou en nature, parfois il est donné sous ces deux formes. Il arrive que les mères secourues reçoivent pour leur enfant une layette ou demi-layette et un berceau, alors que dans certains départements, aucun berceau n'est distribué et la demi-layette qu'à titre tout à fait exceptionnel: tel les Vosges.

Les secours en argent sont donnés au titre de secours de premier besoin, versés de la main à la main, sans attendre l'accomplissement de formalités réglementaires et sous forme d'allocations mensuelles.

« Les secours de premier besoin dont le but est de faire changer de dessein, la mère qui est résolue à abandonner son enfant, ont peu à peu évolué, eux aussi, et sont aujourd'hui rarement distribués dans les conditions prescrites par l'art. 9 de la loi. Ce n'est qu'exceptionnellement que les préposées au bureau d'admission en disposent. La plupart du temps, ils sont versés aux mères dans les bureaux de l'inspection ce qui a d'ailleurs un bon côté puisqu'ainsi l'inspecteur peut voir les mères, les moraliser et essayer de les faire conserver leur enfant ».

« Enfin, dans quelques départements, il n'est prévu aucun secours de premier besoin, malgré les prescriptions de la loi du 27 juin 1904 ».

Le montant des secours de premier besoin varie d'un département à l'autre; il se chiffre entre 15 francs dans la Somme et 100 francs dans l'Aisne. (Rapport de l'Inspection Générale des services administratifs, 1926, page 140, non encore publié à l'*Officiel*).

En ce qui concerne les allocations mensuelles, on voit par les tableaux 3 et 4 que si certains départements remplissent largement leur devoir de solidarité sociale, d'autres par contre, ne sont pas animés du même esprit et ne font pas un effort financier suffisant. Un secours de 20 à 25 francs ne peut efficacement, à notre époque, aider une mère privée de ressources suffisantes.

Pour le démontrer un exemple concret entre tant d'autres: Mademoiselle X... est bonne chez M... aux gages de 180 francs par mois.

Accouchée d'un enfant qu'elle ne veut pas abandonner elle pourvoit au placement de celui-ci. Le prix de pension des nourrissons varie entre 175 et 250 francs. La mère obtient le secours qui est actuellement de 20 francs à 30 francs mensuellement. La pension à 175 francs de l'enfant, payée, il ne lui reste donc plus que 20 à 30 francs

par mois de disponible pour toutes ses dépenses et celles accessoires de l'enfant. Par suite, qu'en résulte-t-il ? la misère... dans toute l'acception du mot avec répercussion sur le petit être auquel il manquera du nécessaire et trop souvent une nourrice de choix.

Le problème n'est cependant pas sans remède. Il est indispensable comme je le rappelais plus haut que les assemblées départementales fassent un effort financier suffisant pour parer à de telles conséquences qui sont, non seulement préjudiciables aux intérêts bien compris des départements, mais pires parce qu'inhumaines. Les cas ne manquent pas d'enfants qui, admis dans les services, n'y seraient pas venus si leurs mères avaient perçu une aide efficace trop parcimonieuse encore de nos jours. J'ajoute en cette matière que spéculer sur les sentiments, l'attachement d'une mère à son enfant pour lui faire conserver celui-ci au prix de sacrifices qu'il est difficile et pénible de mesurer, est immoral et se traduit par une prime à celles qui sont les pourvoyeuses désinvoltes du service.

A titre documentaire il me paraît utile de reproduire à cette place un décret de la Convention en date du 5 février 1794 dont pourrait s'inspirer de nos jours certains conseils généraux et qui témoigne des dispositions des conventionnels à l'égard des mères dénuées de ressources.

Il s'agissait « dit Chevillet dans son ouvrage sur les enfants assistés à travers l'histoire, 1903, page 54 » d'une femme nommée Braconier qui, venue d'un village des Ardennes, à Paris, pour solliciter la liberté d'un homme du nom de Loison qu'elle devait épouser, accoucha en cette ville d'un garçon pour lequel, elle réclama des secours car elle était dénuée de toutes ressources. La Convention alors, par un décret du 17 Pluviôse, an 2, s'exprima en ces termes dans lesquels elle mettait toujours la solennité de l'époque :

« Considérant qu'il importe à la régénération des mœurs, à la propagation des vertus et à l'intérêt public d'encourager les mères à remplir elles-mêmes le devoir sacré d'allaiter et de soigner leurs enfants; que tous les enfants appartiennent indistinctement à la société, quelles que soient les circonstances de leur naissance; qu'il importe également d'anéantir les préjugés qui faisaient proscrire ou abandonner, au moment même de leur existence, ceux qui n'étaient pas le fruit d'une union légitime; que c'est d'après ces principes que l'article 4 du § 2, du titre 1^{er} de la loi du 28 juin 1793 (vieux style) a formellement prononcé que « toute fille qui déclarerait vouloir allaiter elle-même l'enfant dont elle serait enceinte et qui aurait besoin des secours de la nation, aurait droit de les réclamer » et que la même loi a pourvu, soit par des établissements et des secours en nature, soit par des secours annuels à tout ce que pouvait exiger, en pareil cas, l'intérêt de la mère et de l'enfant.

« Décrète que, sur la présentation du présent décret, la trésorerie nationale payera à la citoyenne Braconier la somme de 150 livres à titre de secours provisoire, pour elle et son enfant.

« Le présent décret ne sera point imprimé il sera seulement inséré au bulletin de correspondance ».

Quelques chiffres d'enfants secourus.

« Le rapport général de 1911 donnait quelques statistiques qu'il est opportun de reproduire et de compléter.

Le nombre des enfants secourus a été successivement:

En 1859 de 14.614 enfants non compris ceux du département de la Seine.

En 1880 de 33.679 — — — — —

En 1890 de 40.981 — — — — —

En 1900 de 44.805 — — — — —

En 1904 de 49.586 — — — — —

En 1910 de 91.405 — pour la France entière.

En 1924 de 59.559 — pour la France entière (1) ».

Dans les Vosges, voir tableau 3, le nombre des secourus restant au 31 décembre est passé de 246 en 1882 à 170 en 1892, à 479 en 1902, à 1338 en 1912, à 272 en 1922 et enfin à 380 en 1927.

Ainsi le nombre des enfants secourus va en décroissant dans presque tous les départements.

Cette diminution générale qui est constatée, tient certainement à l'application de la loi d'assistance aux familles nombreuses et aussi à la diminution de la natalité.

SECTION II.

Les enfants en dépôt.

Ce sont ceux qui, laissés sans protection ni moyens d'existence par suite de l'hospitalisation ou de la détention de leurs père, mère ou ascendants sont recueillis temporairement dans le service des enfants assistés: art. 4., parce que leurs parents ne peuvent momentanément s'occuper d'eux.

L'administration n'a aucun droit sur ces enfants. Elle doit les rendre à leurs parents lorsque ceux-ci sont en état de les reprendre, c'est-à-dire lorsque la cause qui a motivé l'admission des enfants cesse. Il y a là un large pouvoir d'appréciation nécessité par des circonstances de fait dont l'Inspecteur doit être le juge. Quoique la loi n'ait envisagée que la détention et l'hospitalisation pour justifier les admissions. En pratique, celles-ci s'effectuent à divers titres « enfants et parents momentanément sans logement » « père ou mère atteints d'une affection contagieuse, etc... », sans que jamais les dépenses en résultant n'aient donné lieu à des contestations par les départements débiteurs.

Les admissions d'enfants en dépôt sont extrêmement nombreuses. Dans le Pas-de-Calais en 1925, on comptait 257 enfants en dépôt. Dans l'Oise 138, dans l'Eure et dans le Loir-et-Cher 128, dans la Gironde 490, dans les Bouches-du-Rhône 958, enfin dans les Vosges 169 au 1^{er} janvier 1928.

Le placement habituel s'effectue à l'hospice dépositaire, quand l'admission est de courte durée. Si l'admission tend à se prolonger, c'est le placement familial à la campagne qui intervient, à la pension, quand l'enfant a moins de 13 ans, et à gages, quand il a plus de 13 ans.

Pendant toute la durée du « dépôt » les parents ont le droit de voir leurs enfants et de savoir où ils se trouvent. Ils ont en outre la faculté de leur prescrire un autre placement à charge toutefois d'en acquitter la dépense.

(1) Rapport de l'Inspection générale des services administratifs, 1926, page 144.

SECTION III.

Les enfants en garde.

Ce sont ceux dont la garde a été confiée par les tribunaux à l'Assistance Publique, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898 complétée par celle du 23 juillet 1912, au cas de délits ou de crimes commis par ces enfants ou sur ces enfants.

Leur nombre dans les départements est peu élevé. En ce qui concerne les enfants « coupables », là où existent des patronages ou institutions de redressement de l'enfance (patronage Rollet), les tribunaux n'en remettent qu'un nombre infime à l'Assistance Publique. Cela se conçoit, les enfants « coupables » sont souvent des anormaux et pervers, leur présence parmi les pupilles aurait des effets désastreux et compromettrait la moralité de ces derniers.

Dans la Savoie, en 1924, il n'y avait qu'un enfant en garde; dans le Gard 8; dans la Seine, sur une population de 34.826 enfants on comptait seulement 14 enfants en garde, 6 coupables et 8 victimes; dans le Pas-de-Calais 41; dans le Doubs 30; dans l'Eure 84 (1). enfin dans les Vosges 24, parmi lesquels 6 « coupables » et 18 « victimes » au 1^{er} janvier 1928 (2).

(1) Rapport de l'Inspection générale des services administratifs, 1926, page 160.

(2) Depuis l'application de la loi du 22 juillet 1912, le nombre d'enfants « coupables » remis à l'Assistance Publique est fort restreint. Par contre, le nombre de ceux confiés à des Patronages ou Institutions similaires s'est accru. C'est ainsi que le Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence de Paris, fondé en 1880 par M. Henri Rollet (Association reconnue d'utilité publique et ayant pour objet la protection des enfants en danger moral) a vu passer son effectif:

à 1384 enfants en 1912;
à 1973 — 1916;
à 2606 — 1917;
à 2748 — 1923;
à 3176 — 1925;
à 3594 — 1926.

Les 3594 enfants passés en 1926 se répartissent ainsi d'après leur âge:

693 ont moins de 13 ans.
910 ont de 13 à 16 ans.
1149 ont de 16 à 18 ans.
842 ont plus de 18 ans.

Ils comptent en outre:

	VENUS REVENUS		
	pour la	au	ENSEMBLE
	1 ^{re} fois	Patronage	
Enfants confiés par l'administration pénitentiaire en vertu de l'article 66 du Code Pénal	»	5	5
Enfants confiés par les tribunaux en vertu de la loi du 22 juillet 1912	360	787	1.147
Enfants confiés par main-levée des juges d'instruction	209	67	276
Enfants confiés par leur famille	1.191	975	2.166
	1.760	1.834	3.594

(Rapport de l'Assemblée générale du 27 octobre 1927 du Patronage Rollet, 14^e annuaire, page 13).

— D'après la loi du 22 juillet 1912, art. 20, sur la liberté surveillée, le tribunal auquel sont déférés les enfants en état de minorité pénale peut prononcer provisoirement la mise en liberté surveillée sous la garde d'une personne ou d'une institution charitable qu'il désigne et dont il dirige l'action.

Le Président explique au mineur ainsi qu'à ses parents, gardien ou tuteur, le caractère et l'objet de la mesure proposée.

Le tribunal peut désigner en qualité de délégués un certain nombre de personnes de l'un ou de l'autre sexe chargées sous sa direction d'assurer et de contrôler la mise en liberté surveillée prononcée en vertu des articles 20 et 21 nouveau de la loi du 22 février 1921.

Ces délégués sont choisis, de préférence, parmi les membres des sociétés de patronage, des comités de défense des enfants traduits en justice, des institutions charitables agréées par le tribunal; ils peuvent être des particuliers choisis directement par lui. (art. 22).

En vertu de la loi du 19 mars 1917, les enfants en dépôt et les enfants en garde sont assimilés aux pupilles pour la gestion de leurs biens.

SECTION IV.

Les pupilles de l'Assistance.

Les pupilles de l'Assistance diffèrent des catégories précédentes d'enfants à deux points de vue.

1° Ils sont sous la tutelle de l'Assistance Publique au lieu d'être seulement sous sa protection;

2° Ils sont à la charge de l'Assistance Publique d'une façon permanente au lieu de l'être d'une façon temporaire seulement.

Les pupilles de l'Assistance sont :

A) Les enfants trouvés;

B) Les enfants abandonnés;

C) Les orphelins pauvres;

D) Les enfants moralement abandonnés,

de la loi du 24 juillet 1889 titres 1 et 2.

A) LES ENFANTS TROUVÉS. — Les enfants trouvés sont ceux qui, nés de père et mère inconnus, ont été trouvés dans un lieu quelconque ou portés dans un établissement dépositaire (art. 6). Actuellement ils forment l'exception. Ce qui caractérise ces enfants, c'est le fait d'être sans père ni mère connus. Par suite l'enfant porté à l'hospice

Pendant la période fixée, les délégués visitent les mineurs en liberté surveillée aussi souvent qu'il est nécessaire et fournissent des rapports sur leur conduite au Président du tribunal. En cas de mauvaise conduite ou de péril moral d'un mineur en liberté surveillée ainsi que dans les cas où des entraves systématiques sont apportées à la surveillance, le Président, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, peut, soit d'office, soit sur simple requête du délégué, ordonner de citer le mineur et les personnes chargées de sa garde à une prochaine audience pour qu'il soit statué à nouveau. (art. 23, loi du 22-2-1921).

Ce régime a l'avantage d'éviter au jeune délinquant le contact pernicieux de la maison de correction et, en même temps, elle lui fait comprendre que si la Société de Patronage ou le délégué sont mécontents de lui, il sera envoyé en correction. Si au contraire, l'enfant se conduit bien ; qu'il soit prouvé que sa famille soit dans de meilleures conditions morales pour l'élever qu'autrefois etc., le Patronage peut le confier à sa propre famille dont il avait été séparé, quitte à l'en retirer dès que l'intérêt de l'enfant paraît l'exiger.

A cet égard, la législation française est encore incomplète en ce qui concerne la protection de l'enfance et de l'adolescence.

Comparées avec l'Etranger:

En Espagne, quiconque est de fait, gardien d'un enfant, est responsable de sa mendicité et de son vagabondage. Des juntas locales, chargées de la surveillance des asiles doivent rechercher les enfants vagabonds et mendiants et les défendre contre l'exploitation.

Dans l'ancienne Russie, emprisonnement de 1 mois et amende de 100 roubles contre les parents qui poussent un enfant à l'immoralité ou dont la négligence est cause d'un délit commis par l'enfant.

En Allemagne, le tribunal de tutelle intervient dès que l'intérêt de l'enfant est compromis, moralement ou matériellement, par l'incurie du père. Le tribunal peut, dans l'intérêt de l'enfant, prendre toutes mesures aux dépens du père suspect. Le tribunal peut placer l'enfant ainsi compromis dans une famille honorable. La puissance paternelle est suspendue en droit par le tribunal, quand il constate qu'elle est suspendue en fait.

En Suisse, le nouveau code fédéral exige que les parents élèvent leurs enfants selon leurs moyens.

En Angleterre, n'importe quelle personne, du moment qu'elle prouve qu'elle agit honnêtement, peut intenter une action pour protéger un enfant ; les magistrats lui donnent un droit de garde sur l'enfant dont les parents sont reconnus indignes.

Aux Etats-Unis surtout, il y a une institution excellente: De nombreux fonctionnaires spéciaux uniquement chargés de veiller sur les enfants et qui ont le droit de pénétrer partout où ils savent qu'un enfant est maltraité, abandonné ou insuffisamment soigné.

dépositaire par une personne qui refuse de faire connaître son état civil est considéré comme trouvé (1).

Aux termes de l'article 58 du Code Civil, tout enfant trouvé au sens péjoratif du mot doit être remis à l'officier d'Etat civil qui dresse un procès-verbal, relatant les circonstances de temps et du lieu où l'enfant a été trouvé et, d'autre part, énonce l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui sont donnés, l'autorité civile à laquelle il sera remis. Ce procès-verbal est inscrit sur les registres.

Le Code Pénal, art. 346, punit d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 300 francs toute personne qui, ayant trouvé un enfant, hors l'exception prévue à l'art. 347, alinéa 2 du même Code, ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 58 du Code Civil.

B) ENFANTS ABANDONNÉS. — Sont dits enfants abandonnés, ceux qui, nés de père ou de mère connus, en sont délaissés sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants, art. 6, alinéa 2.

Modalité de l'abandon. — L'abandon s'opère administrativement après le plus souvent une enquête discrète, ou par le moyen du bureau ouvert institué dans un établissement désigné par le préfet. Le local affecté au bureau d'abandon est isolé, d'un accès facile et désert. Il est ouvert jour et nuit et a remplacé le système mécanique du « tour » en usage jusqu'à la loi du 27 juin 1904. La personne qui présente l'enfant, le remet avec toutes les garanties désirables à une personne préposée à cet effet.

L'admission a lieu sans témoin, ce qui respecte le secret des familles, sans formalité, sans production obligatoire du bulletin de naissance, sans enquête ultérieure.

Des mentions spéciales inscrites en caractères apparents sur les murs de la pièce, indiquent à la mère ou à son représentant qu'elle est libre de ne fournir aucun renseignement sur le nouveau né; qu'elle peut ne pas répondre aux questions qui dans l'intérêt seul de l'enfant lui sont posées.

Rôle de la préposée aux admissions. — Son rôle est double :

D'une part, elle doit faire ressortir au déposant les conséquences de l'abandon qui sont les suivantes :

La rupture du lien familial (2) et par suite l'impossibilité pour l'enfant d'exercer ses droits successoraux; l'impossibilité pour la mère, art. 22, de connaître le lieu de placement et d'obtenir des nouvelles de son enfant.

(1) Avis, Ministre de l'Intérieur, du 9 octobre 1906.

(2) L'article 36 § 3 de la loi du 27 juin 1904 dispose :

..... Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la production de l'acte de naissance d'un pupille, il pourra y être suppléé, si le Préfet estime qu'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat d'origine dressé par l'Inspecteur et visé par le Préfet.

L'instruction ministérielle du 15 juillet 1904 relate en substance: Le dernier paragraphe de l'article 36 est destiné à prévenir une divulgation indiscrete résultant d'actes de l'Etat-civil. Mis par l'Inspecteur au courant de quelque situation délicate, vous remplacerez l'acte dont la production serait requise et qui serait révélateur d'un secret, par un certificat d'origine que rédigerait l'Inspecteur et qui serait limité aux mentions dont la connaissance n'offrirait aucun inconvénient.

En fait, les orphelins exceptés, la plupart des pupilles ignorent le lieu de leur naissance et à cet égard, la diversité la plus complète règne dans les départements. Certains inspecteurs révèlent d'une manière large aux pupilles, à leur majorité, leur filiation. D'autres, par contre, faisant état de la moralité mauvaise des parents, de leur manque de ressources, etc..., se retranchent derrière le secret professionnel pour ne rien divulguer.

Quid de la recherche de la maternité naturelle ?

D'après l'article 341 du Code Civil, la recherche de la maternité naturelle est reconnue libre. Cette disposition s'applique aux pupilles de l'Assistance publique comme aux autres enfants. A ce sujet, il est opportun de rappeler que, suivant la jurisprudence, l'exercice de l'action n'appartient

En ce dernier point, cependant, il y a restriction, la mère sur sa demande peut être renseignée tous les trois mois sur l'existence ou la mort de « l'abandonné ».

D'autre part, la préposée aux admissions doit signaler que l'administration accorde des secours temporaires aux mères qui consentent à conserver et élever leurs enfants ; de plus, la préposée peut donner un secours immédiat de premier besoin.

Si tous ces arguments et moyens de persuasion pour éviter l'abandon demeurent sans effet, l'enfant est admis, il est immatriculé et reçoit quelquefois un collier qui permet de l'identifier.

A noter que l'admission à bureau ouvert n'est possible que si l'enfant paraît âgé de moins de 7 mois, art. 9.

La catégorie des enfants abandonnés comprend le nombre le plus important de pupilles. Elle se chiffre pour les Vosges à 388 au 1^{er} janvier 1928.

D'après l'art. 348 du Code Pénal, l'abandon d'un enfant de moins de 7 ans, fait par une personne à qui il avait été confié, est puni d'un emprisonnement de 6 semaines à 6 mois et d'une amende de 16 à 50 francs. Cette peine n'est toutefois applicable qu'autant que la personne s'était obligée à pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant.

L'admission à bureau ouvert à l'étranger. — L'admission à bureau ouvert est pratiquée en Basse-Autriche et en Bohême (où les états particuliers entretiennent à leur charge des établissements spéciaux pour recueillir les enfants abandonnés). En Belgique (où les tours ont été supprimés), en Italie où ils ne subsistent plus guère de tours. En Russie, dans les hospices spéciaux de Moscou et de Léninegrad. D'une façon générale, les municipalités qui ont la charge des enfants assistés jouissent d'un droit absolu d'initiative dans l'organisation du service. (Grouille, avocat, Montpellier, 1911, thèse sur le service des enfants assistés, page 137).

C) ORPHELINS PAUVRES. — Ce sont ceux qui, n'ayant ni père, ni mère, ni ascendants auxquels on puisse recourir n'ont aucun moyen d'existence, art. 6, alinéa 3. En fait,

qu'à l'enfant ; c'est un droit qui est attaché à sa personne. (Cassation, 3 avril 1872, D. 72, 1.175). — Paris, 3 août 1893, D. P. 97, 1-97. — Lyon, 4 janvier 1910, D. P. 1910, 2.257. — Solution critiquée par la doctrine.

L'enfant qui veut établir sa filiation à l'égard de celle qu'il prétend être sa mère doit prouver que cette femme est accouchée et son identité avec l'enfant dont elle est accouchée.

Tandis que pour la filiation légitime la loi admet comme moyens de preuve l'acte de naissance, la possession d'état et la preuve testimoniale, en ce qui concerne la filiation naturelle, la loi n'admet qu'un seul moyen de preuve, la preuve par témoins ; et cette preuve n'est recevable que quand il existe un commencement de preuve par écrit (art. 341 C. civil).

Un acte de naissance indiquant le nom de la mère sur la déclaration d'un tiers ne peut-être invoqué par l'enfant comme un titre prouvant entièrement sa filiation maternelle, même lorsque son identité n'est pas mise en doute. (Cassation, 3 avril 1872, D. 72, 1.113 ; Paris, 11 juin 1891, D. 92, 2.533).

Le seul parti que l'enfant naturel peut retirer de l'indication du nom de sa mère dans son acte de naissance, c'est qu'il peut l'invoquer comme commencement de preuve par écrit de l'accouchement rendant possible la preuve testimoniale ; Mais il ne serait pas un commencement de preuve par écrit de l'identité de l'enfant. (Cassation, 13 avril 1864, D. 64, 1.249).

Dans ce sens Baudry Lacantinerie.

Lorsque l'enfant ayant un commencement de preuve par écrit établissant l'accouchement de sa mère et son identité est admis à faire la preuve de sa filiation par témoins, il peut s'appuyer sur la possession d'état dont il jouit comme sur un élément puissant de conviction.

Dans la pratique, la recherche de la maternité naturelle chez les pupilles est en principe lettre morte

Cela tient comme je l'expose ci-dessus à l'ignorance dans laquelle sont les pupilles de leur état civil, la discrétion légale, observée par l'administration sur leur filiation, l'absence de tout intérêt moral et matériel de ceux-ci.

l'indigence est la condition de l'admission. Cette admission est prononcée après enquête et avec le consentement du tuteur, dûment habilité par le conseil de famille.

A signaler que le plus souvent dans les familles nécessiteuses, aucun conseil de famille n'est constitué, il n'y a pas de tuteur désigné, par suite l'admission d'orphelins à l'Assistance Publique intervient sans l'accomplissement de ces formalités (1).

Depuis la loi du 27 juillet 1917, créant l'office des Pupilles de la Nation, les orphelins de la guerre jouissent d'une situation privilégiée et dépendent d'un organisme constitué en établissement public autonome.

Cette différenciation conduit à deux réflexions :

Pourquoi deux services distincts pour une même catégorie d'enfants des « orphelins pauvres ».

Pourquoi un service semblant ériger une classe à côté d'une autre classe de déshérités de second plan.

Au point de vue théorique il y a évidemment une idée de reconnaissance nationale et non pas une pure idée de bienfaisance qui préside au régime des Pupilles de la Nation. C'est pourquoi d'ailleurs ce régime s'applique à des enfants qu'on ne considère pas comme pauvres. Mais ce concept peut-il justifier la catégorisation réalisée ?

La vérité, c'est que le législateur a subi, lors de l'élaboration de la loi, des influences politiques. Ce même législateur a oublié les principes qui sont à la base de notre droit public : principes inscrits au frontispice de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La catégorie des orphelins pupilles de l'Assistance Publique des Vosges révèle au 1^{er} janvier 1928 : 164 enfants.

D) ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS, de la loi du 24 juillet 1889, titres 1 et 2. — Ce sont ceux dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, ou dont les droits de puissance paternelle des parents, ont été délégués par jugement du tribunal statuant, dans le 2^e cas, en chambre du conseil, le service de l'Assistance Publique entendu ou dûment appelé, pour présenter ses observations.

Les enfants ainsi confiés à l'Administration représentent un fort contingent (350 au 1^{er} janvier 1928 dans les Vosges) et forment, en ce qui concerne les enfants de parents déchus 194 sur 350, l'élément le plus indiscipliné. Cette particularité tient à ce que ces enfants ont partagé l'existence de leurs parents, subi leur influence néfaste. Admis jeunes, ils deviennent de bons sujets; recrutés à un âge avancé, ils sont parfois difficiles et vicieux; certains même donnent maille à partir au service (2).

(1) L'Institution de la tutelle du Code Civil a été faite pour les enfants riches; discours de M. Steeg, le 7 avril 1905 dans une séance de la Chambre des députés.

(2) Voir chapitre 13: Moralité et éducation des pupilles.

CHAPITRE VI.

Régime des pupilles de l'Assistance publique

SECTION I.

De la naissance à 13 ans.

Jusqu'à l'âge de 13 ans, les pupilles de l'Assistance Publique sont placés en nourrice à la campagne, sauf lorsque l'état de santé exige qu'ils soient maintenus dans un établissement dépositaire (art. 20 et 21). Ce mode de placement est avantageux pour la santé de l'enfant et procure à celui-ci une famille d'adoption. Les frères et sœurs sont autant que possible placés dans la même famille, ou du moins dans la même commune (art. 21).

Les nourrissons sont rarement allaités au sein. La nourrice reçoit un salaire fixe, plus une prime de survie, qui est acquise quand l'enfant atteint l'âge de 15 mois. Cette prime est proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels la nourrice a gardé l'enfant. Après leur sevrage les enfants sont maintenus chez leur nourrice et à défaut placés chez des nourriciers.

Les nourriciers reçoivent une pension et tous les vêtements nécessaires jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 13 ans ou plus, si le conseil général en a décidé ainsi.

Les nourriciers qui ont gardé un pupille pendant 10 ans au moins, l'ont élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique⁽¹⁾ peuvent recevoir lorsque l'enfant

(1) Il n'y a pas dans la loi du 27 juin 1904 de dispositions expresses prescrivant, pour les pupilles de l'Assistance Publique, la fréquentation obligatoire de l'école publique, à l'exclusion de l'école privée. Seul l'article 23 de la loi prévoit une récompense spéciale pour le nourricier qui a élevé avec soin un pupille et l'a « envoyé régulièrement à l'école publique ».

La question a fait l'objet d'un débat à la Chambre des députés dans la séance du 23 janvier 1906 et, conformément aux directives approuvées à cette époque par le Parlement, la jurisprudence administrative s'est fixée dans le sens de l'envoi dans les écoles publiques. Il ne faut pas oublier que les instituteurs et les institutrices publiques peuvent être astreints à des comptes rendus réguliers de fréquentation scolaire et être soumis pendant leurs heures d'école à la visite de l'Inspecteur de l'Assistance publique, chose qui peut être difficilement imposée à des établissements privés. Au surplus, l'intérêt de l'enfant passant avant tout, lorsqu'un pupille est placé dans une famille dont les enfants fréquentent l'école privée, le père nourricier peut envoyer ce pupille à l'école où vont déjà ses propres enfants. (Réponse du Ministre de l'Hygiène à une question posée par M. Vallat, député, J. O. 26-2-1921).

Moins libérale est la circulaire de M. Justin Godard, Ministre de l'Hygiène, du 23 octobre 1924 qui relate en substance: « Une circulaire du 23 mai 1921 a précisé que le principe de l'envoi des pupilles de l'Assistance à l'école publique, doit demeurer intangible, mais qu'exceptionnellement on pouvait envisager la possibilité de certaines exceptions à cette règle.

Le gouvernement pense qu'aucune dérogation concernant la fréquentation obligatoire de l'école publique par les pupilles de l'Assistance ne saurait être admise.

Aussi, vous voudrez bien, d'urgence, retirer toutes les autorisations de non fréquentation des écoles publiques qui auraient pu être accordées. Il est naturel que les enfants confiés à l'Etat reçoivent dans les écoles publiques l'instruction et l'éducation ». R. E. B.: 1924-1925, page 99).

Enfin, il est utile de reproduire le texte d'une question posée le 7 décembre 1926 par M. Bergey, député, qui a demandé à M. le Ministre du Travail s'il avait des instructions spéciales qui interdisent aux familles auxquelles on confie des enfants de l'Assistance Publique de laisser ces derniers fréquenter :

a) l'Ecole libre,

b) des patronages catholiques et auquel il a été répondu :

La Circulaire du 23 octobre 1924 n'admet aucune dérogation à la fréquentation de l'école publique par les pupilles de l'Assistance publique, (Journal officiel du 12-1-1927).

a 13 ans une récompense dont la quotité est fixée par le conseil général, art. 23. Cette assemblée peut créer en outre, toutes autres récompenses qu'elle juge utiles, ainsi les nourriciers (et pupilles) du département des Vosges touchent une prime de 10 francs pour chaque certificat d'études obtenu par les enfants qui leur sont confiés.

Notons en passant que la quotité de cette prime instituée et fixée à 10 francs dans les Vosges en 1901, est actuellement dérisoire au point de vue économique.

Lorsque pour une cause physiologique ou pathologique, des soins spéciaux aux enfants sont nécessaires, une augmentation de pension est allouée aux gardiens par arrêté préfectoral, sur le rapport de l'Inspecteur du service.

De même, la pension des enfants après l'âge de 13 ans peut être maintenue pour faiblesse de constitution, mise en apprentissage, prolongation de scolarité, etc...

Les nourrices sont recrutées par le service après enquête administrative et avis des Maires, parfois des Médecins Inspecteurs. Pour les tout petits, les nourrices doivent produire, art. 7 et 8 de la loi du 23 novembre 1874, un certificat constatant qu'elles sont aptes à élever un enfant de moins de 2 ans et que leur dernier né a au moins 7 mois révolus, art. 24. Pour éviter toute contamination, un pupille n'est placé qu'après examen médical; les enfants suspects sont signalés aux médecins inspecteurs et aux nourrices. En ce qui concerne les hérédo-syphilitiques, l'administration autant que possible les place chez des personnes sans enfant et rappelle aux gardiennes les précautions qu'elles doivent prendre vis-à-vis d'eux(1).

Dans la plupart des départements, les nourrissons sont groupés dans des communes

En droit, les pupilles de l'Assistance publique doivent donc fréquenter l'école publique. En fait, devant des situations acquises, il en est différemment.

Dans les Vosges, aucune difficulté n'a jamais été soulevé à ce sujet et le Conseil Général quelle que soit l'école fréquentée par « l'assisté » ne fait aucune distinction entre les nourriciers pour l'attribution de la prime de certificat d'études primaires.

Quant à la circulaire du 23 octobre 1924, d'esprit étroit, il n'est pas négligeable d'en soulever le caractère tendancieux, qui reproduit plus ou moins parfaitement, les mœurs politiques d'un jour.

(1) Une des principales obligations que le contrat de placement engendre pour l'administration est celle de ne livrer aux nourrices que des enfants en bon état de santé et ne présentant aucun danger de contagion. Jugé en ce sens que le contrat que l'Assistance Publique passe avec la nourrice à laquelle elle confie des nouveau-nés lui impose comme condition tacite de vérifier l'état sanitaire de ces enfants. — Trib. Seine, 5 avril 1886, le Droit, 5 et 6 avril 1886).

L'Assistance Publique commet donc une faute dommageable en confiant à une nourrice saine un nourrisson contaminé, si, dès les premières visites, l'existence d'une syphilis congénitale, dont celui-ci était atteint, pouvait être constatée — (même jugement).

Cependant, le même tribunal a reconnu que l'administration de l'Assistance Publique, qui ignore le plus souvent l'origine des enfants dont elle accepte la garde, ne saurait encourir la même responsabilité que les parents quant aux conséquences de la contagion syphilitique communiquée à une nourrice par un nourrisson confié à ses soins. — (Trib. Seine, 21 janvier 1889, le Droit, 7 mars 1889).

Malgré cette atténuation, le tribunal n'a pas moins décidé, conformément au jugement précédent, que si les symptômes constatés suffisent par leur réunion sur un seul sujet, même en dehors de manifestations plus authentiques, pour faire craindre l'existence de la syphilis, le médecin de l'Assistance publique ne saurait, sous aucun prétexte, exposer une personne saine au danger même hypothétique d'une contagion, sans l'avoir préalablement avertie et mise en demeure d'accepter ou de refuser le risque à courir. S'il ne le fait pas, il commet une imprudence, et, au cas où la contagion se produit, l'Assistance publique doit être déclarée responsable du dommage causé par la faute de son agent. — (Même jugement). — V. dans le même sens: trib. Seine, 13 janvier 1874. — Paris, 29 janvier 1876. — Trib. Seine, 8 avril 1874, 10 mars 1876. Paris, 6 novembre 1876. — Tribunal Gannat, 30 août 1877. — Riom, 8 mai 1878, cités par le Droit, 7 mars 1889).

En ce qui concerne les enfants de famille, la nourrice contaminée par l'enfant qu'elle nourrit peut obtenir des dommages-intérêts du père ou de la mère de l'enfant, mais elle est tenue d'établir que le père ou la mère étaient l'un ou l'autre contaminés. Ainsi il a été jugé qu'aucune indemnité ne peut lui être due si une expertise pratiquée sur les père et mère de l'enfant n'a révélé sur aucun d'eux ni accident actuel de syphilis, ni vestiges d'accidents syphilitiques antérieurs.

(Paris, 27 novembre 1896. D. P. 97. 2. 365).

(N° 20. Nourrice: Répertoire pratique Dalloz, 1920).

où réside un médecin ou dans des communes limitrophes. En sorte, la surveillance médicale est renforcée et dans le cas de maladie d'un enfant, le praticien peut apporter des soins immédiats.

Avec cette modalité de placement il résulte d'autre part une économie, les frais de consultation étant moindres, spécialement dans un département comme les Vosges, où des agglomérations sont parfois distantes de 10, 15 kilomètres de la localité, siège de l'habitation d'un médecin et causent ainsi des frais considérables de visites (consultation 8 francs + 3 fr. 50 par kilomètre à l'aller, ce qui représente pour une distance de 15 kilomètres $8 + (3,5 \times 15 = 52,5)$ soit 60 francs 50.

D'une manière générale les groupements de nourrissons sont impossibles en raison des difficultés de recrutement des nourrices et besoin est d'envoyer les enfants là, où il y a des demandes. En fait, les nourrices dans les Vosges sont de braves femmes qui déjà d'un certain âge et besogneuses se créent une ressource en élevant des enfants. Elles sont méritantes. A constater que beaucoup de nourrices avec une pension moindre préfèrent élever des pupilles de l'Assistance Publique en raison de la certitude du paiement de la pension, l'absence de déboursé provoqué par la visite de parents qui, hébergés au domicile de la gardienne, lui occasionnent souvent des frais.

L'aisance généralisée dans les campagnes a tari l'industrie nourricière dans les régions même où cette industrie était la plus florissante, d'où la nécessité de rechercher des nourrices dans des milieux sociaux et chez des personnes où il n'était pas question de placer des enfants.

C'est ainsi qu'actuellement beaucoup de nouveau-nés sont placés dans des régions industrielles, dans des familles ouvrières, où, en définitive, au point de vue de l'installation matérielle comme des soins donnés, se traduit le plus souvent une notable amélioration du sort des enfants.

Les taux actuels de rémunération des nourrices et gardiennes en 1928 font l'objet du tableau n° 4.

Ces taux sont de beaucoup inférieurs à ceux en vigueur pour les enfants de particuliers et les excellentes nourrices comme cela se conçoit donnent leur préférence aux enfants de gens aisés pour lesquels elles reçoivent des rémunérations parfois doubles, sans compter les divers suppléments d'usage (savon, sucre, etc...)

Le placement normal des jeunes enfants assistés est le placement traditionnel au biberon. Ce placement s'il donne d'excellents résultats quand la surveillance médicale est suffisante et quand la nourrice est à hauteur de sa tâche est par contre, trop souvent, la cause d'une mortalité élevée chez des nourrissons particulièrement exposés à raison des conditions de leur vie intra utérine et aussi des tares physiologiques dont ils sont atteints.

Certains départements afin de réduire la mortalité infantile et pour parer aux difficultés de recrutement des nourrices ont essayé de réaliser l'élevage collectif en créant des pouponnières, nourriceries, instituts de puériculture. Les modalités de fonctionnement de ces organismes se différencient soit, que le département seul les aient créés et les entretiennent, soit qu'au contraire il ait appelé à une active collaboration des œuvres privées, ou municipales déjà existantes.

Au sujet de ces institutions, il serait prématuré de conclure à leur généralisation ou à leur suppression, les résultats acquis tenant à des circonstances exceptionnelles les plus diverses. D'autre part ce qui convient à un département peut ne pas s'adapter à un autre dont la situation économique diffère et il est opportun de laisser aux assemblées

départementales une appréciable latitude, une certaine initiative dans les moyens à réaliser en vue de l'élevage et de l'éducation des enfants assistés dans les meilleures conditions locales possibles.

Enfants de 2 à 7 ans. — Dans beaucoup de départements le placement des enfants de 2 à 7 ans est difficile, cela tient dans la plupart des cas à l'insuffisance de la pension payée par l'administration. Ajouter aussi qu'à cet âge, les enfants exigent une surveillance constante. Pour les pupilles ayant dépassé l'âge de 7 ans les demandes sont nombreuses; c'est qu'alors les enfants sont susceptibles de rendre de petits services, font les commissions, gardent ou conduisent des bêtes à la pâture, tiennent compagnie à des personnes âgées ou seules, etc...)

Il me paraît utile de relater ici à titre historique comment en l'an III sous le Directoire, avec beaucoup de dignité et en employant la grandiloquence si usitée à cette époque, la commune de Jussarupt (Vosges) mit en nourrice un enfant trouvé.

Mise en nourrice, par adjudication, au moins offrant, d'un enfant trouvé.

Jussarupt, ce 19 nivôse, an III de la République.

Les officiers municipaux de Jussarupt aux citoyens administrateurs du district de Bruyères,

Citoyens,

En exécution de votre arrêté du 9 courant relatif à l'enfant naturel de la Nation trouvé sur notre territoire, pour lequel vous vous chargez de lui chercher une nourrice dans le moment et pourvoir à tous ses besoins; en conséquence, au reçu de votre dit arrêté nous avons sur-le-champ fait annoncer à son de caisse par toute la commune, de même que dans la commune voisine que le premier décadi de nivôse, au domicile du maire de Jussarupt, les officiers municipaux procéderont à l'adjudication au rabais du dit enfant immédiatement après l'assemblée décadaire. La dite adjudication n'ayant pas eu tout le succès que nous espérions, nous l'avons fait de nouveau annoncer ainsi qu'il est dit plus haut, avec injonction à ceux qui en auraient envie qu'elle s'adjugerait à sept heures de relevée; après quelques mises faites, il a été adjugé à un habitant de la commune de Jussarupt pour vingt-neuf livres dix sols par mois, sous les conditions de le tenir provisoirement, l'espace d'un an, et lui fournir tout ce dont il aura besoin pendant le dit temps, tant en aliments qu'en linge et habillements nécessaires, moyennant qu'il sera payé à l'expiration de chaque trimestre, ainsi qu'il est inséré au procès-verbal d'adjudication, à dater du dix nivôse présent mois. En vertu de tout ce que ci-dessus énoncé, nous vous prions, citoyens, de nous faire passer, chaque trimestre, les fonds nécessaires à l'acquittement d'une dette aussi sacrée que nécessaire.

« Salut et fraternité ».

Suivent les signatures des officiers municipaux, notable et agent national.

(Arch. dép. des Vosges, L. District de Bruyères).

SECTION II.

Fréquentation scolaire.

Les nourriciers, art. 25 de la loi du 27 juin 1904, sont tenus à l'égard des pupilles aux obligations auxquelles sont assujettis les parents par la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire. La fréquentation scolaire est en général satisfaisante mais

les résultats le sont moins. Le contrôle de la fréquentation s'effectue à l'aide de relevés de présence transmis à l'Inspecteur départemental par les Instituteurs et par la visite inopinée des fonctionnaires de l'Assistance Publique aux lieux de placement des pupilles et aux écoles.

Des sanctions sont prises contre les nourriciers contrevenant aux obligations scolaires : retrait du pupille ; réduction ou suppression de pension. En fait, les pupilles de l'Assistance Publique sont, dans une commune, au nombre des enfants qui suivent le plus assidûment l'école, surtout aux époques des moissons, de la fenaison, de l'arrachage des pommes de terre, etc. Cependant, chaque année, peu nombreux sont les enfants reçus à l'examen du Certificat d'Etudes primaires. C'est ainsi que dans les Vosges depuis 1901 sur un nombre annuel moyen de 35 à 40 pupilles susceptibles d'être présentés au certificat d'études primaires il n'a été reçu que 211 enfants, ce qui donne une moyenne annuelle de 7-8 (voir tableau I). Cette situation tient au caractère plus instable des pupilles, au développement plus lent de leur intelligence, aux tares intellectuelles dont certains sont affligés et surtout à l'insuffisance de stimulation des gardiens pour le développement de l'instruction des enfants.

Les gardiens, accaparés dès le point du jour par les travaux des champs, peu habitués aux veillées qui nécessitent une dépense d'éclairage, négligent par suite et peut-on toujours leur en faire grief, de surveiller comme il conviendrait la scolarité des enfants. D'un autre côté, les pupilles employés fréquemment dès leur 8^e année, en dehors de l'école, à des travaux domestiques, ne disposant pas toujours de la tranquillité indispensable, non suffisamment contraints à étudier leurs leçons, faire leurs devoirs, arrivent ainsi à n'acquérir que des connaissances très limitées.

Les Instituteurs et Institutrices font preuve partout envers les pupilles de l'Assistance Publique d'une grande sollicitude et sont dans la plupart des communes les auxiliaires attentionnés des fonctionnaires de l'Inspection. Sans rôle officiel spécialement défini par la législation sur l'enfance abandonnée, ils s'intéressent avec beaucoup de cœur aux enfants, soulignent leurs aptitudes, surveillent leur tenue et bien être.

SECTION III.

Enfants de plus de 13 ans.

Lorsque le pupille atteint 13 ans, il est mis en apprentissage de préférence dans les professions agricoles ; il est pourvu d'un trousseau ; un contrat écrit, dispensé du timbre, art. 54, détermine les conditions du placement. A moins que l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose, le pupille est maintenu chez le nourricier. Une portion du salaire est placée à la Caisse d'Epargne ou en rentes sur l'Etat. L'avoir des pupilles de plus de 13 ans dans les Vosges est passé de 8.324 francs en 1892 pour un effectif de 736 enfants, à 929.097 francs en 1927 pour un effectif de 986 pupilles.

Lorsqu'un nourricier ne peut garder un enfant de 13 ans, ce dernier est, autant que possible, placé dans le voisinage ; souvent d'ailleurs le nouveau patron est de la même localité ; le pupille manifeste le désir d'aller chez telle ou telle personne de sa connaissance et l'administration accède à son désir.

Les placements sont en principe ruraux comme le prescrit l'article 26. Ils se font avec une grande facilité de nos jours où la main d'œuvre agricole fait défaut et les pupilles sont particulièrement recherchés à cause de leur stabilité, leur bonne conduite et leurs aptitudes aux travaux de la campagne. Les salaires donnés varient d'un

département à l'autre; ils s'échelonnent dans les Vosges de 550 francs à 13 ans, à 2.500 et 2.800 francs à 20 ans avec nourriture, logement, blanchissage à la charge de l'employeur.

Depuis l'application des lois des 15 décembre 1922 et 2 août 1923, étendant aux ouvriers agricoles et aux gens de maison le bénéfice des dispositions de la loi du 9 avril 1898, l'administration impose aux patrons l'obligation d'assurer les pupilles contre les accidents du travail afin de les prémunir de l'insolvabilité des employeurs.

SECTION IV.

Placements exceptionnels.

A côté des placements ruraux il y a un certain nombre de placements urbains. Ceux-ci, pour les garçons, sont généralement réservés aux pupilles de santé délicate ou atteints d'infirmités les rendant impropres aux travaux de la campagne, ou encore à ceux qui désirent obtenir un métier.

Les placements corporatifs quoique recherchés par le service sont peu nombreux et difficiles à obtenir parce que la plupart des patrons n'acceptent pas de loger et entretenir chez eux les pupilles susceptibles de leur être confiés.

Si pour les garçons les placements urbains ou industriels représentent, somme toute, l'exception, il n'en est pas de même pour les filles dont les placements comme domestiques en maison bourgeoise sont nombreux.

Etant donnés les gages plus élevés accordés dans les villes aux bonnes, il convient d'y placer largement les pupilles. Cette pratique ne va pas toutefois sans inconvénient en raison des tentations auxquelles les jeunes filles, à la ville, sont en but et aux fréquentations qui modifient leur esprit et conduite; aussi, en fait, nombre d'Inspecteurs ont pris pour principe de ne placer qu'à titre exceptionnel des jeunes filles dans les communes populeuses ou industrielles.

SECTION V.

Placement des pupilles difficiles et vicieux.

Ont été réglementés par la loi du 28 juin 1904 qui a prévu le cas des pupilles non susceptibles d'être pourvus d'un placement familial en raison de leur indiscipline; mauvais caractère (art. 1) ou d'actes immoraux ou cruels dont ils étaient coutumiers (art. 2).

Il fallait pour ceux-là prendre des mesures de redressement et d'isolement tant pour essayer d'assurer leur reclassement que pour les éloigner des autres pupilles à l'égard desquels ils auraient été du plus fâcheux exemple.

Telle a bien été la pensée de l'instruction ministérielle du 20 juillet 1904 où il y est relaté: « Quelques uns de ces enfants ont apporté en venant au monde des tares héréditaires. La plupart ont, jusqu'au moment où le service public les a recueillis, vécu dans un milieu vicié. Neutraliser ces influences funestes, guérir ces enfants, leur rendre une moralité qui puisse servir de base à une éducation normale, qui permette de les placer dans une famille, qui les mette à même de gagner honorablement leur vie, tel est le but à atteindre ».

A) Pupilles difficiles.

Ce sont ceux qui, en raison de leur paresse, de leur indiscipline ou de leur instabilité, se font renvoyer par les nourriciers et les patrons et que l'on ne sait où caser et comment réformer, mais qui paraissent susceptibles d'amendement par une éducation spéciale qui ne peut être obtenue que dans des établissements appropriés où le recrutement et la formation du personnel, l'organisation du travail, l'agencement des locaux, tous les détails du régime sont combinés en vue d'une même action.

Par pupilles difficiles on entend également ceux à la compagnie habituelle desquels il serait dangereux d'exposer des camarades, parce que, sans être pervers à fond, ils portent une trop forte empreinte des milieux d'où ils ont été tirés.

ÉCOLES PROFESSIONNELLES AGRICOLES OU INDUSTRIELLES

Ces écoles sont des établissements départementaux ou privés destinés à recevoir les enfants difficiles. En ce qui concerne les établissements privés, la loi édicte des garanties. Elle décide qu'ils ne pourront recevoir des pupilles qu'en vertu d'une autorisation ministérielle (art. 3) et après approbation de leurs statuts, règlements et locaux.

Chaque année, le Ministre de l'Intérieur arrête la liste des établissements privés autorisés à recevoir et à élever les pupilles de l'Assistance Publique (art. 1).

Pour le redressement moral, les enfants sont répartis en groupes de dix au plus, placés sous la surveillance d'un maître pris dans le corps enseignant. Des sélections sont opérées en tenant compte de l'âge des enfants et de leur caractère.

L'éducation est à la fois générale et professionnelle. L'effectif de chaque établissement ne peut pas dépasser 50 élèves. Alors même que l'établissement comprend des quartiers différents et complètement séparés, il ne peut recevoir des mineurs de sexes différents.

C'est le Préfet, sur le rapport de l'Inspecteur départemental, qui prescrit le placement des pupilles dans les écoles professionnelles. Pour tout pupille objet d'une mesure de cette espèce, il est constitué d'après un décret du 4 novembre 1909 (art. 10) un dossier complémentaire comportant :

1° Une notice individuelle contenant tous les renseignements recueillis sur le passé de l'enfant, sur le milieu dans lequel il a vécu antérieurement à son admission dans le service, sur son état de santé au moment où il a été recueilli;

2° La liste des différents placements dont il a été l'objet depuis son admission, avec indication de leur durée et de leur efficacité morale;

3° L'exposé des faits de nature à justifier le classement du pupille dans la catégorie des enfants difficiles;

4° Une note indiquant les aptitudes professionnelles de l'enfant, en tenant compte au besoin des préférences exprimées par l'enfant;

5° Un certificat médical constatant l'état physique et mental de l'enfant.

Une copie du dossier est fournie au directeur de l'établissement où le pupille est placé. Pendant une période d'un mois au moins et trois mois au plus l'enfant est mis en observation et à l'expiration de ce délai, le directeur de l'école et le médecin adressent séparément un rapport au Préfet, tuteur, sur les résultats de l'observation.

Le Préfet décide alors soit le retrait de l'enfant en vue de son placement familial, soit son maintien définitif ou provisoire pendant l'accomplissement des formalités prévues par l'article 2 sur le placement correctionnel, soit enfin son placement dans un établissement médical.

Lorsque le maintien définitif dans l'établissement d'un pupille de l'Assistance Publique a été prononcé, le Préfet, tuteur, ne peut retirer l'enfant qu'après avis du conseil de famille. Les écoles professionnelles doivent être visitées trimestriellement et sont sous la surveillance du Préfet ou de l'Inspecteur du département où elles sont situées.

Les châtimens corporels y sont interdits et l'isolement de jour et de nuit ne peut être prononcé contre un élève, sauf exceptions dûment motivées, autorisées et notifiées au Préfet, pour plus de 48 heures au cours d'un même mois.

B) Pupilles vicieux.

Ce sont ceux qui par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donnent des sujets de mécontentement très graves et sont confiés à l'administration pénitentiaire sur rapport de l'Inspecteur de l'Assistance Publique et demande du Préfet par jugement du tribunal civil statuant en chambre du conseil.

L'administration se résout péniblement à l'envoi en correction et ne prend une semblable décision qu'à l'égard des pupilles pervertis et foncièrement rebelles et dont c'est un devoir d'épargner le contact des autres enfants.

Antérieurement à la loi du 28 juin 1904, l'administration n'avait d'autres moyens de correction sur les pupilles vicieux ou irréductibles, que de demander l'application à leur égard des art. 375 à 382 et 468 du Code Civil.

Le régime qui remplace pour les pupilles l'exercice du droit de correction paternelle est tout différent de celui de droit commun, en ce qu'il supprime l'autorisation du conseil de famille, pour la remise de l'enfant à l'administration pénitentiaire et, en ce que ce n'est pas le Président seul qui statue sur la demande, mais le Tribunal. Enfin, et c'est là l'innovation la plus importante, le placement correctionnel au lieu d'être limité à un temps très court, n'a pas de durée fixe; il peut cesser sur la proposition de l'Inspecteur de l'Assistance Publique et la décision du Préfet ou se prolonger jusqu'à la majorité de l'enfant.

Lorsqu'un pupille est confié à l'administration pénitentiaire, celle-ci le met en observation, puis, d'après les résultats de cette observation, le classe, soit dans une des colonies ou maisons pénitentiaires créées par la loi du 5 août 1850, soit dans une colonie correctionnelle.

C) Autres placements spéciaux.

Les pupilles de l'Assistance, soit à raison de leur santé, de leurs aptitudes, soit même à raison de leur situation de fortune, peuvent être l'objet de placements particuliers.

Certains sont placés dans des établissements hospitaliers, dans des sanatoria, préventoria, maisons de rééducation. D'autres, peu nombreux, sont dans des écoles supérieures, professionnelles, etc...

CHAPITRE VII

La réorganisation de la tutelle des enfants assistés.

La loi nouvelle a enlevé la tutelle de l'Assistance Publique aux commissions administratives des hospices qui s'en étaient trop désintéressées, pour la confier au Préfet qui l'exerce par lui-même ou par son délégué: l'Inspecteur départemental.

Dans le département de la Seine, cette tutelle est exercée par le Directeur de l'Assistance Publique de Paris (art. 11).

Le tuteur est assisté d'un conseil de famille formé par une commission de 7 membres élus par le conseil général et renouvelé tous les 4 ans (art. 12).

Le tuteur ou son délégué assiste aux séances du conseil; il est entendu quand il le demande.

Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont celles que détermine le Code Civil. Cependant de nombreuses différences existent entre la tutelle de l'Assistance Publique et celle de droit commun. C'est ainsi que :

1° En droit civil, il existe trois sortes de tutelles (légitimé, dative et testamentaire); pour les enfants assistés il n'existe qu'une seule tutelle, laquelle est confiée au Préfet (art. 11) qui en a la charge obligatoire, contrairement aux dispositions des articles 427 du Code civil qui l'en dispense et 435 qui excusent les personnes déjà chargées de deux tutelles.

2° La tutelle ordinaire appartient exclusivement au tuteur qui doit en personne accomplir et représenter le mineur dans tous les actes de la vie juridique. Dans la tutelle des enfants assistés, au contraire, le Préfet peut déléguer, même partiellement, par décision expresse, ses pouvoirs à l'Inspecteur départemental; mais toutefois à lui seul. A ce sujet, une question peut se poser, l'Inspecteur délégué peut-il déléguer à son tour le sous-inspecteur ? Oui ! s'il s'agit d'une affaire bien déterminée, mais il ne peut donner de mandat général. La délégation de l'Inspecteur départemental est déjà une exception et il y a lieu d'adopter l'interprétation restrictive. Le tuteur demeure d'ailleurs toujours responsable de son fondé de pouvoirs (art. 1994, Code civil).

3° Le principe de l'unité de la tutelle s'applique d'une manière plus absolue en ce qui concerne les enfants assistés pour lesquels il n'y a jamais de protuteur ni de subrogé tuteur.

4° Les biens du tuteur échappent à l'hypothèque légale instituée par l'article 2121 du Code civil, cela tient à ce que la manipulation des deniers pupillaires est confiée au Trésorier payeur général du département et, pour la Seine, au Receveur de l'assistance publique de Paris (art. 15). Le cautionnement de ces comptables sert de garantie aux pupilles aux lieu et place de l'hypothèque légale sur les immeubles du tuteur (art. 14). Ces textes ont été confirmés par les lois du 18 décembre 1906 et 5 avril 1910.

5° D'après les articles 454 et 455 du Code Civil, le tuteur doit faire fixer par le conseil de famille la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur ainsi que celle résultant de l'administration de ses biens. Enfin le tuteur doit faire également déterminer la somme à laquelle commencera l'emploi de l'excédent des revenus sur la dépense. Ces obligations ne s'appliquent pas en l'occurrence.

6° Au sujet de la constitution du conseil de famille, celui des enfants assistés est de 7 membres élus par le Conseil général, contrairement au conseil de droit commun, qui peut s'élever à plus de 7 membres. (Loi du 20 mars 1917, art. 408 du Code civil).

Au point de vue du fonctionnement, le premier est permanent, siège à la préfecture, le quorum pour délibérer est de 6 membres; son président est élu, n'a pas voix prépondérante. Rien de pareil pour le conseil de famille ordinaire qui se réunit accidentellement à la Justice de paix, est toujours sous la présidence du Juge de paix, lequel à voix prépondérante (art. 416 du Code civil) et n'exige qu'un quorum de 5 membres.

7° Suivant le droit commun, les trois quarts des membres doivent être présents pour que le conseil de famille puisse prendre une décision, mais chacun d'eux peut se faire

représenter par un mandataire (art. 412). Pas de représentation pour les élus départementaux. En sens contraire une décision du Ministre de l'Intérieur du 10 septembre 1904, citée par Alcindor. *Les Enfants Assistés*, page 115.

8° D'après l'art. 469 du Code Civil, tout tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit. Le compte de gestion est rendu toutes les fois que le tuteur est remplacé; cette disposition ne s'applique pas à la tutelle des pupilles de l'Assistance Publique. D'une part, en raison de la permanence et de la pérennité, sinon du fonctionnaire, mais de la fonction préfectorale investie du pouvoir tutélaire; en second lieu, la tutelle des pupilles de l'Assistance Publique est organisée en service public, gérée d'après des règles fixées par les lois et règlements. Elle constitue une administration permanente, surveillée et contrôlée par les pouvoirs hiérarchiques et par le juge des comptes. Dès lors, cette tutelle qui fonctionne indépendamment de la personnalité propre du tuteur ne saurait être soumise à l'obligation de rendre compte imposée par le Code Civil à chaque mutation de tuteur.

9° D'après le droit commun, le tuteur rend ses comptes au pupille devenu majeur, soit à l'amiable par acte sous-seing privé ou devant un notaire, soit en cas de contestation devant le tribunal du lieu de la tutelle (art. 473 du C. Civ.).

La loi du 27 juin 1904 et le règlement d'administration publique du 19 mai 1909 contiennent sur la matière des dispositions spéciales. L'art. 16, paragraphe 2, dispose que les comptes de tutelle sont approuvés par le conseil de famille et rendus sans frais. D'autre part, l'art. 15, paragraphe 6, et l'art. 16, paragraphe 2, prévoient l'intervention du conseil de famille au moment de l'approbation du compte de tutelle à l'effet de décider, en premier lieu, s'il convient d'accorder au mineur une remise sur les dépenses d'entretien au cas où il jouirait d'un patrimoine personnel soumis à l'usufruit légal du département et, en second lieu, si une partie du pécule du pupille ne dépassant pas le 1/5 sera versée à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse en vue de lui constituer une pension de retraite à un âge déterminé. Enfin, l'art. 20 du décret du 19 mai 1909 fixe à deux mois avant l'expiration de la tutelle la date à laquelle le compte de tutelle doit être notifié au pupille.

L'acte de notification signale au mineur qu'il a un délai de 15 jours pour faire connaître s'il approuve ou entend contester le dit compte.

A l'expiration du délai de quinzaine imparti et avant la majorité de l'ayant-compte, le Préfet convoque le conseil de famille et lui soumet, d'une part, le compte du pupille accompagné des pièces justificatives telles qu'elles résultent des écritures de la Préfecture et de celles de la Trésorerie et, d'autre part, s'il y a lieu, la réponse présentée par le mineur à la suite de la notification qui lui a été faite.

Sur le vu de ces pièces, le conseil de famille statue sur le compte, et en outre, le cas échéant, sur la remise des frais d'entretien et sur la constitution de la pension de retraite.

Si le pupille conteste la teneur et les résultats du compte qui a été soumis à son approbation, les titres, deniers et les valeurs composant son avoir restent entre les mains du comptable jusqu'à ce qu'il ait été statué par le juge conformément à l'art. 473 du Code Civil. Dans ce cas, la restitution s'effectue entre les mains du pupille devenu majeur sur le vu d'une expédition du jugement intervenu.

10° Le délai accordé au tuteur pour faire emploi des capitaux qui est de trois mois, en vertu de la loi du 27 juin 1880, a été fixé à 15 jours pour les enfants assistés, par l'art. 6 du décret du 19 mai 1909.

SECTION I.

Règles spéciales de la puissance paternelle.

A la différence du droit commun qui assigne au tuteur les fonctions relatives à la personne et aux biens du mineur, la puissance paternelle concernant la personne et les biens du pupille appartient tantôt à la personne morale (département), tantôt au Préfet ou à son délégué. Ainsi l'obligation d'entretien (art. 46 et 55) et le droit de jouissance légale (art. 46) échoient au département, tandis que le droit de garde, le droit de correction, appartiennent au Préfet.

Le département ou ses représentants ont toute latitude pour décider de l'éducation qui sera donnée au pupille tandis que :

1° Dans l'exercice ordinaire de la tutelle (art. 454 du C. Civ.), le conseil de famille peut influencer indirectement sur l'éducation du mineur en fixant la portion du revenu de l'enfant qui pourra être affectée à ses dépenses d'instruction et en cas de conflit entre le tuteur et la famille, les tribunaux judiciaires ont le droit d'intervenir et d'exercer leur pouvoir de contrôle;

2° Dans le droit de jouissance légale de l'art. 384 du C. Civ., l'art. 385 du même code impose l'éducation des enfants selon leur fortune.

Rien de pareil en ce qui concerne les enfants assistés.

Renonciation à la jouissance légale.

Contrairement au droit reconnu aux père et mère de renoncer dans l'intérêt de l'enfant à l'exercice de leur droit de jouissance, les départements sont tenus de l'exercer dans tous les cas à titre d'indemnité de frais d'entretien (art. 46 de la loi du 27 juin 1904 et 3 de l'Instruction ministérielle du 10 juin 1909).

Toutefois, le préfet peut, sur l'avis du conseil de famille à l'expiration de la tutelle, mais pas avant cette date, faire toute remise qu'il jugera opportune. Dans ce cas le département doit verser à l'ex-pupille le montant de la remise accordée. Cette remise n'est d'ailleurs parfois qu'une restitution, par exemple pour l'orphelin admis après treize ans d'âge, et qui, possesseur de biens dont les revenus sont encaissés jusqu'à sa dix-huitième année, art. 384 du C. Civ. par le département, n'a presque rien coûté au service. Une remise accordée dans ce cas est équitable.

Droit de garde. — Le Préfet tuteur ou son délégué a la garde du mineur (art. 374); c'est chez lui que le mineur est domicilié (art. 108). Le droit de garde, corollaire indispensable du devoir d'entretien et d'éducation comporte la faculté de fixer la résidence dans le lieu de placement assigné; la surveillance des relations de l'enfant, la suppression de ses correspondances (Aubry et Raux, f. 550) le droit de faire réintégrer l'enfant lorsqu'il s'est évadé. Sur ce dernier point l'intervention de la force publique peut être requise directement par le Préfet en vertu de l'art. 10 du code d'instruction criminelle et sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire. D'autre part, fréquemment, l'administration a à sa disposition le jugement ou l'ordonnance qui a statué sur la garde du mineur et peut demander l'application de l'art. 357 du Code Pénal: loi du 6 décembre 1901.

Droit de correction. — Le droit de correction est le complément nécessaire du devoir d'éducation, il consiste (art. 375 du C. Civ.) en une mesure d'internement prise à l'égard d'un enfant qui donne des sujets de mécontentement très graves.

En droit civil, le droit de correction peut être exercé de deux façons : par voie d'autorité ou par voie de réquisition.

Le droit de correction est exercé par voie d'autorité lorsque le président du tribunal est obligé de délivrer au père, sur sa demande, l'ordre d'incarcération, faut-il toutefois que l'enfant ait moins de seize ans, (art. 376).

Le droit de correction est exercé par voie de réquisition lorsque le président du tribunal, après avoir conféré avec le procureur de la république et avoir entendu les explications de l'enfant, accorde ou refuse l'ordre d'incarcération qui lui est demandé.

Dans le 1^{er} cas, la durée de l'emprisonnement ne peut excéder 1 mois, dans le second cas elle ne peut dépasser 6 mois.

Contre un enfant de plus de seize ans le droit de correction ne peut s'exercer que par voie de réquisition. En outre, même à l'égard d'un enfant âgé de moins de seize ans, ce mode d'exercice est obligatoire.

1° Lorsque le père est remarié (art. 380);

2° Lorsque l'enfant a des biens personnels;

3° Lorsque l'enfant a un état (art. 382);

4° Lorsque la mère exerce la puissance paternelle, faut-il d'autre part qu'elle obtienne le concours des deux plus proches parents paternels (art. 381) (1).

Pour les pupilles de l'Assistance Publique existe un droit de réquisition spécial qui se rapproche de celui prévu par la loi du 11 avril 1908 concernant les mineurs qui se livrent à la prostitution et déroge à plusieurs points de vue aux règles du Code Civil.

1° Le droit de correction ne s'exerce jamais par voie d'autorité.

2° C'est le tribunal civil qui décide et non le Président.

3° Pour l'application du droit de correction du Code Civil, il suffit que l'enfant ait donné des sujets de mécontentement très graves. Dans l'intérêt des pupilles, la loi du 28 juin 1904 (art. 2) restreint le droit de correction aux enfants qui ont accompli des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté.

4° La durée de la détention est indéfinie.

5° L'article 498 du Code Civil sur l'autorisation du conseil de famille ne s'applique pas.

SECTION II.

Causes d'ouverture de la tutelle.

La tutelle s'ouvre de deux manières : par l'abandon matériel et par décision judiciaire.

L'abandon matériel résulte soit de la volonté des parents qui ont voulu se décharger de l'entretien de leurs enfants (enfants trouvés et abandonnés), soit de décès qui ont privé l'enfant de sa famille (orphelins).

Le fait seul de l'abandon donne lieu à la tutelle par voie administrative. La décision rendue est définitive et sans appel. A l'égard des particuliers qui recueillent un enfant, la procédure de l'art. 49 de la loi du 24 juillet 1889 est nécessaire.

Décision judiciaire. — La tutelle résulte d'un jugement du tribunal attribuant ou déléguant à l'Assistance Publique tout ou partie des droits de la puissance paternelle sur un enfant, soit par suite de déchéance, soit par suite de dessaisissement volontaire des parents, en conformité des titres 1 et 2 de la loi du 24 juillet 1889.

Ces dispositions sont d'ordre public et s'appliquent aux étrangers comme aux indigènes. Le jugement qui intervient peut condamner les parents au paiement d'une

(1) Si la mère est remariée, le droit de correction lui est enlevé tout à fait.

pension alimentaire (art. 203 du C. Civ.) ou décider qu'en raison de l'indigence des parents, il ne leur sera réclamé aucune pension.

En fait, ce n'est qu'exceptionnellement que des décisions judiciaires font état des obligations de l'art. 203 du C. Civ. C'est qu'en effet la clientèle des parents déchus est le plus souvent privée de ressources; elle est composée de gens s'adonnant à la boisson ou de mauvaises vie et mœurs, n'exerçant pas de profession bien définie et attachés nulle part. Contre ces gens, il est difficile de recouvrer quelque argent; tout au plus peut-on faire jouer répressivement, la loi du 7 février 1924 sur l'abandon de famille.

A noter toutefois que depuis la guerre de 1914-1918 les services d'assistance ont récupéré sur des bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, les majorations de pension que ceux-ci déchus ou qui s'étaient dessaisis de leurs droits de puissance paternelle, percevaient ou étaient susceptibles de percevoir, du chef de leurs enfants (1).

Cette procédure a été réglementée par la loi du 13 juillet 1923, complétant l'art. 71 de la loi du 31 mars 1919.

SECTION III.

Situation juridique des enfants en dépôt et des enfants en garde.

L'administration n'a sur ces enfants, ni la *tutelle* ni l'exercice des droits de *puissance paternelle*.

SECTION IV.

Des particularités de la tutelle des enfants des pupilles.

Les pupilles de l'Assistance Publique sont jusqu'à leur majorité sous la tutelle du Préfet, assisté d'un conseil de famille départemental. Lorsqu'une pupille devient mère, l'enfant est généralement immatriculé dans le service au titre « dépôt ». Dès lors, conformément au droit commun, la mère (art. 389 du Code civil) est tutrice naturelle et légale de son enfant. De plus, relativement à celui-ci, il n'existe pas de conseil de famille, c'est le tribunal du lieu du domicile de la tutelle ou de la résidence de l'enfant, qui remplit les fonctions dévolues au conseil de famille. Il y a là deux situations juridiques qui s'affrontent et desquelles il appert « Jure et facto » qu'une personne a sur une autre, l'exercice et la jouissance de droits qu'elle ne possède pas pour elle-même. A noter que cette particularité n'est pas spéciale aux pupilles et s'applique aux filles de famille, même aux garçons qui, mineurs, ont reconnu un enfant.

SECTION V.

Causes d'extinction de la tutelle des enfants assistés.

Les causes qui mettent fin à la tutelle administrative sont :

- 1° La majorité;
- 2° L'émancipation;
- 3° La mort du pupille;
- 4° L'adoption;
- 5° La remise de l'enfant à sa famille.

(1) A ce titre, dans les Vosges, 31.033 fr. 95 ont été récupérés sur la somme de 103.221 fr. 85 encaissée en application de la loi du 31 3-19, par le service de l'Assistance Publique au 1^{er} mai 1928 dont: 64.994 fr. 35 au profit du département.

38.227 fr. 45 au profit de pupilles.

1° *La majorité*, que la loi a fixée à l'âge de 21 ans accomplis (art. 488 du C. Civ.). A cet âge, le pupille n'a plus de protection. Le législateur a présumé qu'il peut se diriger seul dans la vie et gérer lui-même sa fortune.

Il est cependant certains effets de la puissance paternelle qui se prolongent au delà de la majorité. Ainsi pour le mariage, l'enfant doit justifier du consentement de ses père et mère jusqu'à 25 ans.

Quid pour les pupilles ? Il est passé outre à ce consentement pour les majeurs, sur production soit du jugement qui a déchu les parents de leurs droits de puissance paternelle, soit du jugement déclarant l'absence, soit enfin sur la déclaration et serment des intéressés, qu'ils ignorent l'existence ou le domicile de leurs auteurs (art. 155 du C. Civ.).

2° *L'émancipation*, qui confère au mineur une certaine capacité et donne lieu à la curatelle. Il existe deux sortes d'émancipation : l'émancipation expresse et l'émancipation tacite.

La première, qui est extrêmement rare, résulte comme celle du droit commun de la volonté formellement manifestée par le conseil de famille (art. 478 du C. Civ.). Pour être conférée il faut que le pupille ait 18 ans révolus et qu'une déclaration ait été faite devant le juge de paix, qui n'est pas en l'espèce nécessairement membre du conseil de famille des enfants assistés.

La 2° forme d'émancipation, qui résulte de plein droit du mariage, (art. 476 du C. Civ.) est fréquente chez les pupilles filles.

Dans les Vosges, de 1901 à 1928, suivant le tableau n° 2, 230 émancipations par mariage, dont 207 se rapportant à des filles, sont intervenues, ce qui dénote que le fait d'appartenir à l'Assistance Publique n'est pas considéré « ad rem » comme une flétrissure.

Organisation de la curatelle. — A la différence du Code Civil, le curateur des enfants assistés, est obligatoirement pris, parmi les membres du conseil de famille départemental (art. 14 de la loi du 18 décembre 1906).

3° *L'adoption.* — Cette institution, applicable aux pupilles au même titre qu'à tous les autres mineurs, a été réglementée, modifiée par la loi du 19 juin 1923, qui a supprimé, en outre, pour l'avenir, la tutelle officieuse destinée dans l'esprit du législateur d'alors, à préparer l'adoption. Bien que le Code Civil ait consacré un chapitre et 10 articles à la tutelle officieuse, celle-ci était inexistante en pratique.

Elle engendrait pour le tuteur officieux, des charges difficiles à assurer. Avec la possibilité d'adopter des mineurs elle devenait sans objet. Le législateur de 1923, l'a abrogée, par cela même qu'il ne lui consacrait aucun article.

La tutelle officieuse n'existant plus, il en résulte que l'art. 13, paragraphes 1 et 2 de la loi du 24 juillet 1889, qui prescrivait à toute personne désirant obtenir qu'un enfant maltraité ou moralement abandonné lui soit confié, de déclarer qu'elle se soumet aux obligations prévues par l'art. 364, paragraphe 2 du Code Civil, au titre de la tutelle officieuse, ne peut plus recevoir application sur ce point. Il en est de même de l'art. 18, paragraphe 2, de la loi du 27 juin 1904, sur le service des enfants assistés, aux termes duquel, un particulier pouvait à certaines conditions, devenir le tuteur officieux d'un pupille de l'Assistance Publique.

Dorénavant, il n'y a plus qu'une sorte d'adoption. Sous le régime ancien, on distinguait trois sortes d'adoption : l'adoption ordinaire, l'adoption rémunératoire et l'adoption testamentaire. Encore que produisant les mêmes effets que la première, l'adoption rémunératoire et l'adoption testamentaire, étaient dispensées de certaines des condi-

tions exigées pour l'adoption ordinaire. Dans la pratique, adoption rémunératoire et adoption testamentaire étaient, pour ainsi dire, lettre morte. En les rayant du Code Civil, le législateur de 1923 a supprimé un texte sans application.

Tout en conservant nombre de dispositions jusqu'alors en vigueur, la loi du 19 juin comporte d'intéressantes et utiles innovations, que je résumerai brièvement :

Conditions dans la personne de l'adoptant.

L'adoptant doit être âgé de plus de 40 ans et avoir au moins 15 ans de plus, que la personne qu'il se propose d'adopter (art. 344 nouveau). Le texte ancien exigeait chez l'adoptant, 50 années révolues.

Conditions dans la personne de l'adopté.

Jusqu'à la loi du 19 juin 1923, l'adoption des mineurs était prohibée; celle des majeurs n'ayant pas atteint leur 25^e année, subordonnée au consentement des père et mère; celle des majeurs de 25 ans soumise à leur conseil. Par exception, au cas seulement de tutelle officieuse l'adoption d'un mineur par acte testamentaire (art. 366 ancien) était autorisée. Dorénavant, il y a possibilité d'adopter des mineurs quelque soit leur âge.

Pour permise qu'elle soit, l'adoption des mineurs nécessite certaines conditions.

En premier lieu le consentement de l'adopté ayant atteint l'âge de discernement est indispensable. Cet âge a été fixé à 16 ans; au-dessous de 16 ans l'adoption a lieu sans l'intervention de l'adopté (art. 360 nouveau).

Puis se produit l'intervention de la famille naturelle de l'adopté. On distingue le cas où le mineur a encore ses père et mère, celui où il ne les a plus, celui enfin où l'enfant est un pupille de l'Assistance Publique.

Dans ces trois derniers cas, le consentement à l'adoption est donné par le conseil de famille (art. 350 nouveau) du C. Civ., § 1 et 2; 389, modifié par la loi du 2 juillet 1907 et art. 13 et 18 de la loi du 27 juin 1904.

Il résulte de l'art. 350 que les grands-parents du mineur orphelin ne sont pas appelés à donner leur consentement à l'adoption de celui-ci. A partir de l'âge de 21 ans l'adoption est régulière même sans le consentement ni l'avis des parents. On est passé brusquement entre 21 et 25 ans de la prohibition de l'adoption quand elle n'était pas assortie du consentement des père et mère à l'adoption sans même qu'ils soient consultés.

Pupilles de la Nation. — De ce que l'on ne saurait être adopté par plusieurs, il ne s'ensuit pas que l'adoption d'un pupille de la Nation soit interdite. Malgré les termes de la loi du 27 juillet 1917 qui déclare que la France adopte les orphelins dont le père, la mère ou le soutien de famille a péri au cours de la guerre de 1914 (victime militaire ou civile de l'ennemi), il n'y a en réalité dans cette disposition rien de commun avec une véritable adoption.

Cas d'adoption. — L'un des plus sérieux obstacles à l'adoption dans l'ancienne législation était la disposition du Code Civil qui exigeait qu'il y eût au moins 6 années de soins et de secours ininterrompus donnés par l'adoptant à l'adopté pendant sa minorité (art. 345 ancien).

Dans leur libéralisme, les législations étrangères se contentaient, comme en Suisse par exemple, de justes motifs et d'avantages pour l'adopté. Le nouvel article 343 s'en est inspiré en décidant que l'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a de justes motifs et si elle présente des avantages pour l'adopté.

Les étrangers. — Sous le régime de l'ancienne loi, la doctrine et la jurisprudence s'accordaient pour déclarer, que les étrangers non admis à la jouissance des droits civils « stricto sensu », ne pouvaient participer à l'adoption, ni comme adoptants, ni comme adoptés, à moins qu'ils n'eussent été autorisés à établir leur domicile en France, ou qu'ils justifiassent d'une réciprocité diplomatique (Aubry et Raux, t. 1, paragraphe 78; Baudry-Lacantinerie et Chéneaux, t. 4, n° 14; Cass: 5 août 1923. S. 1923. I 353). Il est apparu au législateur, que la vieille distinction des droits civils et de ceux rentrant dans le « *jus gentium* » était, en une matière comme l'adoption sans fondement, et qu'aucune considération sérieuse ne s'opposait, bien au contraire, à ce qu'un étranger fut adopté par un Français ou inversement.

Aussi l'article 345, paragraphe 1 nouveau, énonce-t-il qu'un Français peut adopter un étranger ou être adopté par un étranger.

Formes de l'adoption. — D'après le nouvel art. 360, p. 1, l'acte d'adoption peut être reçu non seulement par le juge de paix du domicile de l'adoptant, mais aussi par un notaire. L'acte d'adoption est ensuite soumis au tribunal civil du domicile de l'adoptant, (art. 362, p. 1 nouveau) pour le sanctionner. Le tribunal statue en audience publique, toutes les fois qu'il prononce l'adoption et continue de statuer en chambre du conseil, quand il n'accueille pas la demande.

Autrefois le tribunal rendait toujours sa décision en chambre du conseil, art. 355 et 356 anciens.

La principale réforme de la procédure de l'adoption, consiste en la suppression du jugement de la cour d'appel qui, dans tous les cas, était appelée à se prononcer. C'est donc, sous le bénéfice d'une voie de recours possible, le tribunal seul, qui est appelé dorénavant à statuer sur l'adoption.

Frais de la procédure. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est susceptible d'être accordé puisque la loi du 22 janvier 1851 modifiée par la loi du 10 juillet 1901 rend l'assistance judiciaire applicable en dehors de tout litige aux actes de juridiction gracieuse, art. 1, p. 2. Pour les non bénéficiaires, depuis le décret du 28 décembre 1923 (J. O. du 1^{er} janvier 1927), la procédure est onéreuse. Les droits d'enregistrement s'élèvent actuellement à :

22.50 par acte civil;

11.20 par acte devant le juge de paix;

562.50 homologation par le tribunal civil;

56.20 rejet par tribunal civil;

1125.00 homologation par la cour d'appel;

56.20 rejet par la cour d'appel.

Dans les Vosges, les deux adoptions de pupilles effectuées en 1927 ont coûté aux adoptants l'une 879 fr. 65, l'autre 1.095 francs, étant fait observer que dans ces sommes ne sont pas compris les droits de timbre et d'enregistrement qui ne s'appliquent pas en l'espèce à l'égard des enfants assistés en vertu de l'art. 54 de la loi du 27 juin 1904

Révocation de l'adoption.

Le système du Code Civil était celui de l'irrévocabilité absolue. Ni le mutuel dissentiment, comme en Suisse ou en Allemagne, ni l'ingratitude n'étaient opérants. Ici encore, la loi du 19 juin 1923 a apporté une heureuse innovation en autorisant la révocation de l'adoption à la demande de l'adoptant ou de l'adopté pour des motifs

très graves. Ces motifs n'ont pas été énumérés par la loi, mais laissés à l'appréciation de la justice et c'est le tribunal, art. 370, p. 1, qui doit prononcer la révocation.

D'après l'art. 370, p. 5 nouveau, la loi du 24 juillet 1889 modifiée par celle du 15 novembre 1921 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, est applicable aux enfants adoptés et l'adoptant peut être déchu de tout ou partie des attributs de la puissance paternelle dans les conditions prévues par la dite loi.

Pratique de l'adoption. — L'adoption n'a plus l'importance qu'elle avait en droit romain; elle est peu usitée en pratique; et quand elle se produit, elle prend la forme d'un bienfait: c'est un moyen pour un bienfaiteur d'attacher son nom à son obligé, de lui transmettre sa fortune et de soustraire cette fortune à une fiscalité le plus souvent excessive.

Quoique la loi du 19 juin 1923 ait transformé et facilité l'institution, le nombre des adoptions d'enfants assistés au même titre d'ailleurs que celles des autres enfants, est fort restreint. Dans le service des Vosges, depuis 1904, 6 tutelles officielles sont comptées et depuis la loi du 19 juin 1923, trois adoptions ont été réalisées, ce qui marque une progression, mais si peu sensible.

L'institution de l'adoption en règle générale est peu populaire et il ne semble pas qu'elle soit appelée à avoir beaucoup de succès. Cela tient à ce qu'elle est peu compatible avec les habitudes de la bienfaisance privée, qui aime à s'exercer librement. Celui qui se propose d'adopter un enfant, préfère le recueillir spontanément que de s'engager par les liens d'un contrat, qui enchaîne sa volonté et entraîne de lourdes charges.

D'autre part, et plus spécialement en ce qui concerne les enfants assistés, pratiquement bien des facteurs interviennent, qui sont autant de problèmes à éluder. C'est une gardienne qui, très attachée à un pupille, proteste énergiquement contre sa remise. C'est telle autre personne qui désire adopter un enfant, mais voudrait être renseignée sur sa filiation, pour laquelle le secret professionnel s'impose (art. 36 de la loi du 27 juin 1904, etc.).

La catégorie des enfants qui se prête le mieux aux adoptions, est celle des « orphelins ». Malheureusement l'hérédité de ces enfants est généralement lourde: décès des parents par tuberculose, syphilis, aliénation mentale, etc... Eux-mêmes sont le plus souvent débiles et leur état de santé, comme leur origine, constituent des entraves de fait au bénéfice de l'institution.

SECTION VI.

De la remise de l'enfant à sa famille.

L'enfant réclamé par ses parents, peut leur être remis si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. Il en résulte que la remise est une faculté pour l'administration, non une obligation. Le Préfet, tuteur, peut fort bien prendre une décision contraire à l'avis émis par le conseil de famille. L'arrêté du Préfet refusant la remise, peut faire l'objet d'un recours devant les tribunaux judiciaires, compétents en l'espèce, depuis l'arrêt du tribunal des Conflits, en date du 12 décembre 1908 (1).

(1) L'arrêté du Préfet refusant la remise, est un acte de puissance publique, donc créateur de droit. Il stigmatise suivant l'expression de M. Hauriou la « décision exécutoire », laquelle se définit: « Toute déclaration de volonté en vue de produire un effet de droit, émise par une autorité administrative (comprise dans la hiérarchie ou dans la tutelle administrative) dans une forme exécutoire, c'est-à-dire dans une forme qui entraîne l'exécution d'office ».

De la situation juridique ainsi établie, il convient d'analyser les effets contentieux:

Par cela même que la décision exécutoire contient l'affirmation des prétentions de droit de

Du point de vue juridique, l'arrêt du 12 décembre 1908 a consacré la théorie subtile de l'acte administratif non relatif au fonctionnement d'un service public et par suite susceptible de pourvoi devant les tribunaux judiciaires compétents, à vrai dire, pour statuer sur les questions d'état, ce qui concerne la protection des mineurs, à tous les rapports juridiques, qui rattachent la personne à la famille, etc..

Pour les pupilles confiés à l'Assistance Publique par jugement (Enfants maltraités

l'administration et que cette affirmation est produite au regard des intéressés aussi bien que des tiers, il est logique que la décision exécutoire soit l'objet d'un contentieux, c'est-à-dire d'un litige porté devant un juge.

Ce n'est même pas assez dire : non seulement elle sera l'objet d'un contentieux, mais elle crée un contentieux contre elle-même et joue le rôle de conclusions prises d'avance par l'administration et, par conséquent, elle contient de la part de celle-ci une acceptation anticipée de l'instance. (Hauriou, 10^e édition 1921, pages 403 et 404).

Quelle doit être la juridiction chargée de statuer sur le pourvoi formé contre la décision du Préfet, refusant la remise d'un pupille ?

D'après la jurisprudence du Conseil d'Etat et du tribunal des Conflits.

Tout ce qui n'est pas appréciation des actes et des opérations de la puissance publique, doit être laissé aux tribunaux judiciaires.

En d'autres termes ce ne sont plus tous les actes de l'administration qui sont réservés aux tribunaux administratifs, mais seulement les actes et les opérations, où la puissance publique est en jeu.

Cet énoncé rectifié du principe de la séparation des pouvoirs ne suffirait pas à lui-même pour trancher les conflits d'attribution, c'est-à-dire pour déterminer le domaine réservé aux tribunaux administratifs, car la puissance publique est en jeu dans des hypothèses variées, non seulement dans les décisions exécutoires de l'administration, mais encore dans les opérations d'exécution ; du principe il faut déduire des règles précises qui s'adaptent à la variété des hypothèses.

Dans l'affaire « Toussaint » qui a provoqué l'arrêt du « Tribunal des Conflits » en date du 12 décembre 1908, le point litigieux a porté sur l'interprétation de l'art. 17 de la loi du 27 juin 1904 qui constitue uniquement un acte de tutelle, donc sur des faits et des actes de la vie civile, d'après la distinction de M. Hauriou, sur le contentieux de l'interprétation ressortissant par suite de la compétence des tribunaux judiciaires.

Le caractère tutélaire de la décision administrative est certain. Pour s'en convaincre, il suffit de lire l'article 17 de la loi de 1904. Cet article ne parle ni du Préfet, ni du Directeur de l'Assistance Publique ; il parle du tuteur. C'est le tuteur en conseil de famille, qui accorde ou refuse la remise de l'enfant.

Ce caractère résulte aussi de la nature même de l'acte, la remise d'un enfant à ses parents est un acte de gestion tutélaire.

C'est donc à bon droit que le Tribunal civil de la Seine, par une juste appréciation des principes du droit en la matière, a accueilli, suivant jugement du 27 juillet 1907, la demande des époux Toussaint.

Cette décision soumise à l'appréciation de la Cour d'Appel de Paris et qui a provoqué l'annulation par le tribunal des Conflits, de l'arrêté, pris par le Préfet de la Seine, dont la Cour, par arrêt du 16 juillet 1908 avait rejeté le déclinatoire d'incompétence, a fait ensuite l'objet d'un pourvoi en cassation.

Dans l'état actuel de notre législation où les déchéances sont toutes de droit étroit, l'abandon par ses parents à l'Assistance Publique d'un enfant naturel n'emporte point par lui-même la déchéance de la puissance paternelle, mais seulement suspension de l'exercice des droits de puissance paternelle. Pour s'en convaincre, il suffit de constater qu'à leur majorité, les pupilles, par exemple pour le mariage, retombent « ipso facto » dans le droit commun..

Si la loi du 27 juin 1904 par son article 17 a ouvert à l'Assistance Publique la faculté de consentir aux parents qui la réclament, la remise de l'enfant, lorsqu'elle est dans son intérêt, elle n'a pas implicitement, par là, entendu conférer à cette administration un pouvoir souverain d'appréciation.

D'après l'arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 10-1-1912, la décision du tuteur sur la remise d'un enfant, ne peut être déferée aux tribunaux, investis d'un droit général de protection sur les mineurs, qu'autant que l'intérêt de l'enfant est compromis.

Cette règle s'applique spécialement à l'enfant né de père et de mère connus et délaissé par eux, lequel est rangé par l'article 6 de la loi précitée au nombre des pupilles de l'Assistance.

En pareil cas, la faculté pour le tuteur de conserver éventuellement la garde de l'enfant, malgré la volonté des parents, est une conséquence de la modification apportée à l'exercice de la puissance paternelle de ces derniers par le fait de l'abandon et par l'organisation de la tutelle de l'administration qui en est le résultat.

Dès lors, s'agissant d'un enfant abandonné, dès sa naissance, par sa mère aux soins de l'Assistance Publique et plus tard réclamé à cette administration, si après avis du Conseil de famille, le directeur général de l'Assistance Publique a repoussé la dite demande comme étant contraire à l'intérêt de l'enfant, doit être cassé l'arrêt, qui sur le recours formé contre cette décision et sans constater en fait que l'intérêt de l'enfant s'opposerait au maintien de la tutelle de l'Assistance ordonne néanmoins qu'il sera rendu à ses parents naturels, par ce motif de droit que ceux-ci l'ayant

ou moralement abandonnés, de la loi du 24 juillet 1889) un nouveau jugement est nécessaire pour restituer aux parents les droits de puissance paternelle dont ils ont été déchus ou dessaisis. L'arrêté préfectoral qui intervient ensuite, ne fait que sanctionner administrativement la décision judiciaire rendue (1).

Dans le cas de remise définitive d'un enfant à ses parents, ceux-ci sont tenus de rembourser les dépenses faites pour l'entretien de leur enfant à moins que la commission départementale, ou dans le département de la Seine une délégation du conseil général, ne les exonère en tout ou en partie (2).

Quand des enfants ont été recueillis par des tiers et sont ensuite réclamés par leurs parents qui s'en sont depuis longtemps complètement désintéressés, la loi du 5 août 1916 permet aux nourriciers de saisir le tribunal et d'obtenir par jugement le maintien

légalement reconnu et n'étant pas déchus de la puissance paternelle, cette remise ne pourrait leur être refusée.

En l'affaire Toussaint citée supra :

« Le Directeur de l'Assistance Publique de Paris a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris rendu le 8 juillet 1909 (R. E. B., p. 298, 1910) au profit des époux T....

La Chambre civile, sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Lombard a statué en ces termes :

La Cour,
sur le moyen unique de cassation :

Vu l'article 17 de la loi du 27 juin 1904,

Attendu qu'aux termes de cet article, le pupille de l'Assistance Publique réclamé par ses parents, ne leur est rendu que si le tuteur estime, après avis du Conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant; et qu'aucun recours contre la décision du tuteur n'étant prévu par ce texte, elle ne peut être déferée aux tribunaux investis d'un droit général de protection sur les mineurs, qu'autant que l'intérêt de l'enfant est compromis :

Attendu que ces règles s'appliquent spécialement à l'enfant né de père ou de mère connus et délaissé par eux, lequel est rangé par l'article 6 de la loi précitée au nombre des pupilles de l'Assistance; qu'en pareil cas, la faculté pour le tuteur de conserver éventuellement la garde de l'enfant malgré la volonté des parents est une conséquence de la modification apportée à l'exercice de la puissance paternelle, de ces derniers par le fait de l'abandon et par l'organisation de la tutelle administrative qui en est le résultat :

Attendu qu'il appert des qualités et des constatations de l'arrêt attaqué que Georges-Alfred E.... né à Paris le 24 décembre 1896, inscrit sur les registres de l'état civil comme le fils de la demoiselle Marie E.... et de père non dénommé, a été, aussitôt après sa naissance, abandonné par sa mère aux soins de l'Assistance Publique; que la demoiselle E.... s'est mariée le 4 septembre 1900 avec Auguste T....; que Georges-Alfred a été reconnu par sa mère, le 23 janvier 1905, et par l'... le 18 avril de la même année; qu'enfin les époux T.... ayant demandé en 1906, que le mineur Georges-Alfred leur fut rendu, le directeur de l'Administration générale de l'Assistance Publique, son tuteur, estimant, après avis du conseil de famille, qu'un changement de situation serait contraire à l'intérêt de l'enfant, refusa d'accueillir la demande :

Attendu que la Cour de Paris saisie du différend, sans constater, en fait, que l'intérêt de l'enfant s'opposerait au maintien de la tutelle de l'Assistance, a néanmoins ordonné qu'il serait rendu à ses parents naturels par le motif de droit que ceux-ci l'ayant légalement reconnu et n'étant pas déchus de la puissance paternelle, cette remise ne pourrait leur être refusée; en quoi, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi sus-visé;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt rendu entre les parties par la Cour d'Appel de Paris le 8 juillet 1909 et renvoie devant la Cour d'Appel d'Orléans.

— En ce sens, jugement du Tribunal Civil de la Seine du 4 janvier 1911 (R. E. B. — 1911, page 355).

(1) Il est à remarquer qu'une décision de la Cour d'Appel d'Alger du 23 juillet 1923 (R. E. B. 1924-1925, page 265) s'écarte du jugement rendu le 12 décembre 1908, par le tribunal des Conflits en ce qu'elle n'admet la compétence des tribunaux judiciaires, qu'en ce qui concerne la restitution des droits de la puissance paternelle, la remise de l'enfant restant de la seule compétence administrative.

(2) D'après l'instruction ministérielle de 1923, les personnes qui réclament un enfant, doivent donner sur lui et sur les circonstances de son exposition ou remise des détails tels qu'ils ne permettent pas de prendre le change sur l'enfant qui leur appartenait et sur celui qu'on leur rend. En outre, la remise aux parents d'un enfant qu'ils réclament ne doit avoir lieu que si les parents sont de bonnes vie et mœurs et en état d'élever leur enfant.

L'administration des hospices dont les agents ont, par erreur, négligence ou inobservation des règlements, remis à la mère d'un enfant inscrit comme abandonné un autre enfant que le sien, est responsable envers l'enfant qui, par suite, est resté à l'hospice au lieu de rentrer dans sa famille, du préjudice que cette erreur a pu lui causer. L'administration prétendrait à tort que la responsabilité en pareil cas pèse, non sur elle, mais sur l'Etat. — (Riom, 25 avril 1866, p. 67, 329).

de la garde de ces enfants, sauf, s'il y a lieu, s'exprime l'art. 20, à déterminer les conditions dans lesquelles celui qui réclame, pourra voir l'enfant (1).

D'après l'art. 18 de la loi du 27 juin 1904, toute remise d'un pupille à d'autres qu'à ses parents ou grands-parents, même quand il est confié en vue d'une adoption ultérieure, ne peut avoir lieu que sous réserve de la tutelle administrative.

A titre documentaire, de 1904 à 1928, 83 remises définitives ont été opérées dans le service des Vosges, sur 196 demandes formulées.

En outre, dans la même période, 31 remises sous réserve de tutelle à des parents autres que les ascendants ont été autorisées, sur lesquelles, depuis le 1^{er} décembre 1920, 15 ont été résiliées pour inconduite, incompatibilité d'humeur, questions de personne, etc...

Fort peu nombreux sont les parents qui s'intéressent à leurs enfants, confiés soit par eux-mêmes, soit par les tribunaux, à l'Assistance Publique.

C'est dire que l'amour maternel, l'esprit de famille sont chez eux presque inexistantes. Par contre, fréquentes sont les demandes en remise formulées concernant des enfants en âge de gagner leur vie. Ces demandes, cela va sans dire, suggèrent une spéculation des parents et par suite sont rarement agréées.

Il arrive enfin qu'à la majorité des pupilles, ou à l'époque de l'incorporation des garçons, l'administration est saisie par les parents de requêtes, tendant à obtenir l'adresse de leurs enfants. Ces manifestations tardives, à forme sentimentale, sont peu souvent l'expression du cœur et masquent en général un désir intéressé: l'accaparement du livret de caisse d'épargne de l'enfant, la certification de son existence dans un but successoral, etc... A quoi attribuer cette immoralité? Sans contredit, elle est fréquemment le produit de la misère, de la misère qui est mauvaise conseillère et rejette toute élévation de l'âme; de la misère qui est le fait d'un régime politique et du milieu social.

Obligés par la pauvreté, des circonstances impérieuses à gagner leur existence dans des usines et hors du foyer familial, livrés dès leur 13^e année, le plus souvent à la malsaine promiscuité des sexes, dépourvus fréquemment de la plus élémentaire instruction et éducation, quand ce ne sont pas des arriérés, des anormaux et, à dire Madame d'Arconville, « ce ne sont souvent que des misères qui font naître l'amour ». la pureté des sentiments s'efface devant l'immoralité agissante.

CHAPITRE VIII.

L'organisation générale du service.

Caractère Juridique. — Le service des enfants assistés est un service départemental. Ce point douteux autrefois, ressort très nettement de la loi du 27 juin 1904.

Organe chargé du règlement du service. — Dans chaque département, le service est réglé par le conseil général, dont les délibérations sont définitives au sens de l'arti-

(1) Réclamations et reconnaissances d'enfants. — Les enfants trouvés ou placés à l'Assistance Publique, dans des Institutions de bienfaisance ou chez des particuliers à un titre quelconque, peuvent être reconnus et réclamés par leurs parents naturels ou légitimes. D'après le droit commun, la reconnaissance d'un enfant naturel peut être contestée par toute personne ayant intérêt à la contestation (C. civ., art. 339): l'Administration de l'Assistance Publique ou les particuliers intéressés peuvent invoquer ces dispositions s'ils le jugent convenable dans l'intérêt de l'enfant, ou s'ils soupçonnent que la reconnaissance est mesongère.

de la loi du 10 août 1871 et du décret de décentralisation et d'extension des pouvoirs des conseils généraux et municipaux du 5 novembre 1926.

Au point de vue financier, certaines dépenses du service des enfants assistés sont obligatoires pour le département.

Administration du service. — Le service est administré par le Préfet qui prépare le budget, exécute les décisions du conseil général, ordonnance les dépenses, prononce les admissions et les remises d'enfants.

Sous l'autorité du Préfet, l'Inspecteur départemental de l'Assistance Publique dirige le service.

Dans le département de la Seine, il est administré sous l'autorité du Préfet de la Seine par le Directeur de l'Assistance Publique (art. 29).

Personnel de l'Inspection départementale. — Il comprend dans chaque département :

1° *des fonctionnaires d'Etat* : un inspecteur, un ou plusieurs sous-inspecteurs, un ou plusieurs commis d'Inspection ;

2° *des fonctionnaires départementaux* : rédacteurs, dactylographes, parfois, des directeurs d'agences, visiteuses d'enfants, convoyeuses, préposées aux vêtements et presque dans tous les départements un ou plusieurs pupilles.

Attributions. — Les Inspecteurs et Sous-Inspecteurs sont chargés de la direction du service et spécialement de la surveillance des placements et des pupilles, surveillance qui s'exerce au foyer. C'est là, en effet, que l'on peut constater la valeur des soins donnés aux enfants et recueillir tous les éléments d'informations désirables.

Comptabilité. — L'ordonnateur du service est le Préfet et le comptable, le Trésorier payeur général (art. 31).

Contrôle. — Une commission nommée par le conseil général et se réunissant périodiquement, ou à son défaut la commission départementale, reçoit communication des décisions intéressant le service, prises depuis sa dernière séance.

Elle donne son avis au Préfet sur les questions qu'il lui soumet ou qu'elle croit devoir lui signaler.

Elle présente tous les ans au Conseil Général un rapport sur le service.

L'Inspecteur départemental peut être appelé par la Commission à assister aux séances avec voix consultative (art. 33). Le Préfet transmet tous les ans au Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, avec ses observations, le rapport annuel de la Commission instituée au précédent article, le rapport annuel de l'Inspecteur, les délibérations du Conseil général sur le service. Ces documents sont communiqués au Conseil supérieur de l'Assistance Publique (art 34). Enfin un contrôle général est exercé par les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs des services administratifs au Ministère de l'Intérieur.

SECTION I.

Critiques.

Critiques. — Sur le service des enfants assistés, nombreuses sont les campagnes de presse qui ont été menées, les deux dernières par l'*Œuvre* en 1927, l'*Echo de Paris* en 1928.

Qu'elle est la situation ?

D'une part, à de rares exceptions près, le personnel de l'Inspection fait son devoir. Absorbé par l'abondante paperasserie qu'entraîne la gestion souvent de plusieurs

milliers d'enfants; il ne dispose ni du temps ni surtout des moyens matériels pour assurer une surveillance efficace des enfants.

Au sujet des moyens matériels :

Un Inspecteur perçoit actuellement comme frais de tournées, de l'Etat, depuis le 1^{er} juillet 1926, 3.000 francs pour un an. Un Sous-Inspecteur 1.800 francs. Sans s'arrêter d'abord à la différence inconcevable des indemnités attribuées à chacun de ces deux fonctionnaires qui assurent le même service, il faut reconnaître que le montant des dites indemnités est absolument insuffisant. Par suite, le fonctionnement du contrôle sur place en souffre, les Inspecteurs n'assurant leurs tournées que dans la limite des crédits dont ils disposent.

D'autre part, sur les faits relevés à la charge des gardiens, il y a quelquefois, il faut bien le préciser, mauvais traitements exercés, exploitation d'enfants et jeunes gens, moralité reprochable, alimentation et couchage défectueux et, surtout, inobservation des prescriptions relatives à la scolarité.

Pour ces raisons, chaque année, des retraits de pupilles et suppressions de pension sont opérés par l'administration.

Dans les Vosges, 12 retraits de pupilles sont intervenus de 1926 à 1928. En 1924 et 1925, des mesures générales ont été prises contre les gardiens contrevenant aux obligations scolaires et 40 à 45 enfants ont été ramenés à l'Inspection pour ce motif.

A cet égard, les Inspecteurs doivent user d'une énergie empreinte de sagesse et d'opportunité.

D'un autre côté, il appartient à tout chacun de signaler les faits qui sont de nature à justifier une intervention en faveur d'enfants, que l'insuffisance de soutien rend particulièrement dignes de la sollicitude de tous.

Reconnaissons enfin que, dans toute société la mieux organisée, le service le mieux contrôlé, des faits échappent à l'attention la plus vigilante. Combien de manifestations apparentes peuvent cacher la vérité. C'est au reste de légères complaisances, des affinités politiques tendant à couvrir, comme certifier la valeur d'un placement, la mentalité, l'honorabilité de nourriciers.

Résultats des critiques. — C'est à l'influence de l'opinion publique, des gens de cœur, de la Presse que l'on doit toute la législation d'assistance. C'est aux critiques des mêmes que surviennent les perfectionnements successifs dans l'œuvre poursuivie en faveur de l'enfance abandonnée.

CHAPITRE IX.

Règlement des dépenses du service.

La loi du 27 juin 1904 a supprimé la distinction antérieure des dépenses extérieures et intérieures qui étaient une source de complications. Elle répartit les dépenses en 2 catégories: les dépenses du service et les dépenses d'inspection et de surveillance. Les premières sont dans leur ensemble obligatoires, et sont payées: (art. 45) pour 2/5 par l'Etat, pour 2/5 par le département et pour 1/5 par les communes, déduction faite des frais occasionnés par les pupilles n'ayant leur domicile de secours dans aucun département ou encore des frais de séjour des pupilles vicieux dans les établissements pénitentiaires, etc., qui sont intégralement à la charge de l'Etat, ainsi que des recettes

provenant du remboursement des départements et des familles, des produits et des revenus des dons et des legs applicables au service.

Les secondes sont entièrement à la charge de l'Etat (art. 48). Notons enfin (art. 41), que le « département » est substitué aux hospices quant au droit de succession « ab intestat » qui leur appartenait auparavant à l'égard des enfants assistés et que les biens provenant des pupilles décédés sont consacrés conformément aux dispositions de l'art. 51 de la loi à la création de dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes.

CHAPITRE X.

Dispositions spéciales au département de la Seine.

La tutelle des enfants assistés dans la Seine appartient en propre au Directeur de l'Assistance Publique qui l'exerce sous le contrôle du Préfet (art. 41 et 35). C'est le Receveur de l'Assistance Publique de la Seine qui exerce les fonctions de Trésorier payeur général.

Le département de la Seine possède 48 agences de placement réparties dans 17 départements.

CHAPITRE XI.

Domicile de secours.

Le domicile de secours des enfants assistés est départemental et non pas communal. Les enfants désignés dans l'article 4 (enfants en dépôt) dans l'article 5 (enfants en garde) et dans l'article 6, § 2, 3, 4 et 5 (enfants abandonnés, orphelins pauvres, enfants délaissés, maltraités ou moralement abandonnés) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont nés. Les enfants trouvés (art. 6, § 1, ont leur domicile de secours dans le département où ils ont été trouvés (art. 39 de la loi du 27 juin 1904, modifié par la loi du 13 juillet 1914, art. 99).

Les dépenses occasionnées par les enfants n'ayant leur domicile de secours dans aucun département sont remboursées par l'Etat.

Les contestations entre départements relatives au domicile de secours et à l'admission des pupilles sont « jugées » par le Ministre de l'Intérieur sauf recours au Conseil d'Etat, art. 40.

Quid de la décision ministérielle rendue ?...

C'est une décision administrative que le Ministre rend comme supérieur hiérarchique après laquelle la contestation est portée au Conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir.

Quoique cette décision présente certains éléments d'un jugement, puisqu'elle intervient

sur une réclamation et que la réclamation est le symptôme d'une contestation, elle n'est cependant pas un jugement véritable parce qu'elle *n'émane pas d'un juge public* (1).

La décision du Ministre porte liquidation des frais. Après l'expiration du délai de recours, ces frais constituent pour le département une dépense obligatoire susceptible d'être inscrite à titre de dette exigible dans son budget.

Est non recevable toute réclamation adressée au Ministre plus de deux ans après l'admission de l'enfant à l'Assistance.

CHAPITRE XII.

Mortalité des Enfants assistés.

La mortalité des enfants assistés est particulièrement lourde en ce qui concerne les enfants en bas âge. Cette mortalité est surtout forte dans la première année de la vie; elle diminue jusqu'à la 6^e année et présente un minimum entre 6 et 21 ans.

Sur les 12 premiers mois de la vie, c'est le premier qui présente la mortalité la plus forte, puis le 2^e, le 3^e, le 4^e. Les 6/10^e des enfants qui meurent dans la 1^{re} année ne dépassent pas l'âge de 3 mois. Dans le 1^{er} mois il meurt autant d'enfants que dans la 2^e et la 3^e année réunies, ou dans les années qui vont de 25 à 40 ans.

En dehors des causes générales de mortalité des nouveau-nés d'ordre hygiénique, social, climatique, etc..., les principales causes de décès des pupilles de moins d'un an sont la débilité congénitale, l'hérédosyphilis, l'athrepsie qui résultent de la triste hérédité qui pèse sur ces enfants.

Par ailleurs, de nos jours, il semble que la raison la plus commune d'abandon des nouveau-nés n'est plus l'indigence de la mère mais l'état maladif de l'enfant à sa naissance, d'où une mortalité élevée et la présence d'un certain nombre d'infirmes dans les dépôts ou établissements spéciaux. Il convient enfin d'ajouter que les changements successifs d'alimentation et de placement en contradiction par trop brutale avec toutes les conditions de la vie naturelle des enfants en bas âge entraînent des décès prématurés.

Pour se rendre compte le plus exactement possible de la mortalité des enfants assistés de moins d'un an il faut l'envisager sur une longue période. C'est ainsi que pour les Vosges elle se traduit depuis 1900 à 1928, *par une moyenne de 34,3 pour cent*. (Voir tableau n° 5).

Par comparaison, il est utile de reproduire ici, pour bien établir la situation, la

(1) Le Conseil d'Etat et les Conseils de Préfecture sont des juges publics. Le Ministre (comme toute autre autorité administrative proprement dite) n'est pas et n'a jamais été un juge public. Sirey, 1913-3-65, il n'a jamais été qu'un juge hiérarchique, un juge disciplinaire, un juge de service intérieur; en un mot, il n'a jamais été qu'un juge intérieur de l'institution administrative considérée comme quelque chose de distinct de la masse de l'Etat. — La méprise qu'on a commise pendant tout le temps qu'a régné la doctrine du ministre-juge a été de ne pas faire la distinction entre la justice administrative publique et la justice administrative de service intérieur.

Aujourd'hui, depuis que la justice administrative publique est fortement constituée, la distinction s'est opérée et elle s'est faite en ce sens que le Conseil d'Etat a relégué toutes les décisions ministérielles dans la catégorie des simples décisions administratives; cela ne signifie pas que celles qui sont rendues sur réclamation ne présentent point certains caractères des jugements, mais cela signifie d'une façon très énergique qu'elles ne constituent pas des jugements publics. (Hauriou 1921, page 889).

En ce sens Laferrière qui dans la 2^e édition de son traité de la juridiction administrative, tome 1 page 465 nie la doctrine du Ministre Juge et le caractère contentieux de la décision ministérielle.

statistique pour l'année 1924 de la mortalité en France des pupilles de un jour à un an : statistique établie par l'Inspection générale des services administratifs dans son rapport d'ensemble de 1926, page 151, et fait l'objet du tableau n° 6.

De cette statistique il résulte que la mortalité moyenne pour l'année 1924 atteint 21,20 %, chiffre élevé comparé à la mortalité des enfants protégés ordinaires et lui sera toujours supérieur en raison même des conditions de la vie intra utérine dans lesquelles ces enfants sont placés de leur conception à leur naissance et ensuite, à leur entrée dans le service de l'Assistance Publique.

Quant à la mortalité moyenne concernant l'ensemble des pupilles de 0 à 21 ans, elle est extrêmement faible et se traduit pour la France entière à 1,915 %, d'après le tableau n° 7, en sorte que l'on peut conclure que, passé la première année, un enfant est en principe sauvé, quelles que soient les conditions lamentables qui aient entouré sa naissance.

A remarquer que les statistiques ne révèlent pas toujours une situation rigoureusement exacte par suite des pratiques de leur confection, des erreurs qui s'y glissent, des modalités et époque d'admission des enfants, etc., mais de toute évidence, elles sont une base juste.

Pour soumettre à la plus exacte appréciation la différence de mortalité qui existe entre celle des pupilles de l'Assistance Publique et celle des autres enfants, je crois nécessaire d'exposer des chiffres donnés par le Professeur Budin qui a attaché son nom aux études de l'enfance et précise sur 1.000 personnes qui meurent il y a :

202	enfants	de	0 à 1 an;
28,8	—	de	1 à 4 ans;
4	—	de	5 à 9 ans;
19	adultes	de	50 à 59 ans;
40,8	—	de	60 à 69 ans;
96	vieillards	de	70 à 79 ans;
193	—	de	80 à 89 ans;
260	—	de	90 et en dessus.

C'est-à-dire qu'un vieillard de 80 à 90 ans a moins de chances de mourir dans l'année qu'un enfant qui vient de naître.

Dans certaines villes la mortalité infantile est surtout considérable. Toujours d'après Budin, sur 1.000 personnes qui meurent, on compte :

167	enfants	de 0 à 1 an	pour toute la France;
251	—	—	pour Rouen;
294	—	—	pour Lille;
414	—	—	pour Marc-en-Bareuil;
Plus de 500	—	—	pour Saint-Pol-sur-Mer et Halluin.

En 1910, sur 1.000 enfants nés vivants il en est mort, 110 avant un an.

1911	—	—	157	—
1912	—	—	104	—
1913	—	—	112	—

« On meurt trop en France, beaucoup trop. La mortalité infantile y fait trop de victimes, beaucoup plus qu'aux Pays-Bas par exemple et la tuberculose aussi.

La France pourrait faire chaque année l'économie de 69.000 décès, chiffre impressionnant qu'a donné récemment dans une communication à l'Académie de Médecine, M. Paul Strauss, sénateur, qui fut le premier Ministre de l'Hygiène (25 octobre 1906).

Mais il importerait de prendre sans retard et sérieusement toutes les mesures nécessaires.

C'est ainsi, estime M. Strauss, qu'il y aurait lieu entre autres dispositions de procéder à la revision de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, de réaliser une réorganisation complète et méthodique de l'assistance maternelle, de procéder à la revision et à l'extension de la loi Roussel sur la protection des enfants du premier âge, de procéder aussi à l'accélération du programme d'assainissement des localités et notamment des voies privées et des bâtiments défectueux ».

SECTION I.

La mortalité et la diminution de la natalité en Europe.

Le problème de la mortalité est dans son ensemble étroitement lié à celui de la dénatalité. Toutes les grandes nations de l'Europe occidentale sont atteintes pour ainsi dire au même degré. En Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, le taux de la natalité est à peu de chose près le même. Il a été de 17,8 ‰ en Grande-Bretagne, 18,6 en France, 19,5 en Allemagne pour l'année 1926 et si on y constate des différences dans le mouvement de la population, les excédents de naissances proviennent en majeure partie de la réduction plus ou moins forte de la mortalité, variant selon les pays et selon les progrès de l'hygiène et la prophylaxie des maladies contagieuses. Ajoutons qu'en France la polymortalité est surtout due au fait que proportionnellement le nombre des vieillards y est plus élevé que dans les pays voisins.

Pour conclure, le problème qui se pose dans tous les pays à faible natalité n'est pas seulement de relever la natalité mais aussi d'abaisser le taux de la mortalité.

CHAPITRE XIII.

Moralité et éducation des pupilles.

La moralité des pupilles est dans son ensemble excellente. Ce résultat est appréciable pour des enfants qui n'ont pas eu la surveillance et les conseils de leurs parents, spécialement pour les moralement abandonnés qui ont vécu dans un milieu pervers.

Les filles sont moins souples et plus difficiles que les garçons.

Dans les Vosges, sur un effectif moyen de 1.100 pupilles, les condamnations prononcées par les tribunaux sont exceptionnelles et se rapportent à des délits sans gravité commis le plus souvent par des pupilles de connivence avec des jeunes gens du patronage Rollet dont l'influence est fâcheuse sur nos enfants et pour lesquels il faudrait pratiquer, dans l'intérêt de la société, un mode d'éducation spécial et localiser leur placement dans des régions limitativement déterminées (1).

(1) C'est presque toujours vers la culture que sont dirigés les jeunes gens du patronage Rollet, le travail des champs est le grand rédempteur physique et moral, les enfants trouvent chez les paysans de France de bons patrons. L'un d'eux, député des Vosges, parlant à ses concitoyens leur disait : « En prenant à votre service ces enfants quelquefois difficiles de caractère, j'en conviens, mais si souvent peu responsables en raison des milieux qu'ils ont fréquentés, vous accomplirez une bonne action. Puissent-ils vous rendre tous les services que vous en attendez et, en retour, vous leur donnerez la possibilité de se libérer des emprises de la ville, vous les régénérerez dans le travail, dans

Pour les filles (tableau 2), assez nombreuses sont celles qui succombent aux dépravations des mœurs. De 1900 à 1928, 78 pupilles dans les Vosges sont devenues mères, ce qui donne une moyenne annuelle de 3 (2).

Si la moralité des enfants assistés est louable, par contre leur éducation laisse en général à désirer et des mesures pour y remédier s'imposent dont la plus efficace est la prolongation de la scolarité pour être consacrée à leur instruction et éducation, au développement de leur esprit et les soustraire par ailleurs à leur treizième année au dur labeur du salarié.

Au sujet de certains enfants assistés et autres sans famille, il est une opinion fort répandue dans tous les milieux que l'éducation ne peut modifier les instincts héréditaires de ces enfants pas plus que changer leur caractère naturel.

Est-il vrai que l'éducation ne puisse rien contre l'hérédité et que ces enfants soient de simples épreuves qui reproduisent plus ou moins automatiquement les idées, les sentiments et les mœurs de leurs auteurs ? Leurs pères ont été fabriqués du même limon que nous et, pas plus que nous, ils n'ont reçu de la nature un Moi inexorablement déterminé.

Leurs penchants naturels les plus vifs ont été modifiés par le milieu et remaniés par l'éducation, ainsi par exemple, le désir physiologique d'avoir des enfants qui procède d'un instinct universel est sans cesse transformé par l'opinion publique, qui, elle-même, varie incessamment suivant les lieux et les temps ; il est tantôt encouragé, tantôt découragé par les croyances, les mœurs et les habitudes sociales. Les anciens Aryens tenaient à avoir des héritiers pour continuer le culte familial ; les Romains

une discipline toute familiale et peut-être aurez-vous quelquefois cette intime satisfaction d'avoir remis dans le droit chemin un jeune homme qui vous devra la nouvelle orientation de sa vie ».

Ce langage noble, cette conviction de rendre service à l'humanité, à ce qui mérite surtout d'être le plus protégé : l'enfance, quelles que soient les aspérités de la route, est évidemment des plus louable. En pratique, les résultats et effets des placements par le « Patronage » le sont moins.

Sans doute, les milieux sains connaissent des cas fâcheux. A côté des déchets déplorés et auxquels on cherche à apporter des remèdes, on peut compter en regard nombre d'enfants sauvés.

Enfin reconnaissons les efforts de l'œuvre, son importance morale et sa nécessité.

Cependant il faut bien l'avouer, nombreux sont ces enfants en « danger moral » qui contaminent l'élément jeune du milieu où ils se trouvent, d'où mauvais résultat avec le placement familial pour certains sujets.

A titre indicatif, il me paraît utile de produire à cette place la répartition des pupilles du patronage de l'enfance et de l'adolescence d'après leur religion et leur degré d'instruction :

Répartition des Pupilles d'après leur religion

ANNÉES	Catholiques	Protestants	Israélites	Sans religion	Divers	TOTAL
1910.....	»	»	»	»	»	»
1911.....	»	»	»	»	»	»
1912.....	»	»	»	»	»	»
1913.....	»	»	»	»	»	»
1914.....	1 319	7	21	51	14	1 412
1915.....	1 246	5	6	59	»	1 316
1916.....	1 580	13	23	53	4	1 673
1917.....	2 497	32	18	58	1	2 606
1918.....	2 376	21	21	97	8	2 524
1919.....	2 306	18	22	245	2	2 592
1920.....	1 854	19	21	160	5	2 059
1921.....	2 022	16	29	345	19	2 331
1922.....	1 999	21	37	281	7	2 295
1923.....	2 444	29	41	201	33	2 748
1924.....	2 424	28	37	343	29	2 921
1925.....	2 677	36	62	390	11	3 176
1926.....	3 030	62	46	445	11	3 594

Répartition des Pupilles d'après leur degré d'instruction

ANNÉES	Illettrés	Sachant lire et écrire	Ayant leur certificat d'études	TOTAL
1910.....	»	»	»	»
1911.....	»	»	»	»
1912.....	»	»	»	»
1913.....	»	»	»	»
1914.....	57	1 082	273	1 412
1915.....	48	1 097	171	1 316
1916.....	86	1 666	221	1 973
1917.....	233	2 030	343	2 606
1918.....	142	2 063	319	2 524
1919.....	233	2 071	298	2 592
1920.....	184	1 713	162	2 059
1921.....	299	1 828	204	2 331
1922.....	254	1 823	218	2 295
1923.....	159	2 290	299	2 748
1924.....	311	2 359	251	2 921
1925.....	399	2 412	365	3 176
1926.....	637	2 550	447	3 594

(2) Le contingent des filles de l'Assistance Publique des Vosges dans le personnel spécial placé sous le contrôle de la police des mœurs est nul.

glorifiaient les mères fécondes parce qu'ils désiraient conquérir le monde. Les Anglo-Saxons sont prolifiques parce qu'ils ont des colonies à peupler, et les Français ne le sont pas parce qu'ils cherchent leur bien-être et l'amélioration de leur condition sociale.

Si le milieu, c'est-à-dire l'éducation bonne ou mauvaise a modifié dans l'un et l'autre sens, le désir physiologique de la paternité, les mêmes influences peuvent agir sur toutes les prédispositions qui nous viennent du passé, de l'histoire, de la tradition, de la race. La physiologie n'est pas toute puissante et n'annule par la psychologie. Si l'éducation ne peut pas tout contre l'hérédité, elle peut certainement quelque chose et fait à la liberté sa part à côté de la fatalité.

En fait, nombreux sont les exemples qui pourraient être cités à l'appui de ces développements d'enfants issus de parents criminels, vagabonds; d'enfants qui ont partagé jusqu'à un âge avancé l'existence de ces derniers et qui, confiés à l'Assistance Publique ou à des institutions de redressement se sont faits une nouvelle existence de probité et de travail, se sont constitués une famille et trouvent dans leur vie actuelle un bonheur qu'ils ne croyaient pas pouvoir jamais rencontrer.

« J'ai 35 ans maintenant, écrivait l'un d'eux récemment, et de magnifiques enfants qui font ma joie, et cela, c'est à vos conseils et à votre bonté que je le dois, car lorsque vous m'avez recueilli, j'étais bien bas.

« Grâce à vous, mon cerveau s'est peu à peu dégagé de la fange où lentement, mais sûrement, je me serais perdu sans votre main secourable; aussi est-ce bien sincèrement que je vous dis encore merci ».

Comment par suite pourrait-on soutenir après de multiples constatations que l'éducation ne peut rien contre l'hérédité.

Les Américains, qui sont des gens pratiques et sont à la vogue, ont fait une enquête sur ce problème aussi délicat que difficile; des intendants d'asiles, notamment dans le Michigan, la Pensylvanie, le Massachussets, etc., ont observé un grand nombre d'enfants pendant un certain nombre d'années et ont recueilli, au cours de leurs investigations méthodiques, une série de faits qui ne résolvent pas toutes les difficultés mais qui les éclairent et fournissent un point d'appui aux conclusions du sens commun sur l'utilité et l'efficacité au moins relative de l'éducation.

Les observations que je vais citer sont empruntées à une revue de New-York *« The Charities Review »*, elles ont été traduites avec soin et commentées avec finesse par un publiciste fort distingué, M. Eseard, qui a publié sur cette question une remarquable étude dans la *« Réforme Sociale »*.

L'enquête a été conduite dans un esprit véritablement scientifique, exempt de tout parti pris; elle enregistre les mécomptes aussi bien que les succès.

Voici un mécompte que je choisis comme type et qui caractérise nettement le triomphe de l'hérédité sur l'éducation. « Trois enfants d'une mère débauchée furent confiés à l'asile du Michigan. La plus jeune, alors petite fillette, fut adoptée par une dame de fortune aisée avec qui elle vécut environ 5 ans. Elle était bien nourrie et bien logée. En cet espace de temps, elle mit le feu au grenier et à la maison à six reprises différentes, avant qu'on l'en soupçonnât, détruisant ainsi des valeurs considérables. Les 2 autres enfants manifestèrent au plus haut degré des tendances au vol.

On peut se demander si l'épanouissement des mauvais instincts dans cette triste famille n'est point imputable au milieu plus encore qu'à l'hérédité. Avant d'être recueillis par l'Assistance Publique ou privée, la fillette incendiaire et ses frères voleurs avaient respiré l'atmosphère de tous les vices et avaient été marqués de

stigmates accidentels qui avaient complété et renforcé les tares héréditaires. On s'explique d'autant mieux l'échec de l'éducation contre ces influences coalisées que les enfants issus de parents débauchés ont souvent un cerveau physiquement débile et restent incorrigibles par une sorte de bêtise congénitale.

Après avoir mentionné impartialement les défaites de l'éducation, je passe aux victoires : « Une fillette fut reçue à l'âge de 2 ans, 1^{er} 21 avril. La mère était malfamée et réellement malhonnête, son père inconnu, son frère dans une maison de refuge ».

Dans l'espèce les éducateurs sont en présence de l'hérédité seule; ils n'ont point à lutter contre le milieu parce que l'enfant est entrée à 2 ans dans l'asile du Michigan, aussi obtiennent-ils des résultats qui leur avaient échappé dans le cas précédent et qui se reflètent dans leurs notes successives : « Mai, A.... se porte bien et est heureuse, étudie la musique; la famille en est enchantée ». Mars, l'enfant va avoir 14 ans, « A.... se conduit bien à la maison et à l'école ». En novembre « A.... est une belle et grande jeune fille, la famille où elle est placée s'intéresse beaucoup à elle ». Mai, « Elle a maintenant 15 ans et possède les meilleures références, *malgré des restes héréditaires* qui étaient très mauvais au début ».

On voit, par le passage en italique, que le virus ancestral a été affaibli et neutralisé par l'éducation. Sans être détruit il pourrait reprendre son œuvre destructive s'il trouvait dans un autre milieu un nouveau bouillon de culture.

L'enquête américaine que je ne puis analyser en détail est certainement aussi intéressante qu'instructive sous sa forme actuelle; mais elle deviendrait un document social de premier ordre, si elle était poursuivie méthodiquement pendant une longue période de temps et si elle suivait les dégénérés qu'on croit régénérés dans les phases ultérieures de leur existence individuelle et familiale.

Si ces régénérés se maintiennent indéfiniment honnêtes et font souche d'honnêtes gens, l'efficacité de l'éducation *dont je ne doute pas pour mon propre compte* et d'une expérience acquise sera démontrée aux esprits les plus prévenus et chassera ce que j'appelle le fantôme des fatalités héréditaires.

CHAPITRE XIV

Les pupilles à leur majorité.

Sont l'exception les pupilles qui, à leur majorité, entretiennent des relations avec le service. Tout au plus en voit-on quelques-uns venant solliciter un certificat d'origine pour leur mariage, une intervention dans une situation embarrassante; des garçons, leur admission dans les chemins de fer ou le service vicinal.

A l'égard des nourriciers, la situation est toute différente, les liens d'affection, de famille créés par une longue existence en commun, des sentiments réciproques unissent les assistés à leurs parents adoptifs au même titre que des enfants de famille.

Si l'on examine maintenant quelle a été la pensée dominante du législateur de 1904 sur la condition des pupilles à leur majorité, il n'y a pas de doute qu'elle ait eu pour objet d'attacher les pupilles à la terre, considérant que la protection de l'agriculture est un des premiers devoirs de l'Etat et que la vie agricole favorise plus que toute

autre le développement de ces sentiments, de ces liens, de ces habitudes qui conviennent surtout à l'enfant assisté.

Quels sont donc, en fait, les résultats positifs de cette conception ?

Avec la difficulté de pouvoir suivre les pupilles, il est impossible de déterminer, d'une façon précise, ceux qui, après leur majorité, restent dans le milieu agricole où ils ont été élevés et ceux qui, à la ville, vont gagner leur vie.

Dans les Vosges, je peux fixer cependant à 40 % du nombre des « assistés » ceux qui demeurent à la terre et parmi, à 10 % ceux qui s'installent à leur propre compte. C'est une proportion qui ne peut être dans tous les départements semblable et dépend du développement de l'industrie locale comme à celui de la propriété.

L'accession des pupilles à la petite propriété est un problème particulièrement complexe. Si l'on réfléchit que la moindre exploitation agricole est une petite fortune, l'on conçoit les difficultés pour les pupilles de s'y élever par suite du manque de ressources. Que disposent-ils en effet ? d'un livret d'épargne de 3/4000 francs pour faire face à l'achat de bétail, d'instruments aratoires, de mobilier, au paiement d'intérêts, bref, à trop de choses et risques susceptibles d'entraver les meilleures bonnes volontés, les plus louables efforts.

Dans ce domaine d'ordre économique, national et social qui intéresse non seulement les pupilles mais une partie de la classe ouvrière, il y a lieu de rappeler qu'il appartient aux différentes collectivités d'encourager ceux qui ont la volonté de s'adonner aux travaux des champs en leur facilitant l'acquisition de petites exploitations rurales. A cette fin, il est indispensable, non seulement de développer les sociétés de crédit immobilier mais les assurer de plus larges subventions. Il faut en outre créer des organismes de prêts entièrement administratifs. Dans l'ensemble, supprimer tous les droits fiscaux de mutation, d'hypothèque, d'actes; supprimer aussi l'obligation de l'assurance par trop onéreuse; enfin réduire le taux des emprunts.

Si l'on examine maintenant ce que deviennent les pupilles qui se sont dirigés sur les villes avec l'illusion d'un mieux être, la joie pour beaucoup d'être libérés de la tutelle administrative pourtant bien paternelle, l'on constate que le sort de ceux-ci dans notre régime économique ne diffère guère du sort des salariés de la campagne et qu'il serait osé de préciser que les uns ont une meilleure situation que les autres, les quelques avantages relevés de part et d'autre s'égalisant.

Dans son ensemble, la condition des pupilles majeurs est celle de la dernière catégorie des salariés. Comment pourrait-il en être autrement quand l'instruction, l'argent etc., font défaut. Par suite, pour eux, l'existence est dure et contre eux semble se vérifier les paroles de l'écriture; « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front ».

Il convient d'observer que la question du mieux être des pupilles est incluse dans celle de la classe ouvrière dont l'amélioration des conditions d'existence et l'élévation du niveau moral doivent être la règle qui s'impose au législateur.

Du point de vue matériel, la loi sur les assurances sociales qui vient d'être votée par les chambres et qui est l'œuvre des doctrines solidaristes et socialistes contribuera largement à l'amélioration du sort des travailleurs, notamment par le bénéfice d'une pension de retraite que la généralité des ouvriers ne pouvaient se constituer.

Par là même, une garantie plus complète contre les risques du labeur et de la vie ne sera pas seulement profitable aux individus; elle sera nécessairement utile au rapprochement des points de vue comme à la confrontation des résultats de la coopération mutualiste et solidariste.

Ces résultats seront d'abord individuels et familiaux en préservant du paupérisme un grand nombre de ménages laborieux, en sauvegardant la santé des malades et des convalescents, en concourant à la fondation et au fonctionnement d'établissements de prévention et de cure comme à l'accroissement des moyens de lutte contre le taudis. En outre, le régime d'assurance aura, par surcroît, des conséquences immédiates et lointaines sur les destinées de la nation, mieux armée pour résister aux assauts meurtriers des maladies évitables, plus particulièrement de la tuberculose et pour lutter contre le péril national qu'est la dépopulation française.

CHAPITRE XV.

Conclusions.

Après avoir examiné succinctement ce que sont les enfants assistés, le régime auquel ils sont soumis, l'organisation administrative de l'Assistance Publique, il est nécessaire de déterminer les diverses améliorations susceptibles d'être apportées à la condition des pupilles et au service dans son ensemble, ce que je vais exposer dans les diverses sections de ce chapitre.

La loi de 1904 (R.I.G. 1926, page 173) qui dans ses résultats est nettement supérieure aux législations étrangères sur les enfants assistés, malgré ses vingt-quatre années d'application, n'a guère vieilli; quand elle aura été modernisée, elle pourra, pendant de longues années encore, régler le sort des enfants déshérités qui n'ont pas eu la chance que rien, évidemment, quelque effort que l'on fasse, ne saurait remplacer, d'avoir été élevés par leurs parents.

Est-ce à dire que tout soit parfait, suffisant, et qu'aucune réforme ne soit susceptible d'être apportée au fonctionnement de la loi.

Dans notre pays, parmi les besoins si divers et si changeants, il faut reconnaître que l'évolution des textes et des mœurs a marqué le perfectionnement successif de l'œuvre poursuivie en faveur de l'enfance abandonnée. Cependant, objectivement, c'est par une extension des dispositions législatives ou réglementaires, une unification des pratiques existantes, une orientation, une harmonisation avec les nécessités économiques et exigences modernes que se réaliseront les améliorations à la situation matérielle et morale des enfants assistés et de leurs pareils.

Quelles sont donc les améliorations, réformes, progrès à accomplir ? Je vais essayer de les mettre en lumière, en établir la nécessité, les avantages, la possibilité pratique.

SECTION I.

Secours temporaires.

La durée du secours temporaire ne devrait pas être limitée aux premières années de la naissance, mais s'appliquer comme pour les orphelins jusqu'à la troisième année et plus même pour les infirmes. D'autre part, s'élever à un taux minimum suffisant pour être efficace.

Obtenir d'une fille-mère en la secourant, disait une circulaire du 11 août 1888 qu'elle renonce à abandonner son enfant, qu'elle se charge de l'allaiter si elle le peut,

c'est en règle générale accroître sensiblement les chances de survie du nourrisson, c'est combattre par un moyen éprouvé le fléau de la mortalité infantile.

Cette première considération est à elle seule décisive et, par suite, le service de l'Assistance Publique se doit de tout faire pour éviter l'abandon d'un enfant du 1^{er} âge. Il arrive enfin que le secours temporaire, en déterminant une mère à garder ou à reprendre son enfant, procure à celle-ci, en dehors de l'assistance matérielle, un élément de force morale. C'est donc pour la femme qui s'acquitte de son devoir maternel une voie de relèvement.

Ces diverses considérations suffisent à prouver qu'il est indispensable d'améliorer et de développer les bienfaits de l'institution des secours temporaires.

D'autre part, les départements ont tout avantage au point de vue budgétaire, à déterminer par une augmentation du nombre des enfants secourus une diminution dans l'effectif des pupilles de l'Assistance Publique.

Le taux du secours temporaire est, le plus souvent, loin d'atteindre le montant du salaire payé à la nourrice, le secours n'est généralement accordé que jusques et y compris la troisième année de l'enfant; quant au pupille de l'Assistance Publique il est à la charge exclusive de l'administration qui lui tient lieu de famille; même dans les conditions normales, c'est-à-dire lorsqu'il est valide et se conduit bien, il ne peut être placé chez des nourriciers ou patrons que moyennant pension. En ce qui concerne les pupilles malades ou infirmes et ceux que leur indiscipline ne permet pas de maintenir dans leur placement, c'est jusqu'à leur majorité que les frais de leur entretien incombent à la collectivité. Il existe donc une différence considérable entre les dépenses respectives que causent à l'administration l'enfant secouru et le pupille de l'assistance.

Les avantages multiples de l'institution des secours temporaires n'ont pas suffisamment encore été compris; aussi dans de trop nombreux départements (voir tableau 8), le taux de ces secours est-il bien trop modique pour procurer à la fille-mère et spécialement à l'ouvrière des villes, ce minimum d'assistance à défaut duquel il lui est bien difficile, souvent impossible, de pourvoir à l'entretien de son enfant.

Il est donc indispensable que les assemblées départementales remplissent mieux leur devoir social d'assistance et que les Inspecteurs de l'Assistance Publique demandent et obtiennent le vote d'allocations répondant moins imparfaitement aux besoins, permettant dans une mesure moins étroite de prévenir des abandons.

Du même point de vue, il importe de hâter le plus possible la solution des demandes en insistant auprès des municipalités pour recevoir d'urgence les renseignements nécessaires; dans cet ordre d'assistance plus que dans aucun autre, il est vrai de dire que la promptitude du secours en double le prix.

Il y a lieu d'ajouter que le mode du secours temporaire ne devrait pas être limité à l'attribution d'une allocation en argent mais complété par la délivrance d'une layette aux enfants dont la mère est souvent réduite à un dénuement presque absolu.

SECTION II.

Enfants en dépôt.

Le bénéfice de l'admission en dépôt ne devrait pas être strictement limité aux enfants dont les parents sont hospitalisés ou incarcérés, mais étendu à tous ceux qui se trouvent en danger par suite de la maladie, de la détresse, de l'absence, de la misère de leurs père et mère.

Ainsi que le signalait le gouvernement au Sénat dans l'exposé des motifs de la loi du 27 juin 1904, certaines dispositions légales se trouvaient à l'époque tombées en

désuétude, facilement abrogées par une sorte de droit coutumier; de même, certaines prescriptions de la loi de 1904 sont-elles aujourd'hui éludées par la force même des choses en ce qui concerne les enfants en dépôt.

Maintes fois les services sont amenés à recueillir à titre provisoire, illégalement, des enfants dont les parents ne sont ni détenus, ni hospitalisés.

Un service peut-il se refuser d'intervenir lorsque des enfants sont en danger manifeste de contamination auprès d'un père ou d'une mère atteint d'une affection contagieuse, telle la tuberculose, ou bien d'une mère n'ayant pour refuge que l'asile de nuit ou encore, par exemple, les enfants en bas âge privés subitement de leur mère et dont le père ne peut s'occuper quelle que soit sa bonne volonté.

Il y a donc une nécessité à recevoir temporairement des enfants dont leurs parents sont dans l'impossibilité de garder momentanément auprès d'eux ou qui partagent les vicissitudes de leur chômage ou de leur maladie.

Garder les enfants dans le service un mois, deux mois, jusqu'à ce que le travail ayant reconstitué l'intérieur du ménage ouvrier, les père et mère soient en mesure de reprendre leur mission familiale, c'est là une œuvre de protection et de préservation de l'enfance éminemment indispensable.

Par cela même il convient de conclure que la catégorie des enfants en dépôt ne soit pas aussi strictement limitée et que le bénéfice de ses dispositions soit même étendu aux « abandonnés » dont l'immatriculation ne devrait être que provisoire, pour ne devenir définitive qu'après un délai préfixe : délai pendant lequel le secret du placement n'aurait pas à être respecté, mais au contraire divulgué pour que la mère ou les parents de l'enfant puissent s'y intéresser et éventuellement exprimer le désir que l'administration, au surplus, pourrait provoquer, de revenir sur une détermination qui est toujours regrettable et pas fatalement irrémédiable.

SECTION III.

Allaitement maternel. — Maisons de refuge et pouponnières.

La puériculture est de toutes les questions d'hygiène la plus importante au point de vue de l'avenir et même de l'existence d'un pays. Les naissances sont rares en France. Un nouveau-né est donc un trésor fragile et précieux.

« C'est au berceau, dit justement Madame Epron Pariès, qu'il faut prendre l'homme pour en faire un citoyen robuste et vigoureux. L'observation sévère des lois de l'hygiène est donc surtout nécessaire dans l'enfance, soit pour conserver la santé, soit pour la rétablir lorsqu'une maladie vient en interrompre le cours.

La connaissance de ces lois est d'autant plus importante qu'on a souvent à combattre, dans le monde, pour détruire de vieilles erreurs sur la manière d'élever les enfants ».

De tous les problèmes à résoudre pour la conservation de l'existence des enfants en bas âge, celui de l'alimentation se place au premier plan. L'alimentation des nouveau-nés, en effet, exige de très grandes précautions. En été surtout, les fautes d'hygiène alimentaire causent des accidents très nombreux. L'usage de lait aigri, fermenté, est la principale cause des épidémies de choléra infantile qui enlèvent parfois en une semaine des centaines de nourrissons. Ce lait fermenté renferme un poison, la tyrotoxine, analogue au poison des champignons vénéneux. Il peut aussi se former par fermentation une autre substance non moins dangereuse, la spasmotoxine qui cause de graves convulsions.

L'allaitement maternel mettrait à l'abri de tous ces accidents, on ne doit y renoncer qu'en cas d'impossibilité absolue. Pour développer l'allaitement maternel il faut se résoudre à faire de la mère *la nourrice payée de son enfant* et pour réaliser cette fonction sociale, il est indispensable d'élargir le cadre des enfants en « dépôt » et créer des pouponnières, nourriceries, annexées aux maternités, dont les frais d'entretien seraient compris obligatoirement dans les dépenses ordinaires du service.

Dans bien des départements, il a été installé des quartiers d'allaitement dans lesquels des mères avec leurs enfants sont hospitalisés au titre du service des enfants assistés et servent de nourrices à des enfants du service. C'est le système appliqué dans les Vosges, dont l'initiative revient à M. Eynard, actuellement Inspecteur du Rhône.

Au point de vue social et économique, il est de plus en plus nécessaire qu'une mère privée de ressources suffisantes trouve à tout moment une place qui réponde aux besoins de sa situation.

Il ne suffit pas de donner à la femme un asile momentané, il faut encore lui venir en aide dans les circonstances particulières inhérentes à son sexe et à sa faiblesse.

Si elle est enceinte, sur le point d'être mère, il faut lui assurer un établissement destiné à la protection de l'enfant avant sa naissance, et où elle attendra dans le calme et la sécurité le moment de sa délivrance.

Après l'accouchement, il faut lui procurer un refuge sous la surveillance d'un médecin, où elle sera reçue avec son nouveau-né pour l'allaiter pendant une période pouvant aller jusqu'à un an et où, pendant ce temps, elle sera non seulement préservée de la misère, mais rétribuée, et l'objet d'un patronage moral.

Par ces différents moyens je suis persuadé que l'existence de l'enfant sera sauvegardée, en sorte que le but principal sera atteint. Sachons en effet qu'un enfant qui a atteint l'âge d'un an est en principe sauvé, quelles que soient les conditions défavorables qui aient entouré sa naissance et que lorsqu'une mère a consenti à élever son enfant ne fût-ce que quelques mois, l'attachement maternel est assez vivace pour prévenir un abandon.

« En résumé, il n'est pas excessif de dire que la maternité est une fonction sociale. *L'aphorisme*, malgré son apparence prudhommesque, ne fait que traduire une vérité élémentaire qu'on tenterait en vain de méconnaître ou de travestir; cette fonction équivalait dans l'Etat à un service public; elle ne peut être livrée à elle-même sans mettre en péril l'intérêt national, l'intérêt humanitaire (Thèse Lenoir, Paris, 1907). *Le nouveau régime des enfants assistés* ».

SECTION IV.

Tarif des pensions.

Dans beaucoup de départements les prix de pension sont manifestement d'une insuffisance absolue.

Pour diminuer la mortalité des pupilles en leur procurant de bonnes nourrices; pour assurer plus tard à ces enfants une alimentation et une hygiène convenables, pour déterminer leurs patrons à les envoyer régulièrement à l'école, il est indispensable d'allouer un prix de pension rémunérateur. « Il n'est ni juste de réclamer, ni possible d'obtenir, des nourrices, des nourriciers, des patrons, un sacrifice en faveur des pupilles. Le salaire payé à ces personnes doit être calculé de telle sorte qu'après l'exécution fidèle des engagements qu'elles contractent, elles réalisent encore un bénéfice, ce profit

n'est pas seulement licite, il est, au point de vue des nourrices, nourriciers et patrons, la raison d'être du contrat.

Les tarifs adoptés sont-ils dans leur ensemble établis de façon à laisser à cette clientèle le l'administration une marge suffisante, une marge appréciable de bénéfice ? La négative est malheureusement démontrée par la lecture des chiffres des tableaux n° 4 et n° 9. Il convient donc d'élever les tarifs en vigueur pour assurer le bon recrutement des nourrices et pour placer les pupilles dans une condition plus satisfaisante au double point de vue de l'éducation et de l'hygiène. L'administration a notamment le devoir de leur garantir le bienfait de l'enseignement primaire et il est déplorable que par la faute des patrons et par la faute des tarifs, ces enfants qui auraient dû donner le bon exemple, fréquenter assidument l'école, obtenir leur Certificat d'Etudes Primaires ont été trop souvent, jusqu'à ces dernières années, des réfractaires, voire même des illettrés ou peut s'en faut.

SECTION V.

Hospices dépositaires, nourriceries, pouponnières.

Les hospices dépositaires aménagés dans les hôpitaux comprennent en général un service de tout petits et qui, en fait, est une pouponnière et des quartiers d'hospitalisation distincts pour les enfants garçons ou filles de plus et de moins de 13 ans. Très rares sont aujourd'hui encore, d'après le rapport de l'Inspection générale, 1926, page 65, les services installés dans des conditions satisfaisantes.

Le service des tout petits manque trop souvent de l'hygiène la plus élémentaire. Le personnel n'y est pas assez spécialisé, ni au courant de la puériculture, il n'y a parfois ni salle de change, ni local d'isolement pour les suspects; les salles de stérilisation du lait ou de cuisine servent trop fréquemment de salles de débarras quand elles ne sont pas utilisées comme réfectoires.

Pour les enfants de moins de 13 ans, il arrive dans certains établissements que les pupilles non malades sont mélangés aux enfants en traitement. Très souvent aussi, il n'y a pour ces enfants ni réfectoire, ni salle d'étude ou de récréation, et les gosses traînent dans la cour l'été, ou dans les couloirs quand il fait mauvais.

Mais c'est pour les enfants de plus de 13 ans que les déficiences des hospices dépositaires sont les plus apparentes. Si quelques commissions administratives subventionnées par le département et par les fonds du pari mutuel ont eu à cœur de loger confortablement les enfants assistés, d'autres, les plus nombreuses, ne les considèrent qu'au regard des prix de journée payés pour eux.

Garçons et filles sont placés avec les vieillards (il en est ainsi pour les Vosges), dont certains sont atteints de maladies chroniques. C'est la promiscuité obligatoire au dortoir comme au réfectoire et l'été dans les cours.

Rarement l'installation sanitaire est suffisante, les salles de bains, même les simples lavabos, sont souvent inexistantes.

Ajoutons que l'alimentation si elle est suffisamment abondante, n'est pas assez variée ni appétissante et que pour les débiles, par exemple, elle ne répond guère à leurs besoins physiologiques: reproche que l'on peut formuler également à l'égard de nombreux hôpitaux, sanatoria, établissements marins dont quelques-uns méritent sans conteste le titre de *marchands de soupe*.

On comprend dans ces conditions que les Inspecteurs, notamment M. Lasmayous,

pour les Vosges, qui ont à cœur leur service et s'intéressent au sort de leurs enfants, prennent toutes dispositions nécessaires pour qu'il y ait le moins possible d'enfants à l'hospice dépositaire et pour que ceux-ci y séjournent le moins de temps.

Nourriceries, etc... — Au sujet des nourriceries, quartiers d'allaitement et autres institutions analogues, les mêmes défauts d'installation des locaux, de leur agencement sont constatés. D'un autre côté, la place y fait souvent défaut, ce qui oblige l'administration à refuser des admissions, tel est encore le cas pour la nourricerie des Vosges: 41 lits non compris ceux de fortune installés dans des services annexes et où, ceci relaté en passant, il n'existe pour la toilette des enfants qu'une baignoire portative.

Enfin une observation quant au fonctionnement et à l'organisation des services de l'enfance me paraît indiquée.

Il est nécessaire que les nourriceries, pouponnières, etc..., dans les départements à effectif moyen de pupilles, soient complètement distincts des services hospitaliers et que leur fonctionnement soit organisé par l'administration de l'Assistance Publique.

Par là même, le sort des enfants en sera amélioré, le confort et l'hygiène respectés, des innovations tentées, qu'en l'état actuel il est difficile de réaliser parce qu'en face de pratiques traditionnelles, parfois une certaine prévention, voire hostilité systématique aussi des moyens financiers.

Comme il est question d'hospices dépositaires et établissements divers, il m'a paru intéressant de reproduire (voir tableau n° 10) pour les Vosges les prix de journée à l'hôpital Saint-Maurice d'Epinal de 1900 à 1928 et je n'hésite pas à conclure que les prix de journée envisagés sont manifestement insuffisants pour procurer aux pupilles comme aux malades indigents le bien-être particulièrement indispensable à leur existence comme au rétablissement de leur santé.

SECTION VI.

Orientation professionnelle.

Par orientation professionnelle, j'entends la nécessité de diriger les enfants assistés non seulement vers les carrières rurales, mais encore vers les corporations de métiers professions libérales, écoles d'enseignement primaire et secondaire.

D'après la loi, les pupilles de plus de 13 ans sont mis en apprentissage de préférence dans les professions agricoles. Ce faisant, la pensée principale du législateur a été d'assurer au travail des champs pour l'un comme pour l'autre sexe les bras dont l'administration disposait et qui, bien dirigés, vaudraient à l'agriculture des auxiliaires précieux. Dans leur ensemble c'est donc dans la culture que les pupilles sont placés. S'ils y acquièrent il est vrai des notions d'agriculture ou d'horticulture, ils ne deviennent cependant pas d'excellents cultivateurs; ils restent bien souvent des inférieurs incapables de diriger éventuellement seuls une exploitation ou un métier.

En fait, les exceptions au placement dans les professions agricoles sont nombreuses; les pupilles qui sont placés dans d'autres conditions, notamment les filles employées comme bonnes à tout faire, constituent une fraction importante.

A ce sujet on s'efforce trop de faire gagner de l'argent aux enfants dès qu'ils ont atteints leur treizième année; on ne se préoccupe pas assez de leur procurer les connaissances élémentaires nécessaires pour en faire d'utiles ouvriers. L'enfant placé jeune à la campagne n'a pu connaître et voir que peu de choses. Le garçon n'a fait l'office que de petit valet à qui on confie entre les heures de classe la garde de quelques animaux; la

filles a pu aider aux travaux du ménage mais l'intelligence de l'un ni de l'autre n'a pu être éveillée, leur raison n'a pu être guidée, car en somme les nourrices ou gardiennes, de braves femmes, c'est entendu, sont quand même la plupart de pauvres et simples femmes. L'intérieur du logis n'a rien de confortable, l'ameublement y est rudimentaire, la propreté relative; les terres sont un petit lopin, le troupeau ne compte souvent même pas un bovidé.

C'est donc dans cette ambiance sympathique au poète, que l'enfant est élevé et c'est de là qu'il tombe tout à coup parce qu'il a 13 ans, le garçon dans une exploitation importante, la fille dans un intérieur bourgeois.

Le premier ne sait pas ce qu'est une machine agricole, la seconde ne sait ni laver ni repasser, ni cirer un parquet, ignore tout de la cuisine et d'un service. La peine de quitter la maman nourrice est parfois aggravée d'un certain émoi.

C'est au cours de la 1^{re} année de placement en condition que se décide le sort de l'enfant et c'est pour cela, s'exprime M. Brebion, Inspecteur départemental de la Seine-et-Oise, dans la « *Revue philanthropique* », page 457, 15 novembre 1927, que cette première année doit être précédée d'une étape préparatoire plus ou moins longue au cours de laquelle le ou la pupille sera quelque peu initié au métier auquel il est destiné, afin que la transition soit moins pénible entre l'état de pensionnaire et celui de salarié.

J'ajoute que cette éducation, cet enseignement, devraient pouvoir être donnés dans un établissement national où des ateliers de tous genres devraient se trouver et servir au développement des goûts et des dispositions des enfants qui seraient ainsi accoutumés au travail et dotés d'un métier.

Non seulement ces établissements deviendraient une école d'arts et de métiers pour eux, mais rien n'empêcherait qu'elles fussent ouvertes aux autres enfants des citoyens sans fortune; là, sous l'inspection, sous la surveillance de techniciens, ils se formeraient au travail et aux arts utiles; là, on leur donnerait l'instruction et l'éducation qui leur fait tant défaut et, devenus hommes, ils entreraient mieux armés dans la société.

Il va sans dire qu'à côté de ces placements en écoles des métiers subsisteraient les placements chez des artisans qui se chargeraient d'apprendre un métier aux enfants, tout en assurant leur existence ou en maintenant la pension chez un nourricier; la pension étant payée à celui-ci soit par l'artisan si le contrat d'apprentissage comporte un salaire, soit même par le service.

En définitive, j'estime que l'on pourrait tenter plus qu'on ne le fait réellement de la mise en apprentissage qui assure un métier, et par suite rend l'homme libre. En sorte que le pupille éduqué pour la profession à laquelle il est destiné, pour ne pas dire à laquelle il se destine, se rendrait compte de sa valeur et comprendrait sans doute qu'il a intérêt à augmenter celle-ci par un travail sérieux.

SECTION VII.

Améliorations diverses.

En dehors des améliorations qui sont nécessairement l'œuvre de la loi et des assemblées départementales: il en est d'autres qui touchent à des détails de service et peuvent être apportées par les Inspecteurs. « Si les institutions valent en effet par les hommes qui les mettent en application, les services départementaux d'enfants assistés, tout particulièrement, sont partiellement ce que les font les Inspecteurs chargés de les diriger. (Rapport Inspection générale, édition 1926, page 171) ». Il m'apparaît ainsi qu'un nombre de ces améliorations doivent être pratiquées :

1° *Une large prolongation de la scolarité jusqu'à 14 ans* au moins, mesure éminemment utile aux pupilles parce que propice à l'élévation de leur niveau intellectuel et moral, et aurait pour effet de les soustraire jusque-là au dur labeur du salarié.

Rappelons à cet égard que la convention internationale du travail de Washington (octobre-novembre 1919), la même d'où est sortie le fameux projet de convention sur la journée de 8 heures, a adopté également un projet de convention fixant à 14 ans l'âge minimum d'admission des enfants au travail.

Ce projet de convention n'a pas encore été ratifié en France. Sa ratification est d'ailleurs liée à la revision de la loi fixant l'âge jusqu'où la fréquentation scolaire est indispensable.

Quoi qu'il en soit et ceci dit en passant, nos législateurs ont là une belle besogne à accomplir en ratifiant la Convention de Washington et en fixant l'âge minimum d'admission des enfants à tous travaux quels qu'ils soient et non pas seulement aux travaux industriels.

2° *Une collaboration de droit entre l'administration de l'Assistance Publique et les Instituteurs, dans le fonctionnement du service pour les renseignements sur la qualité des placements, la tenue des pupilles, leur surveillance, éducation, etc.* Les Instituteurs sont en effet qualifiés et mieux placés que qui ce soit pour apprécier en toute connaissance de cause la situation matérielle et morale des enfants, leur développement physique et intellectuel, les dispositions professionnelles qu'il révèlent.

Enfin, une considération qui a son importance dans toutes les questions d'assistance en général, c'est celle-ci : les Instituteurs sont indépendants, ils n'ont, à de rares exceptions, aucune attache familiale politique ou autre avec leur milieu ; par suite leurs avis sont désintéressés, l'expression de la vérité. Ajouter d'autre part que leurs sentiments à l'égard des déshérités sont empreints d'un esprit de solidarité et témoignent d'un profond désir de l'amélioration de leur condition.

3° *Institution pour chaque enfant d'une fiche médico-pédagogique avec obligation d'un examen médical annuel jusqu'à la majorité et libre choix du Médecin.*

D'une façon générale les enfants recueillis par l'Assistance Publique sont venus au monde dans les conditions les plus défavorables ; trop fréquemment leurs mères ont mis tout en œuvre pour éviter une maternité gênante et lorsqu'enfin ils voient le jour, ils sont exposés à tous les périls.

La situation est aggravée encore du fait que les services sont dans l'ignorance de toutes les conditions mauvaises qui ont pu influencer sur l'état physique des enfants. Par suite, il importe de s'assurer avec méthode de la constitution des pupilles, de décèler leurs tares, en mettant les enfants en observation ou traitement pendant une certaine période, soit dans un établissement approprié, soit même chez la nourrice. A cet effet, il serait tenu une fiche où seraient notés au fur et à mesure et avec précision les maladies, affections, accidents survenus dès la naissance ou l'admission jusqu'à la majorité, les constatations périodiques de taille, de poids, celles de l'état physique ou physiologique afin qu'à tous moments le service ou le médecin puisse se référer à des indications et des renseignements précieux pour l'établissement d'un pronostic, d'une médication ou d'un régime.

Ajoutons que cette fiche pourrait servir également à relater des renseignements pédagogiques très utiles à connaître.

Sur la désignation des Médecins chargés de donner leurs soins aux pupilles, une remarque s'impose.

Il est d'usage dans certains départements de confier à tel ou tel praticien une circonscription médicale ou un service préfixe. Cet usage doit être formellement proscrit en ce qu'il est contraire à l'esprit démocratique, au libre choix des nourriciers et des pupilles et souvent aussi aux intérêts financiers des collectivités. En cette matière la politique et le favoritisme n'ont pas à intervenir et doivent se trouver sur un pied d'égalité les Médecins quels ils soient qui acceptent le tarif administratif.

4° Il est d'autres améliorations sur lesquelles il serait trop long et fastidieux peut-être d'insister, soit parce qu'elles touchent à l'organisation technique du service, soit parce qu'elles dépassent le cadre de cette thèse.

Et maintenant, je crois le moment opportun pour parler de l'objet de l'assistance et des enfants assistés dont le sort intéresse tous les cœurs, sans les agiter, ni les irriter.

La protection de l'enfance malheureuse peut être inscrite au rang des rares questions qui ne nous divisent point. Non seulement elle ne divise ni les électeurs ni les élus, mais elle est susceptible de les rapprocher et de mettre leurs âmes à l'unisson dans une sorte de symphonie de la générosité et de la pitié.

« L'objet de l'assistance des enfants assistés est, sans doute, pour une constitution sage, la conservation de leurs jours, de leur santé, mais elle doit particulièrement encore s'occuper d'en faire des sujets utiles à l'Etat, d'assurer leur bonheur en leur préparant des vertus, en les rendant dignes de la confiance de leurs concitoyens.

La législation qui répand des secours sur cette classe d'enfants, doit encore avoir pour objet de diminuer le nombre des mères qui, renonçant aux sentiments les plus doux, les plus puissants de la nature, abandonnent leurs enfants et privent ainsi du bonheur de connaître leurs parents, les malheureux auxquels elles ont donné le jour.

Cette considération est de la plus grande importance, l'Assistance Publique qui favoriserait le désordre ne serait plus une bienfaisance et il n'en est pas de plus malheureux pour la société que l'abandon des enfants.

Le nombre des enfants abandonnés est dans un état en raison de la misère et des mauvaises mœurs, c'est donc en attaquant ces deux causes que l'on peut espérer d'agir efficacement sur le désordre qui en est l'effet. (Rapport du Duc de Liancourt à l'Assemblée nationale en 1790 ». Mais, en attendant, la législation bienfaisante doit des secours complets aux infortunés dont le malheur les réclame. Cette législation doit en sorte avoir pour objet de faire de ces enfants des citoyens utiles et heureux, de pourvoir à leur existence physique et au développement de leurs forces, d'assurer leur existence civile, de remplacer autant qu'il se peut par la surveillance la plus suivie, par la tutelle la plus éclairée et la plus vigilante, tous les soins paternels qui leur sont refusés par la nature, de suivre par ailleurs ces enfants dès les premiers temps de leur jeunesse, les faire participer aux bienfaits de l'Instruction publique à tous les degrés, les fortifier contre les vices par la connaissance de leurs devoirs et l'amour du travail, les tirer ainsi avec la nécessité, de la classe des mendiants, où le régime des hôpitaux autrefois les précipitaient. Telles sont les directives (déjà préconisées sous la Révolution de 1789) qui doivent régir le service de l'Assistance Publique.

Même exercé par un personnel d'élite, toutes les Institutions d'assistance restent encore à notre époque une sorte d'aumône. Elles sont acceptables en attendant mieux. C'est une œuvre de solidarité effective et non de charité qui doit accueillir notamment l'enfant abandonné et le conduire au seuil de la vie d'homme.

L'enfant, comme le travailleur, doit être assuré contre la défaillance des parents,

l'hostilité du milieu, la misère et le vice. *L'assurance* des enfants est un devoir social, il faut en faire une réalité vivante.

Ces petits abandonnés, qui ne connaissent jamais la joie d'un vrai foyer, la tendresse d'une mère, doivent être nôtres deux fois :

La nécessité nous les confie, la souffrance les sacre. Leur destinée triste grandit nos obligations envers eux.

Evitons de leur infliger le poids d'une sorte de déchéance et de tare ; comme nous, ils sont nés d'une femme et la nation se doit de les entourer, de les élever comme les plus chéris, puisque les plus déshérités de ses fils.

Une civilisation piétine si elle s'accroît par l'unique rayonnement du progrès matériel.

Elle grandit seulement quand elle fait la famille humaine plus heureuse, respecte la faiblesse, préserve l'avenir, s'élève en un mot dans la moralité et dans l'amour.

Mouvement en 1924 des Pupilles de l'Assistance publique

Tableau 1.

DÉPARTEMENTS	EXISTANTS	ENTRÉS	TOTAL	SORTIS		RESTANTS
	au	dans		DANS L'ANNÉE		au
	1 ^{er} janvier 1924	L'ANNÉE		par décès	Pour autres causes	31 décembre 1924
Ain	940	110	1.050	23	135	892
Aisne	1.197	223	1.420	49	198	1.178
Allier	971	122	1.093	27	70	996
Alpes (Basses).	211	17	228	5	16	207
Alpes (Hautes).	123	32	155	4	22	129
Alpes-Maritimes	1.186	135	1.321	76	73	1.172
Ardèche	400	43	443	12	36	395
Ardennes	648	103	751	32	85	634
Ariège	193	87	280	8	22	200
Aube	875	71	946	23	58	845
Aude	483	91	574	15	82	477
Aveyron	585	58	643	13	35	595
Belfort (Territoire de)	244	19	263	3	12	248
Bouches-du-Rhône	2.999	1.194	4.193	280	1.082	2.831
Calvados	2.223	170	2.393	75	200	2.118
Cantal	336	31	367	5	35	327
Charente	975	58	1.033	18	77	938
Charente-Inférieure	1.295	114	1.409	28	106	1.275
Cher	993	88	1.081	30	78	973
Corrèze	576	91	667	15	79	573
Corse	262	40	302	12	28	262
Côte-d'Or	1.373	182	1.555	28	192	1.335
Côtes-du-Nord	1.316	109	1.425	27	126	1.272
Creuse	437	30	467	8	27	432
Dordogne	914	114	1.028	22	96	910
Doubs	695	36	731	23	138	570
Drôme	695	70	765	22	55	688
Eure	1.891	218	2.109	10	242	1.857
Eure-et-Loir	953	175	1.128	35	130	963
Finistère	1.448	246	1.694	27	254	1.413
Gard	547	179	726	34	139	553
Garonne (Haute)	1.448	127	1.575	44	85	1.446
Gers	365	38	403	15	30	338
Gironde	2.768	228	2.996	113	231	2.652
Hérault	802	87	889	29	65	795
Ille-et-Vilaine	1.836	164	2.000	37	115	1.848
Indre	432	32	464	4	44	416
Indre-et-Loire	1.368	186	1.554	35	158	1.361
Isère	874	59	933	26	59	848
Jura	453	51	504	8	39	457
Landes	597	38	635	11	55	569
Loir-et-Cher	1.120	249	1.369	18	277	1.074
Loire	1.002	73	1.075	30	103	942
Loire (Haute)	404	88	492	10	77	405
Loire-Inférieure	1.391	367	2.358	37	465	1.856
Loiret	778	97	875	24	79	772
Lot	312	49	361	8	39	314
Lot-et-Garonne	402	57	459	21	39	379
Lozère	222	18	240	1	25	214
Maine-et-Loire	748	81	829	19	79	731
Manche	2.004	152	2.156	50	113	1.993
Marne	1.193	120	1.313	17	127	1.169
Marne (Haute)	569	58	627	7	65	555
Mayenne	877	86	963	9	95	859
Meurthe-et-Moselle	1.405	122	1.527	40	121	1.363
Meuse	538	59	597	3	64	530
Morbihan	912	172	1.084	5	186	893
Nièvre	778	80	858	7	75	776
Nord	3.463	52	4.025	86	460	3.479
Oise	1.025	190	1.215	13	202	1.000
Orne	1.194	147	1.341	14	117	1.210
Pas-de-Calais	1.732	183	1.915	62	151	1.702
Puy-de-Dôme	1.267	133	1.400	28	98	1.274
Pyrénées (Basses).	1.153	93	1.246	32	51	1.158
Pyrénées (Hautes).	399	51	450	16	29	405
Pyrénées-Orientales	269	31	300	8	21	271
Rhône	3.937	338	4.275	110	275	3.890
Saône (Haute)	468	46	514	1	58	455
Saône-et-Loire	1.423	114	1.537	38	124	1.375
Sarthe	2.614	206	2.820	36	202	2.582
Savoie	346	53	399	9	32	358
Savoie (Haute)	503	53	556	6	48	502
Seine	35.971	5.248	41.219	294	6.643	34.282
Seine-Inférieure	5.351	1.880	7.231	148	1.870	5.213
Seine-et-Marne	1.098	74	1.082	16	74	992
Seine-et-Oise	2.847	161	3.008	41	285	2.682
Sèvres (Deux)	612	46	658	8	33	617
Somme	2.153	233	2.886	48	185	2.153
Tarn	302	59	361	12	37	312
Tarn-et-Garonne	252	49	301	4	44	253
Var	573	73	646	31	51	564
Vaucluse	542	143	685	26	146	513
Vendée	742	62	804	7	77	720
Vienne	699	102	801	19	63	719
Vienne (Haute)	1.161	101	1.262	43	92	1.127
Vosges	1.165	137	1.302	15	205	1.082
Yonne	908	143	1.051	30	134	887
TOTAUX	128.261	17.835	146.096	2.818	18.650	124.623

Tableau 2. Statistique du Service des Enfants assistés dans les Vosges de 1882 à 1928

ANNÉE	NOMBRE DE PUPILLES					MORTALITÉ		NOMBRE DE PUPILLES DANS L'ANNÉE				MARIAGES		SITUATION AU POINT DE VUE MILITAIRE					DENIERS PUPILLAIRES				
	Passés dans l'année	Restants au 31 décembre	De moins de 13 ans	De plus de 13 ans	En dépôt y compris	Nombre des décès	Où des décès	Devenues mères	Ont obtenu le C. E. P.	Ont été l'objet de condamnations	Garçons	Filles	Présentes au Conseil de revision	Reconnus bon pour le service	Réformés	Classes	Service auxiliaire	Nombre de livrets de Caisse d'épargne	Montant des livrets	Livrets remis dans l'année	Montant	Moyens remis	
1882	559																						
1883	541																						
1884	509																						
1885	456																						
1886	443																						
1887	430																						
1888	409																						
1889	420																						
1890	390																						
1891	507																						
1892	736																						
1893	840																						
1894	947																						
1895	989					9																	
1896	1 047					7	0 97		44														
1897	1 147					7	0 74		14														
1898	1 165					5	1 74		12														
1899	1 188					41	1 74		11														
1900	1 180					22	1 74		12														
1901	1 258					11	1 16		9														
1902	1 274					14	1 16		14														
1903	1 187		413	640		17	0 60		14														
1904	1 161		420	625		17	2 37		14														
1905	1 180		430	619		16	1 35		14														
1906	1 180		456	603		25	1 33		8														
1907	1 197		456	563		21	1 80		8														
1908	1 161		463	529		26	2 25		6														
1909	1 155		500	512		24	2 08		10														
1910	1 153		554	520		44	1 69		6														
1911	1 484		614	570		23	1 76		8														
1912	1 304		672	536		20	1 42		14														
1913	1 404		714	677		45	3 02		5														
1914	1 490		709	678		22	1 44		5														
1915	1 521		645	695		38	2 42		4														
1916	1 571		609	750		61	1 39		9														
1917	1 581		602	743		69	2 01		5														
1918	1 590		698	698		32	2 81		4														
1919	1 539		519	714		47	3 04		12														
1920	1 427		508	707		44	1 20		6														
1921	1 405		520	692		75	0 73		3														
1922	1 354		473	692		65	0 81		5														
1923	1 355		443	639		56	1 15		4														
1924	1 302		440	603		64	1 45		3														
1925	1 233		433	586		71	1 75		3														
1926	1 194		432	544		82	1 34		4														
1927	1 189		442	544		82	1 34		4														

(1) Dans ces chiffres ne sont pas compris le montant des livrets des enfants en dépôt et en garde qui ont été remis à cette époque entre les mains des titulaires conformément à une circulaire télégraphique du 19 août 1900.

Tableau 3.

Enfants secourus temporairement depuis l'année 1882

RESTANTS au 31 décembre des années	LÉGITIMES	NATURELS	TOTAUX	TAUX MENSUEL DU SECOURS		
				ENFANTS LÉGITIMES	ENFANTS NATURELS	A TITRE provisoire et exceptionnel
1882	»	»	246	»	»	»
1883	»	»	258	»	»	»
1884	»	»	269	»	»	»
1885	»	»	249	»	»	»
1886	»	»	286	»	»	»
1887	»	»	277	»	»	»
1888	»	»	270	»	»	»
1889	»	»	297	»	»	»
1890	»	»	288	»	»	»
1891	»	»	217	»	»	»
1892	138	32	170	»	»	»
1893	149	36	185	»	»	»
1894	194	64	258	»	»	»
1895	271	66	337	»	»	»
1896	336	83	419	»	»	»
1897	407	110	517	»	»	»
1898	432	146	578	»	»	»
1899	219	173	392	»	»	»
1900	236	178	414	4, 5 ou 6 fr.	6, 8 ou 10 fr. suivant cas	»
1901	246	220	466	Id.	Id.	»
1902	227	252	479	Id.	Id.	»
1903	241	280	521	8 fr.	8 fr.	»
1904	239	274	513	Id.	Id.	»
1905	233	303	536	Id.	Id.	»
1906	222	319	541	Id.	Id.	»
1907	257	348	605	Id.	Id.	»
1908	268	376	644	9 et 10 fr. au sein 12,50	Au sein 12 50, 9 et 10 fr. mixte	»
1909	282	394	676	Id.	Id.	»
1910	495	471	966	Id.	Id.	»
1911	681	506	487	Id.	Id.	»
1912	787	552	1 338	Id.	Id.	»
1913	370	456	826	Id.	Id.	»
1914	154	384	538	Id.	Id.	»
1915	133	409	632	Id.	Id.	»
1916	102	571	673	Id.	Id.	»
1917	68	532	600	Id.	Id.	»
1918	61	1 357	1 418	Id.	Id.	»
1919	19	403	422	Moins d'un an : 50 et de 1 à 3, 30	Moins d'un an : 50 et de 1 à 3, 30	»
1920	13	87	100	Id.	Id.	»
1921	31	196	227	Moins de 1 an : 20 à 25 et de 1 à 3, 20	20 à 25 jusqu'à 1 an et 15 de 1 à 3 ans	50 fr.
1922	33	239	272	Id.	Id.	Id.
1923	50	303	353	Id.	Id.	Id.
1924	69	291	360	Id.	Id.	Id.
1925	80	373	453	Id.	Id.	Id.
1926	72	313	385	Id.	Id.	Id.
1927	66	314	380	Id.	Id.	Id.

Tableau 4

Taux des Pensions des Pupilles de 1 jour à 13 ans en 1927-28

DÉPARTEMENTS	JUSQU'À 1 AN		1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 à 7 ans	7 à 8 ans	8 à 9 ans	9 à 10 ans	10 à 11 ans	11 à 12 ans	12 à 13 ans	OBSERVATIONS
	Sein	Biberon													
Ain	»	»	150	125	»	»	80	»	»	»	40	»	»	»	
Aisne	»	»	»	120	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Allier	170	150	90	75	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Alpes (Basses)	250	200	150	120	100	»	»	80	»	»	»	»	»	»	
Alpes (Hautes)	»	150	100	80	»	»	»	60	»	»	»	»	»	»	
Alpes Maritimes	250	200	100	60	»	»	»	40	»	»	»	»	»	»	
Ardèche	»	150	120	90	»	»	»	60	»	»	»	»	»	»	
Ardennes	»	160	»	130	»	»	110	»	»	»	»	»	»	»	
Ariège	200	150	120	90	»	»	»	50	»	»	»	»	»	»	
Aube	150	130	»	100	»	»	80	»	»	»	»	»	»	»	
Aude	200	150	120	»	100	»	»	»	»	»	»	60	»	»	
Aveyron	135	150	120	100	»	80	»	50	»	30	»	»	»	»	
Belfort (Territoire de)	»	120	110	100	»	»	»	90	»	»	»	»	»	»	
Bouches-du-Rhône	»	150	100	80	»	»	»	50	»	»	»	»	»	»	
Calvados	»	110	»	100	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cantal	»	120	100	80	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Charente	135	120	90	»	75	»	»	»	»	60	»	»	»	»	
Charente-Inférieure	»	120	»	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Cher	»	140	120	110	100	»	»	90	»	»	»	»	»	»	
Corrèze	100	»	»	80	60	50	»	»	»	»	»	»	»	»	
Corse	»	»	80	60	»	50	»	»	»	»	»	»	»	»	
Côte-d'Or	»	150	130	100	»	»	»	80	»	»	»	70	»	»	
Côtes-du-Nord	130	120	90	»	»	»	70	»	»	»	»	»	»	»	
Creuse	»	100	104	95	»	50	»	»	»	»	»	»	»	»	
Dordogne	»	150	120	100	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Doubs	»	120	»	90	»	»	»	»	»	»	70	»	»	»	
Drôme	200	200	150	»	120	»	»	80	»	»	»	»	»	»	200 fr. jusqu'à 18 mois.
Eure	»	130	»	110	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Eure-et-Loir	»	130	»	110	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Finistère	»	150	»	100	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Gard	200	180	150	120	»	100	»	»	»	»	»	»	»	»	
Garonne (Haute)	140	130	110	»	100	»	»	50	»	»	»	»	»	»	
Gers	»	150	»	100	»	80	»	»	»	»	»	»	»	»	
Gironde	180	120	110	100	»	90	»	»	»	»	»	»	»	»	
Hérault	»	210	180	150	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ile-et-Villaine	»	120	»	100	»	»	»	»	90	»	»	»	»	»	
Indre	120	110	100	80	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Indre-et-Loire	»	150	120	100	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Isère	150	130	100	70	»	50	»	»	»	30	»	»	»	»	
Jura	»	120	»	80	»	»	»	60	»	»	»	»	»	»	
Landes	140	120	100	80	»	70	»	»	»	»	»	»	»	»	150 fr. de 1 jour à 15 mois.
Loir-et-Cher	»	150	120	100	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Loire	130	120	100	70	»	»	»	»	»	60	»	»	»	»	
Loire (Haute)	»	150	100	60	»	»	»	50	»	»	»	55	»	»	
Loire-Inférieure	110	100	100	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Loiret	»	150	120	100	90	»	»	100	»	»	»	»	»	»	
Lot	150	120	90	»	»	»	»	75	»	»	»	60	»	»	
Lot-et-Garonne	»	150	120	»	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Lozère	»	120	90	75	»	60	»	45	»	»	»	»	»	»	
Maine-et-Loire	»	120	»	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Manche	»	120	»	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Marne	»	140	»	120	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Marne (Haute)	»	150	»	120	»	»	100	»	»	»	»	»	»	»	
Mayenne	»	105	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Meurthe-et-Moselle	»	120	»	100	»	»	»	»	60	»	»	40	»	»	
Meuse	»	130	120	105	»	95	»	90	»	»	»	85	»	»	
Morbihan	»	120	100	80	»	»	»	»	»	70	»	»	»	»	
Moselle	»	165	»	135	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Nièvre	»	120	100	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Nord	»	140	105	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Oise	150	130	110	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Orne	»	115	»	100	»	»	»	90	»	»	»	»	»	»	
Pas-de-Calais	175	150	135	120	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Puy-de-Dôme	235	180	150	90	»	75	»	»	»	60	»	»	»	»	
Pyrénées (Basses)	»	105	70	55	»	45	»	22,5	»	»	»	»	»	»	
Pyrénées (Hautes)	100	150	120	90	»	»	»	75	»	»	»	»	»	»	
Pyrénées-Orientales	»	150	»	100	90	»	»	»	80	»	»	»	»	»	
Rhin (Bas)	»	150	125	»	100	80	»	»	»	60	»	»	45	»	150 fr. jusqu'à 18 mois.
Rhin (Haut)	»	150	120	»	»	»	»	105	»	»	»	»	»	»	
Rhône	240	200	180	160	»	»	»	120	»	»	»	»	»	»	
Saône (Haute)	»	140	120	90	»	»	»	»	»	70	»	»	»	»	
Saône-et-Loire	»	140	120	90	»	»	»	70	»	»	»	50	»	»	
Sarthe	»	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Savoie	»	150	108	60	»	»	»	»	»	»	»	48	»	»	
Savoie (Haute)	»	140	120	80	»	»	»	70	»	»	»	»	»	»	
Seine	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Seine-Inférieure	150	130	110	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Seine-et-Marne	»	150	»	105	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Seine-et-Oise	»	200	»	150	»	120	»	»	»	»	»	»	»	»	
Sèvres (Deux)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Somme	»	120	110	100	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Tarn	»	150	120	»	90	75	»	60	»	»	»	»	»	»	150 fr. jusqu'à 15 mois.
Tarn-et-Garonne	»	120	105	90	»	»	»	75	»	»	»	»	»	»	
Var	»	200	150	100	»	60	»	»	»	»	»	»	»	»	200 fr. jusqu'à 18 mois.
Vaucluse	240	200	150	120	»	»	»	100	»	»	»	»	»	»	
Vendée	»	130	120	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vienne (Haute)	»	110	90	75	»	»	65	»	60	»	»	»	»	»	
Vienne	»	140	120	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Vosges	»	150	»	120	»	»	»	90	»	»	»	80	»	»	
Yonne	175	150	120	100	»	»	»	90	»	»	»	»	»	»	

DÉPARTEMENT DES YVES

MORTALITÉ DES PUPILES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE MOINS D'UN AN *Tableau 5*

	NOMBRE DES ENFANTS DÉCÉDÉS										TOTAUX des CHIFFRES PORTÉS dans les colonnes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8	NOMBRE des ENFANTS COMPRIS dans la colonne 1 qui ont atteint dans le service l'âge de 1 an révolu	PROPORTION pour cent des DÉCÉS
	PARMI CEUX COMPRIS DANS CHAQUE DES LIGNES DE LA COLONNE 1												
	Age au moment de leur décès												
	0 à 4 jours	5 à 9 jours	10 à 14 jours	15 à 30 jours	31 à 90 jours	91 à 180 jours	181 à 365 jours						
	2	3	4	5	6	7	8				10		
0 à 4 jours	64	2	2	10	41	5	4				29		
5 à 9 —	115	2	6	10	31	5	6				55		
10 à 14 —	280	»	5	24	34	17	6				194		
15 à 30 —	187	»	»	11	35	11	43				117		
31 à 90 —	453	»	»	»	29	15	9				100		
91 à 180 —	94	»	»	»	»	17	44				66		
181 à 365 —	107	»	»	»	»	»	44				96		
TOTAUX.....	1.000	4	13	55	140	70	60				657		
											343	34,3	
											1.000		

Statistique de la Mortalité des Enfants assistés de un jour à un an
pendant l'année 1924.

Tableau 6.

DÉPARTEMENTS	NOMBRE		POURCENTAGE DES DÉCÈS	DÉPARTEMENTS	NOMBRE		POURCENTAGE DES DÉCÈS
	D'ENFANTS de 1 jour à 1 an ayant passé dans le service	DE DÉCÈS			D'ENFANTS de 1 jour à 1 an ayant passé dans le service	DE DÉCÈS	
Ain	77	24	31 17	Lozère	15	»	»
Aisne	10	45	45 »	Maine-et-Loire	40	11	27 50
Allier	113	21	18 58	Manche	158	36	22 78
Alpes (Basses)	19	4	21 05	Marne	73	11	15 06
Alpes (Hautes)	15	3	20 »	Marne (Haute)	34	4	11 70
Alpes-Maritimes	176	61	34 65	Mayenne	63	5	7 93
Ardèche	36	10	27 77	Meurthe-et-Moselle	220	36	16 36
Ardennes	58	26	44 82	Meuse	26	1	3 84
Ariège	22	7	31 81	Morbihan	47	3	6 38
Aube	91	18	19 78	Moselle	»	»	»
Aude	60	11	18 30	Nièvre	58	6	10 34
Aveyron	91	9	9 89	Nord	266	65	24 40
Bouches-du-Rhône	495	234	51 42	Oise	104	11	10 57
Calvados	129	52	40 81	Orne	84	10	11 90
Cantal	32	5	16 12	Pas-de-Calais	106	35	33 01
Charente	75	13	17 80	Puy-de-Dôme	138	22	15 94
Charente-Inférieure	108	23	21 29	Pyrénées (Basses)	125	24	19 20
Cher	95	32	33 68	Pyrénées (Hautes)	38	15	39 47
Corrèze	75	13	17 33	Pyrénées-Orientales	34	8	23 52
Corse	119	24	20 16	Rhin (Haut) { Belfort	15	3	20 »
Côte-d'Or	120	21	17 50	{ Colmar	29	1	3 34
Côtes-du-Nord	74	18	24 32	Rhin (Bas)	96	17	17 40
Creuse	42	5	11 91	Rhône	450	87	19 33
Dordogne	107	18	16 82	Saône (Haute)	22	»	»
Doubs	30	13	43 33	Saône-et-Loire	110	32	29 09
Drôme	58	18	31 03	Sarthe	232	22	9 48
Eure	89	8	8 98	Savoie	25	8	32 »
Eure-et-Loir	125	24	19 20	Savoie (Haute)	38	2	5 26
Finistère	104	16	15 38	Seine	2.319	335	14 44
Gard	113	30	26 54	Seine-Inférieure	922	107	11 60
Garonne (Haute)	180	33	18 33	Seine-et-Marne	47	7	14 89
Gers	56	16	28 57	Seine-et-Oise	152	26	17 10
Gironde	261	99	37 93	Sèvres (Deux)	33	7	21 »
Hérault	112	27	24 54	Somme	215	31	14 41
Ille-et-Vilaine	172	27	15 60	Tarn	52	12	23 »
Indre	17	1	5 88	Tarn-et-Garonne	36	3	8 30
Indre-et-Loire	164	23	14 63	Var	63	29	46 03
Isère	59	16	27 11	Vaucluse	52	19	36 54
Jura	45	3	6 66	Vendée	16	1	6 25
Landes	27	6	22 22	Vienne	49	12	24 48
Loir-et-Cher	127	15	11 81	Vienne (Haute)	110	30	27 27
Loire	37	10	27 »	Vosges	78	10	12 82
Loire (Haute)	39	8	20 51	Yonne	90	28	33 33
Loire-Inférieure	150	53	35 33				
Loiret	75	19	25 33				
Lot	42	5	11 90				
Lot-et-Garonne	45	15	33 33				
MOYENNE DES POURCENTAGES. . .							21,20 %

Statistique de la Mortalité en France des Enfants assistés
de 0 à 21 ans en 1924

Tableau 7.

CATÉGORIES D'ÂGES	NOMBRE D'ENFANTS		POURCENTAGE de DÉCÈS
	VIVANTS	DÉCÉDÉS	
Au-dessous de 1 an.	10.279	2 097	20 400
1 à 2 ans	6.012	237	3 942
2 à 3 ans	5.473	81	1 479
3 à 4 ans	4 517	46	1 018
4 à 5 ans	4.844	30	619
TOTAUX de 1 à 5 ans.	20.846	394	1.890
5 à 10 ans	25.391	60	236
10 à 15 ans	24.623	66	268
15 à 18 ans	24.868	63	253
18 à 20 ans	28.616	63	237
TOTAUX de 5 à 20 ans	103 498	257	248
20 à 21 ans	11.473	50	435
TOTAUX GÉNÉRAUX de 0 à 21 ans.	146.096	2.798	1 915

ENFANTS SECOURUS

(Année 1927)

Tableau 8.

ENFANTS SECOURUS (Année 1927)

DÉPARTEMENTS	MONTANT du CRÉDIT	NOMBRE D'ENFANTS SECOURUS	TAUX DU SECOURS TEMPORAIRE					OBSERVATIONS					
			1 ^{re} ANNÉE		2 ^e ANNÉE	3 ^e ANNÉE	Ep débors 3 ^e ANNÉE		LIMITE D'ÂGE (ans)	POUR LES ORPHELINS		A TITRE EXCEPTIONNEL	
			S. in	Bibéron						Taux	Limite d'âge (ans)	Montant	Limite d'âge
Ain	250.000	620	»	75	30	20	»	3	20	13	»	»	»
Aisne	300.000	505	»	»	»	»	»	3	60	13	»	»	40 ou 50
Allier	202.500	613	45	40	30	30	»	3	»	13	»	»	»
Alpes (Basses)	90.000	160	»	75	55	40	»	3	40	»	90	»	»
Alpes (Hautes)	69.000	215	»	60	20	15	»	3	»	»	»	»	»
Alpes-Maritimes	225.000	687	»	60	30	30	»	13	»	»	»	»	»
Ardèche	55.000	252	»	30	20	20	»	3	Même	»	»	»	»
Ardennes	300.000	311	90	75	60	60	»	3	60 à 90	»	»	»	»
Ariège	56.000	192	»	30	20	20	»	3	»	13	»	»	»
Aube	142.000	340	»	60	40	30	»	3	30	13	»	»	»
Aude	172.000	302	»	100	70	40	»	3	40	13	»	»	»
Aveyron	128.000	333	»	45	30	15	»	2	15	»	»	»	»
Belfort (Territoire de)	96.200	286	»	55	52	52	»	3	»	»	»	»	»
Bouches-du-Rhône	650.000	1.449	»	60 à 70	50	50	»	3	45	13	»	»	»
Calvados	145.000	850	30 à 35	15 à 30	15 à 25	12 à 20	»	3	15 à 25	»	»	»	»
Cantal	78.500	381	»	50	40	30	»	13	Même	»	»	»	»
Charente	245.000	650	50	40	35	25	»	3	Id.	»	90 à 120	13	»
Charente-Inférieure	130.000	604	»	30	20	15	»	3	»	»	»	»	»
Cher	200.000	604	45	45	40	35	30	4	Même	13	»	»	»
Corrèze	80.000	298	»	40	30	30	»	4	Id.	»	»	»	»
Corse	80.000	261	»	50	40	30	»	3	Id.	13	»	»	»
Côte-d'Or	180.000	638	»	40 à 50	40	30	»	2	30	13	»	»	»
Côtes-du-Nord	250.000	1.248	»	60	40	30	10 à 15	3	Même	»	»	»	»
Creuse	66.000	291	»	20	15	15	»	4	»	»	»	»	»
Dordogne	170.000	»	»	40 ou 120	35 ou 90	25 ou 60	»	2	Même	»	»	»	»
Doubs	136.000	351	»	35	30	25	»	3	Id.	13	50	»	»
Drôme	117.000	364	»	40	30	25	»	3	40	»	»	»	»
Eure	250.000	1.229	»	»	»	»	»	3	Même	»	»	»	»
Eure-et-Loir	190.000	619	»	40 à 50	35	30	25	4	Id.	»	»	»	»
Finistère	370.000	800	35	30	30	»	»	2	Id.	»	50 à 120	2	»
Gard	400.000	275	90	80	60	45	»	3	45	»	»	»	»
Garonne (Haute)	320.000	588	»	60	40	30	»	3	30	»	40 à 60	13	»
Gers	430.000	464	»	80 à 100	80 à 100	50 à 70	40 à 60	5	Même	»	»	»	»
Gironde	370.000	1.431	40	35	25	25	»	2	25	»	»	»	»
Hérault	390.000	400	»	150	90	60	»	3	Même	»	»	»	»
Ile-et-Vilaine	540.000	1.025	»	60	50	40	»	3	»	»	»	4	»
Indre	500.000	450	120	110	70	»	»	2	Même	»	»	»	»
Indre-et-Loire	485.000	1.164	»	60	50	40	»	3	30	»	»	»	»
Isère	187.600	341	»	40 à 45	35	15	»	3	Même	»	»	»	»

[illegible]

Taux des pensions mensuelles des Pupilles dans le Département des Vosges

(Les vêtements et chaussures étant fournies par le service aux gardiens)

Tableau 9.

PÉRIODE	JUSQU'À 1 AN		1 à 2 ans	1 à 6 ans	2 à 4 ans	2 à 5 ans	2 à 9 ans	4 à 6 ans	4 à 11 ans	4 à 13 ans	5 à 10 ans	5 à 13 ans	6 à 8 ans	6 à 13 ans	8 à 10 ans	9 à 13 ans	10 à 13 ans	11 à 13 ans
	Sein	Biberon																
Du 1 ^{er} janvier 1901 au 1 ^{er} janvier 1909 . . .	22	18	12	»	11	»	»	10	»	»	»	»	9	»	8	»	7	»
— 1909 — 1914 . . .	22	18	15	»	»	13	»	»	»	»	»	12	»	»	»	»	»	»
— 1914 — 1917 . . .	25	20	18	»	15	»	»	»	»	12	»	»	»	»	»	»	»	»
Année 1917	25	25	20	»	18	»	»	»	»	15	»	»	»	»	»	»	»	»
Du 1 ^{er} janvier 1918 au 1 ^{er} juin 1918.	27	27	22	»	20	»	»	»	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Du 1 ^{er} juin 1918 au 1 ^{er} janvier 1919	32	32	24	»	24	»	»	»	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Année 1919	32	32	24	»	»	»	»	»	21	»	»	»	»	»	»	»	»	»
— 1920	60	60	»	45	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	»	»	»	»
Du 1 ^{er} janvier 1921 au 1 ^{er} juillet 1921.	120	60	»	45	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	»	»	»	»
Du 1 ^{er} juillet 1921 au 1 ^{er} janvier 1923	120	80	»	60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30	»	»	»	»
Année 1923	120	85	70	»	»	»	55	»	»	»	»	»	»	»	»	40	»	»
Du 1 ^{er} janvier 1924 au 30 juin 1926	120	95	75	»	»	»	55	»	»	»	»	»	»	»	»	40	»	»
Du 30 juin 1926 au 1 ^{er} janvier 1927.	»	120	120	»	»	100	»	»	»	»	90	»	»	»	»	»	80	»
Du 1 ^{er} janvier 1927 à ce jour.	»	150	150	»	»	100	»	»	»	»	90	»	»	»	»	»	80	»

**Prix de journée à l'Hospice dépositaire de l'Hôpital Saint-Maurice
d'Epinal, de l'année 1900 à l'année 1929** *Tableau 10.*

ANNÉES	SERVICE	SANS DISTINCTION D'ÂGE	SANS DISTINCTION D'ÂGE ni de service	SANS DISTINCTION DE SERVICE	
				Au-dessous de 13 ans	Au-dessus de 13 ans
1900	»	»	»	0 70	0 70
1901	»	»	»	0 70	0 70
1902	»	»	»	0 70	0 70
1903	»	»	»	0 70	0 70
1904	»	»	»	0 60	0 85
1905	»	»	»	0 60	0 85
1906	»	»	»	0 60	0 85
1907	»	»	»	0 60	0 85
1908	»	»	»	0 60	0 85
1909	»	»	»	0 75	0 90
1910	»	»	»	0 75	0 90
1911	»	»	»	0 75	0 90
1912	»	»	»	0 75	0 90
1913	»	»	»	0 75	0 90
1914	»	»	»	1 50	1 50
1915	»	»	»	1 50 à 1 60	1 50 à 1 60
1916	»	»	»	1 60 à 1 70	1 60 à 1 70
1917	Dépôt	1 50	»	»	»
	Médecine et Chirurgie	2 »»	»	»	»
1918	Dépôt	3 »»	»	»	»
	Médecine	4 01	»	»	»
	Chirurgie	4 30	»	»	»
1919	»	»	4 45	»	»
1920	Dépôt	4 50	»	»	»
1921	Médecine	4 65	»	»	»
	Chirurgie	4 80	»	»	»
1922	Dépôt	4 55	»	»	»
1923	Médecine	4 75	»	»	»
1924	Chirurgie	5 »»	»	»	»
1925	Dépôt	5 30	»	»	»
	Médecine	5 55	»	»	»
	Chirurgie	5 80	»	»	»
1926	Dépôt	4 75	»	»	»
1927	Médecine	9 75	»	»	»
1928	Chirurgie	10 40	»	»	»

BIBLIOGRAPHIE

Liste des Recueils et Ouvrages cités

- Revue du Conseil supérieur de l'Assistance Publique.*
La Revue philanthropique. P. Strauss, Paris: Mâsson.
La Revue des Etablissements de bienfaisance.
Les Lois Nouvelles: Revue de législation et de Jurisprudence.
Journal des Arrêts de la Cour de Bordeaux.
The Charities Review (Revue de New-York).
Rapport de l'Inspection générale des services administratifs, 1926, publié au *Journal Officiel*.
Rapport du Patronage de l'enfance et de l'adolescence, 1927, 14^e annuaire, Paris.
Archives départementales des Vosges: L. District de Bruyères.
Madame Epron Pariès: *Cours sur l'hygiène et la puériculture.*
Lenoir: *Thèse sur le nouveau régime des Enfants assistés*, Paris 1907.
Grouille: *Thèse sur les Enfants assistés*, Montpellier 1911.
Cuq: *Les Institutions juridiques des Romains*, 1904.
Girard: *Manuel élémentaire de droit Romain*, 4^e édition, 1906.
Brissaud: *Histoire du droit Français*, 1898.
Chénon: *Histoire générale du droit Français public et privé*, 1926.
Pandectes Françaises, de Rivière, 1890. Librairie Chevalier-Marescq.
Lallemand, L.: *Histoire des Enfants abandonnés ou délaissés*, Paris 1885.
Chevillet, G.: *Les Enfants assistés à travers l'Histoire*, 1903.
Alcindor: *Les Enfants assistés*, 1912.
Gérando de: *De la bienfaisance publique*, 1839.
Gide et Rist: *Histoire des doctrines économiques*, 1926.
Hauriou: *Droit Administratif*, 1927 (11^e édition).
Laferrière: *Traité de la juridiction administrative* (2^e édition).
Aubry et Rau: *Cours de droit civil français*, 1897-1922 (5^e édition).
Baudry, Lacantinerie: *Précis de droit civil*, 1926-1927 (13^e et 14^e édition).
Sirey: *Recueil*.
Thoinot: *Hygiène*, 1920. Librairie Delagrave.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	3
CHAPITRE I.	
Historique.	
SECTION 1. — L'Antiquité Romaine	7
— 2. — En Gaule. Au Moyen Age et sous la Monarchie.....	10
— 3. — Les Enfants trouvés pendant la période révolutionnaire.....	12
— 4. — Les Enfants sous le 1 ^{er} Empire	14
— 5. — Les Enfants assistés du 1 ^{er} Empire à la République de 1848.....	15
— 6. — Les Enfants assistés de la 2 ^e à la 3 ^e République.....	17
CHAPITRE II.	
Le Tour et son histoire	20
SECTION 1. — Résultats positifs du système des Tours.....	21
CHAPITRE III.	
Les Enfants assistés sous la 3^e République	22
SECTION 1. — Effectif des pupilles	24
CHAPITRE IV.	
Du rôle de l'Etat en matière d'assistance	25
CHAPITRE V.	
Organisation actuelle du service des Enfants assistés	27
SECTION 1. — Enfants secourus.....	28
— 2. — Enfants en dépôt	34
— 3. — Enfants en garde	35
— 4. — Les Pupilles de l'Assistance Publique.....	36
CHAPITRE VI.	
Régime des pupilles de l'Assistance Publique.	
SECTION 1. — De la naissance à 13 ans.....	40
— 2. — Fréquentation scolaire	43
— 3. — Enfants de plus de 13 ans	44
— 4. — Placements exceptionels	45
— 5. — Placements des pupilles difficiles et vicieux.....	45
CHAPITRE VII.	
La réorganisation de la tutelle des enfants assistés	47
SECTION 1. — Règle spéciale de la puissance paternelle	50
— 2. — Causes d'ouverture de la tutelle.....	51
— 3. — Situation juridique des enfants en dépôt et enfants en garde....	52
— 4. — Des particularités de la tutelle des enfants des pupilles.....	52
— 5. — Causes d'extinction de la tutelle.....	52
— 6. — Remise de l'enfant à sa famille.....	56

CHAPITRE VIII.		Pages
Organisation générale du service		59
SECTION 1. — Critiques du service.....		60
CHAPITRE IX.		
Règlement des dépenses du service		61
CHAPITRE X.		
Dispositions spéciales au département de la Seine		62
CHAPITRE XI.		
Domicile de secours		62
CHAPITRE XII:		
Mortalité des enfants assistés		63
SECTION 1. — Mortalité et diminution de la natalité en Europe.....		65
CHAPITRE XIII.		
Moralité et éducation des pupilles		65
CHAPITRE XIV.		
Les pupilles à leur majorité		68
CHAPITRE XV.		
Conclusions		70
SECTION 1. — Secours temporaires		70
— 2. — Enfants en dépôt		71
— 3. — Allaitement maternel, maisons de refuge et pouponnières.....		72
— 4. — Taux des pensions		73
— 5. — Hospices dépositaires. — Nourriceries. — Pouponnières		74
— 6. — Orientation professionnelle		75
— 7. — Améliorations diverses		76
Tableaux		84

Vu :

Nancy, le 25 avril 1928.

Le Président de la Thèse,
RENARD.

Vu :

Nancy, le 27 avril 1928.

Le Doyen,
MICHON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 28 avril 1928.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,
Membre de l'Institut.

